

Corona

Friches cherchent nouvel avenir

La conservation et la valorisation du patrimoine industriel bénéficient d'un nouvel élan qui demande à être pérennisé

Der sichere Weg 2.0

Die CSV will sich mit neuen Vorschlägen zum Wohnungsbau profilieren. Dabei führt sie nur die Politik weiter, die die aktuelle Wohnungskrise mitverschuldet hat

Jurassic TV

La polémique sur la licence luxembourgeoise de Russia Today met en lumière l'obsolescence de la réglementation audiovisuelle. Elle s'explique par la protection historiquement accordée à RTL

Von der Palastwache zur Einsatzarmee

Wachsende Ansprüche der Nato an Luxemburg werfen die Frage nach Sinn und Zweck der Armee auf. Und die, wofür Soldaten bereit sein müssten, im Kampf zu fallen

Boombranche, unruhige

Die Laboratoires Réunis haben an Corona nicht schlecht verdient. Nun hat ein französischer Konzern die Mehrheit an der Junglinster Firma erworben

Photo : Sven Becker





Sur le site de Belval, la Halle des soufflantes est toujours en sursis

Friches du passé cherchent nouvel avenir

France Clarinval

La conservation et la valorisation du patrimoine industriel bénéficient d'un nouvel élan qui demande à être pérennisé



Sven Becker

À Dudelange, le nouveau quartier Nei Schmelz verra le jour à l'ombre du château d'eau

Schrott Pour ironiser sur la richesse récente du Luxembourg et des Luxembourgeois, une caricature circule : On est tombé du tracteur dans la Mercedes. Le passé agricole du pays a toujours été valorisé. Le présent l'est encore avec une certaine fierté sur la viande, les pommes ou le vin *made in Luxembourg*. Le patrimoine rural (anciennes fermes, centres de village, granges, écoles...) bénéficie de toutes les attentions pour être restauré et réaffecté (souvent à des fins d'habitation). Également dignes de classement, les églises et châteaux, construits et occupés par et pour des élites (aristocratiques et religieuses) sont de toutes les images que le Luxembourg met en avant, notamment dans son *Nation branding*. En revanche, la sidérurgie, et plus généralement l'industrie, sur laquelle se fonde pourtant le passé le plus riche du pays, a longtemps été le parent pauvre de la conservation. Le patrimoine industriel est relativement méprisé, considéré au mieux comme « trop récent pour être digne d'intérêt », au pire comme « sale, moche, prolétaire ». Les lieux de l'industrie, avec leur fonction purement productive, destinée au travail, sont associés au labeur, voire à la souffrance. Le secteur reste associé à des crises et des luttes dans l'esprit de beaucoup quand on se souvient qu'entre 1974 et 1984, la sidérurgie perd environ la moitié de ses emplois.

« Il y a longtemps eu une grande réticence à conserver les traces du passé industriel, symbole de l'exploitation par le travail, des grognes ouvrières. On préfère croire que le Luxembourg n'est fait que de cols blancs et d'agriculteurs », analyse Robert Garcia, en tant que secrétaire de l'asbl Industriekultur-CNCL. Les ouvriers eux-mêmes, heureux et fiers d'être sorti de leur condition et de voir leurs enfants grimper les échelons de l'ascension sociale, sont souvent ceux qui doutent de la

valeur patrimoniale de leurs anciens lieux de travail. « Pourquoi tu t'acharnes sur ces *Schrott* ? » demandait l'un d'eux à l'ancien député écolo.

Cependant, depuis le début de la décennie 1990 (la Fondation Bassin minier est née en 1989), mais plus encore depuis une quinzaine d'années (le premier concept d'un Centre national de la culture industrielle date de 2004), la mobilisation d'anciens ouvriers a renforcé le travail d'universitaires et de spécialistes du patrimoine (historiens, sociologues, architectes, urbanistes) pour revendiquer une mémoire ouvrière et donner de l'importance aux lieux auxquels cette mémoire est attachée. Hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs carreaux de mine, carrières, terrils, matériels ferroviaires, mais aussi les bâtiments de direction, les casinos d'employés, les cités ouvrières, les habitations des dirigeants ont acquis une valeur symbolique après avoir perdu leur utilité économique (le dernier des hauts-fourneaux a cessé son activité en 1997). Sans détailler toutes les étapes de la mobilisation autour de la préservation des hauts-fourneaux de Belval et de leur réhabilitation comme « phare » et centre névralgique de la ville nouvelle, on se souviendra que le Centre national de la culture industrielle (CNCI) devait « avoir son siège sur la Terrasse des Hauts Fourneaux, au cœur même des vestiges industriels de Belval », lisait-on dans le magazine du Fonds Belval en 2006, pour être « un véritable lieu de référence ». Les conséquences de la crise de 2008 passent par là et le projet de création d'un CNCI est reporté *sine die*. La mobilisation s'émousse alors que les hauts-fourneaux, classés sur l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, sont sauvés. Il faut attendre 2017 et la candidature pour le label Man and the Biosphere de l'Unesco pour voir naître de nouveaux groupes de travail et apparaître de nouvelles têtes, plus jeunes, dans le débat et les manifestations. La dizaine d'années qui s'est écoulée n'a pas été vaine ou sans action : l'année culturelle de 2007 a pointé l'utilisation possible de la Halle des soufflantes à Belval (avec l'exposition *All We Need*) ou de l'ancienne aciérie de Dudelange (avec l'exposition *Retour de Babbel*) et les colloques, conférences et publications scientifiques se sont multipliés.

Après avoir perdu leur utilité économique, les sites industriels ont acquis une valeur symbolique

Aujourd'hui, les friches industrielles sont sur le devant de la scène, notamment chez les jeunes urbains un peu bobo qui exhument photos anciennes, pratiquent l'urbex (exploration urbaine, consistant à visiter des lieux abandonnés, généralement sans autorisation), passent après-midis et soirées dans des friches reconverties comme les Rotondes ou la Kulturfabrik quand ils n'ont pas leur bureau dans d'autres espaces industriels recyclés comme le 1535°. On note une image un peu romantique de ce passé que la photographie (dite *ruin porn*) exacerbe sur Instagram. Des guides touristiques (*Sur les traces du passé – Tourisme industriel au sud du Luxembourg* édité par la Fondation Bassin minier en est à sa troisième édition) et des visites mettent à l'honneur ces sites. Les Big Four ou les banques n'hésitent pas à louer les sites restaurés pour leurs événements corporate. Un phénomène largement répandu dans toute l'Europe qui incite associations et pouvoirs publics à aller de l'avant dans la préservation de ce patrimoine.

Réseau « La mobilisation des associations arrive souvent trop tard. Je ne suis pas très optimiste pour beaucoup de lieux qui continuent à être rayés de la carte ou laissés à l'abandon », note Antoinette Lorang, une des pionnières de la recherche et de l'activisme autour du patrimoine industriel. Une petite vingtaine d'associations et amicales, musées et sites d'archéologie industrielle, structures de conservation de patrimoine technique, scientifique et industriel ainsi que les centres de documentation sont actifs à ce jour, dans le sud du pays où se concentre l'essentiel du patrimoine industriel (les tanneries de Wiltz, les filatures du Pulvermühl ou l'industrie textile

de Larochette ne se lisent plus que sur des sites comme *industrie.lu*). La plupart sont gérés et animés par des bénévoles. À charge maintenant de l'asbl Industriekultur-CNCI de les fédérer en réseau et de structurer le travail non seulement de préservation mais surtout de valorisation des lieux existants. « Nous cherchons à faire revivre d'anciens sites industriels en proposant des vocations différentes dans un éventail large d'affectations patrimoniales jusqu'à des utilisations nouvelles, contemporaines et innovantes », décrit Marlène Kreins, la présidente de l'asbl qui fête ses deux ans. Après les longues années de mépris ou d'un désintérêt, le ministère de la Culture semble avoir pris la mesure de l'importance de ce pan de l'histoire récente et a notamment signé une convention avec l'asbl, lui assurant un financement annuel de 50 000 euros. « Nous avons aussi un subside de l'Œuvre, sur trois ans et l'important projet MinettREMIX cofinancé par Esch2022 », détaille la présidente qui se réjouit d'avoir pu embaucher deux personnes pour gérer les projets. Les relations avec le Service des sites et monuments nationaux (SSMN) sont aussi apaisées, « nous allons maintenant vers plus de coopération entre l'identification des lieux à conserver, l'élaboration de concepts pour une nouvelle utilisation et le travail de classement et de préservation ».

Concrètement, depuis sa création, l'asbl IK-CNCI a mis en œuvre ses idées par le biais de groupes de travail. Le groupe de travail AllHallz a travaillé sur plusieurs sites significatifs. « Nous n'avons pas réussi à sauver les Keeseminnen (accumulateurs à minerai) sur le site de la lentille rouge à Esch », regrette Marlène Kreins. « Le projet était trop avancé quand nous avons mené nos actions et discuté avec les parties concernées. » Cette expérience servira de leçon : « Il faut travailler plus en amont, avec des propositions concrètes, avant que les pelleteuses ne soient sur le terrain. » C'est ce qui est en marche sur la friche industrielle de l'usine Arbed à Esch-Schifflange. La Metzschmelz a été active pendant plus de 140 ans (de 1871 à 2012, sous l'égide de l'Arbed à partir de 1911) : hauts-fourneaux, laminoir, train à fil et aciérie électrique s'y sont succédés. Au plus fort de l'activité, 2 600 personnes y travaillaient. Ce sont soixante hectares (soit la moitié du site de Belval), très proches des zones urbaines qui représentent un potentiel pour la construction de logements dont les communes ont grand besoin. Pour ne pas faire comme à Belval (qui ne voulait pas faire comme au Kirchberg), citoyens et riverains ont été impliqués dans la réflexion et « la préservation des monuments industriels et naturels les plus importants » (*d'Land* 07.06.2019) est inscrite dans le projet du bureau danois Cobe qui a remporté la consultation. Sous la houlette de Jacques Maas et Misch Feinen (membres du conseil d'administration du IK-CNCI), un relevé des bâtiments et infrastructures dignes de protection, en plus de ceux déjà proposés par le SSMN est effectué. Ils estiment qu'il serait logique et efficace de procéder à la protection d'ensembles qui donneraient de la cohésion au projet urbanistique futur. Ensembles qui tiennent comptent des différentes périodes de construction ou d'élargissement du site : les vestiges structurels de la Metzschmelz de 1871, déjà proposés à la protection par le SSMN ; les témoins de la période de modernisation (1913-1960) et les installations et agrandissements de 1930 et 1950. « Il serait contreproductif de s'attacher à chaque pierre, à chaque poutre. Il s'agit plutôt de proposer une réutilisation raisonnable », expliquent-ils. Les propositions sont sur la table du ministère de la Culture, du SSMN et la Commission des sites et monuments nationaux (Cosimo) doit donner son avis dans les semaines à venir.

Pérennisation Le site de la Halle des soufflantes (Gebléishal) de Belval a droit à son groupe de travail à lui seul. Il faut dire que ce bâtiment, construit en 1910 pour alimenter en énergie et en air les hauts fourneaux, considéré comme le « poumon de l'usine », est devenu un symbole non seulement de l'histoire de la sidérurgie, mais des bras de fer successifs pour sa transformation et réhabilitation. Le hall gigantesque sur deux niveaux mesure 160 m de longueur, 75 m de largeur et 30 m de hauteur. Il présente une surface d'environ 12 000 mètres carré rien qu'au rez-de-chaussée : de quoi faire naître des ambitions et des convoitises. On a imaginé y installer « une salle de musique pour jeunes » (avant de construire la Rockhal voisine), le Centre national de la culture industrielle, un musée des pompiers, de l'aéronautique ou de l'automobile, des espaces de stockage pour les collections de différents musées, le centre névralgique de Esch2022... Tous ces projets se sont vus contraints de reculer, notamment à cause du coût de sa remise en état (qualité du béton, présence d'amiante, état de l'enveloppe thermique). Réunions, brainstorming, visites, échanges avec le Fonds Belval et avec les ministères de la Culture et des Travaux publics ont mené à un premier concept baptisé *The wind of change*, puis à une deuxième mouture, *Science in the City*. « Ici aussi, il faut trouver un équilibre

« Nous devons trouver un équilibre entre l'opposition citoyenne avec des manifestations et le travail institutionnel »

Robert Garcia, IK-CNCI



Sur la lentille rouge, les pelleteuses à l'œuvre

entre ce qu'il faut à tout prix conserver et ce qui ne vaut pas la peine de se battre », estime Robert Garcia qui dévoilera les plans d'ici à la fin de l'année.

Quand ces projets seront terminés, que l'année culturelle se clôturera, et avec elle, plusieurs soutiens financiers, « comment le CNCI pourra-t-il se pérenniser ? », s'interrogent les responsables. Ils considèrent qu'après les premières années d'existence, ils auront « prouvé leur raison d'être et le besoin d'une telle structure au Luxembourg ». À terme, le CNCI est censé devenir un « véritable centre à vocation nationale au même titre que des musées nationaux consacrés à l'art, l'histoire ou l'histoire naturelle », prévient Marlène Kreins. Pour autant, l'emplacement du lieu physique central reste à définir. Il devrait comprendre bureaux, archives, expositions temporaires et permanentes (qui invite à voir les lieux de culture industrielle à travers le pays), salles de conférence, espaces pédagogiques. Pour l'avenir, outre le suivi et le développement des projets en cours (les rénovations et réaffectations prennent plusieurs années), il est question d'étendre le travail de recherche et de développement à l'ensemble du pays, de valoriser le patrimoine immatériel (vocabulaire spécifique, recettes de cuisine, techniques de travail, relations sociales, musique, famille, place des femmes...), de collaborer avec les sites de la Grande Région ou encore de considérer la culture industrielle et ouvrière contemporaine en intégrant par exemple les populations qui n'ont pas connu ce passé mais qui vivent sur ces traces. L'association laisse entendre que le statut d'établissement public pourrait être une issue favorable. Les initiales CN rappellent

celles du Centre national de l'audiovisuel (CNA) ou de la littérature (CNL) qui sont des instituts culturels de l'État, dépendant directement du ministère de la Culture. Se posera aussi la question de l'indépendance d'une telle structure : « Nous devons maintenir nos deux modes d'action : l'opposition citoyenne avec des manifestations et des pressions si nécessaire d'une part et le travail institutionnel, à travers des relations avec les ministères et les communes de l'autre », soutient Robert Garcia (qui a d'ailleurs balancé entre ces deux pôles pendant toute sa carrière politique). De son côté, la ministre Sam Tanson (déi Gréng), interrogée par le *Land* estime qu'il « est trop tôt pour parler en terme de structure juridique. Mais la volonté du ministère de la Culture de voir le CNCI continuer en un lieu identifié est bien là. »

L'attribution du label « Man and Biosphere » de l'Unesco en octobre dernier a mis en lumière une autre facette du Minett : le lien fort entre les zones industrielles et naturelles. Le traitement, puis l'abandon de l'exploitation du minerai de fer a laissé son empreinte dans le paysage : les mines ouvertes, inhabitables (et donc pas intéressantes pour les promoteurs), sont devenues le terrain d'une biodiversité retrouvée. Par ailleurs, un coup de projecteur sera inévitablement mis sur la région pendant l'année culturelle Esch2022 où le volet industriel est un des liens entre communes. Deux occasions bienvenues pour faire mieux connaître le pays des terres rouges et sa conscience nouvellement éveillée de son patrimoine industriel. Le bon moment pour mettre ce patrimoine en valeur dans l'image du pays. ●

LEITARTIKEL

Total falsch

Luc Laboulle

Etwas plagte die stets um ausgewogene und möglichst objektive Berichterstattung bemühte Redaktion des öffentlich-rechtlichen Rundfunks *Radio 100,7* schon das schlechte Gewissen, als sie den ADR-Abgeordneten Fernand Kartheiser am Mittwochmorgen auf ihrer Antenne seine These verbreiten ließ, DP, LSAP, Grüne und CSV wollten mit der Verfassungsreform das von der ADR so verhasste *Ausländerwahlrecht* durch die Hintertür einführen. Nachdem der CSV-Verfassungsexperte Léon Gloden diese vermeintliche Verschwörung der vier großen Parteien bereits im Streitgespräch zurückgewiesen und als *Fake News* entlarvt hatte, musste am Mittag der Verfassungsrechtler Luc Heuschling noch einmal herhalten, um selbst die letzten Zweifel aus dem Weg zu räumen, dass an den Behauptungen Kartheisers tatsächlich etwas dran sein könne. Kartheisers These sei „vum wëssenschaftleche Standpunkt hir total falsch“ und überhaupt sei es eine parteipolitische Diskussion ohne wissenschaftliche Grundlage, betonte der Professor der Uni Luxemburg.

Nun weiß auch Heuschling, dass es der ADR in keiner Weise um Wissenschaft geht. Die Partei wollte lediglich ihre Daseinsberechtigung verteidigen, die seit der Einführung der Rentengleichheit nur noch auf dem Mythos beruht, sie und der ihr sehr nahe stehende Wee 2050 seien die Gewinner des Referendums von 2015 und 80 Prozent der Wähler/innen würden ihre Ansichten teilen. Dass sich die ADR dafür ausgerechnet die Verfassung ausgesucht hat, liegt nahe, denn die geplante Revision hätte eigentlich mit einem weiteren großen Referendum verabschiedet werden sollen, das der ADR erneut die Gelegenheit geboten hätte, sich auf polarisierenden Themen wie Nationalität, Sprache, Familie und Monarchie politisch und ideologisch zu profilieren.

2019 hatten die drei Mehrheitsparteien mit der CSV ausgehandelt, statt der großen Revision eine schrittweise Reform ohne Volksbefragung durchzuführen. Mit dieser List wollten sie verhindern, dass die Wähler/innen – anstatt über die komplizierte Verfassung zu urteilen – sich anhand des Referendums an „Gambia“ rächen, weil der Staat ihnen eine Baugenehmigung in einer Grünzone verweigert hat oder seit der Einführung der CO₂-Steuer die Tankfüllung ein paar Cent teurer geworden ist.

Sollte es der ADR gelingen, 25 000 Wähler/innen zu versammeln, um ein Referendum zu erzwingen, könnte sich diese List im Nachhinein als doch nicht so klug erweisen. Das scheint zurzeit aber eher unwahrscheinlich, denn 25 000 wahlberechtigte Bürger/innen wären rund zehn Prozent der Gesamtwählerschaft. Ob so viele Luxemburger die reaktionären Werte der ADR teilen oder ihren nachweislich falschen Behauptungen Glauben schenken, ist zu bezweifeln.

Eigentlich müsste die ADR zufrieden sein mit den Reformen, die die vier großen Parteien untereinander ausgehandelt haben. Denn im Vergleich zu anderen europäischen Staaten und selbst zu der noch bis 2019 geplanten großen Verfassungsrevision ist der nun vorliegende Text durchaus reaktionärer. Anstatt sich an Schweden zu orientieren, wo der König nach der Verfassungsreform von 1974 weder das Recht hat, Gesetze zu promulgieren, noch an der Regierungsbildung beteiligt ist, hat das Luxemburger Parlament sich an der belgischen Konstitution inspiriert, die dem Monarchen vergleichsweise weitreichende Befugnisse einräumt. In Luxemburg konnte die CSV sogar durchsetzen, dass der in der Verfassungsrevision verwendete neutrale Begriff Staatschef wieder durch Großherzog ersetzt wird, wodurch die Monarchie zumindest symbolisch gestärkt bleibt.

Wenn eine Partei das Recht hätte, sich zu beschweren, dann wäre es wohl déi Lénk, die sich im Gegensatz zur ADR vor fünf Jahren tatsächlich die Mühe gemacht hatte, einen vollständigen alternativen Verfassungsvorschlag zu deponieren, der die über 100 Jahre alte liberale Forderung nach der Einführung einer Republik wieder aufgreift und vorschlägt, die Monarchie durch einen repräsentativen Staatspräsidenten zu ersetzen, bei dessen Wahl die Gendergleichheit berücksichtigt würde. Weder die Regierung noch der Staatsrat ließen sich dazu hinreißen, diesen progressiven Vorschlag zu begutachten oder ernsthaft dazu Stellung zu beziehen. Auch ein Referendum ist nicht geplant.

SOZIALES

Pensionskasse 2020

Die Pensionskasse weist in ihrem Jahresbericht 2020 eine Rentenreserve von 23,84 Milliarden Euro aus. Das sind 7,4 Prozent mehr als im Vorjahr und entspricht 4,8 Jahresausgaben. Dass dieses Verhältnis dasselbe ist wie 2019, liegt unter anderem am stetigen Wachstum der Rentenausgaben: Sie lagen 2020 bei 4,93 Milliarden Euro. Das ist knapp ein Drittel mehr als 2015 und 3,3 Mal mehr als im Jahr 2000. Da immer mehr Einwander/innen und Grenzpendler/innen, die die Sozialversicherung insgesamt seit den Achtzigerjahren beträchtlich stützen, das Rentenalter erreichen und sie immer häufiger längere Beitragskarrieren zur Rentenversicherung hierzulande haben, werden mehr und mehr Renten ins Ausland transferiert (knapp 97 000 im Jahr 2020, fast 20 000 mehr als 2015) und die transferierten Beträge steigen (1,42 Milliarden 2020, knapp eine halbe Milliarde mehr als 2015).

Der „Lastkoeffizient“ (der Jahresdurchschnitt der Zahl der Leistungsempfänger dividiert durch den der Beitragszahler) stieg leicht auf 42,1 Prozent (2019: 41,5%) und erreichte denselben Stand wie 2016. Die laufenden Rentenausgaben machten 22,05 Prozent der Lohnmasse aus, aus der die Rentenversicherung ihre Beiträge schöpft. Das ist zwar mehr als 2019 (21,58%), aber 2017 lag diese *prime de répartition pure* bei 22,09 Prozent. Politisch interessant wird diese Zahl erst, wenn das Verhältnis sich 24 Prozent nähert: Laut Pensionsreform von 2012 kann dann der Beitragssatz angehoben werden, während die „Stellschrauben“, die die Reform ins Rentensystem einbaute, angezogen werden müssen. Da sich das auf schon bestehende Renten auswirken würde und Konflikte mit UEL und Gewerkschaften programmiert wären (Foto: sb), hofft die politische Klasse, dass dieser Fall nicht bald eintritt und möglichst nicht vor Wahlen.

Ende vergangener Woche schon hat der Kompensationsfonds der Pensionskasse (FDC) seinen Bericht publiziert. Ihm zufolge verzeichnete der Fonds 2020 Nettoeinnahmen von 1,15 Milliarden Euro. Das sind 320 Millionen weniger als 2019, aber in Anbetracht der Turbulenzen an den Finanzmärkten wegen Corona ein beachtliches Resultat. Der FDC erzielt seine Einnahmen hauptsächlich über seine Sicav, die vergangenes Jahr 21,6 Milliarden Euro aus der Rentenreserve an den Finanzmärkten investierte. Weitere 1,32 Milliarden waren in Aktien der SNHBM angelegt. Die Erlöse des Kompensationsfonds gehen zwar in die Rentenreserve ein, aber nicht in die Berechnung der politisch wichtigen *prime de répartition pure*. Was daran liegt, dass das Luxemburger Rentensystem nach dem Umlage- und nicht nach dem Kapitaldeckungsverfahren funktioniert. Die Einnahmen aus dem FDC sind ein Extra-Puffer. pf



P E R S O N A L I E N

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), konnte das Krankenhaus wieder verlassen, wo er nach seiner Covid-Erkrankung hospitalisiert war. Der Premier hatte nicht nur unfreiwillig einen Hinweis darauf geliefert, wie begrenzt der Schutz aus lediglich einer Impfung mit dem Astrazeneca-Vakzin sein kann. Die Öffentlichkeit erfuhr diese Woche auch, dass die Delegation der Unterschriftsvollmacht eines zeitweilig abwesenden Regierungsmitglieds an ein anderes generell bei der jeweiligen Partei bleibt; wenngleich das nirgends festgeschrieben ist. Der Premier übertrug sie an Finanzminister Pierre Gramegna. Einem Vizepremier wiederum fällt es zu, Regierungsratssitzungen zu koordinieren. Die Sitzung am gestrigen Donnerstag leitete LSAP-Vizepremier Dan Kersch. pf

François Bausch,

Transportminister (Grüne), hat mit seinen Amtskollegen aus Belgien und Österreich die EU-Kommission aufgefordert, eine Mindeststeuer auf Flugzeugtreibstoff einzuführen, um die EU-Klimaziele zu erreichen. Doch die derzeit geltende Steuerbefreiung für jegliche grenzüberschreitende Passagier- und Frachtflüge geht auf die Konvention von Chicago aus dem Jahr 1944 zurück. Eine Steuer innerhalb der EU würde deshalb 27 zwischenstaatliche Abkommen voraussetzen. Politisch dürfte das schwer zu erreichen sein. Aber einem grünen Minister steht eine solche Initiative natürlich gut zu Gesicht. pf

P A N D E M I E

Ab 0 Uhr Covid Check

Die Teilnahme am Nachtleben nach Mitternacht soll nur noch

mit Covid-Check erlaubt sein, nicht mehr mit Selbsttests. Das ist die wesentliche Änderung, die die Regierung ins nächste Covid-Gesetz aufgenommen sehen möchte. Der Regierungsrat hielt am gestrigen Donnerstag auch fest, Mischimpfungen mit verschiedenen Vakzinen sowie Drittimpfungen zu ermöglichen. Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) sagte beim Briefing mit LSAP-Vizepremier Dan Kersch, bisher seien 600 000 Bürger/innen einmal geimpft, 200 000 voll geimpft. Auf weiteren Impffortschritt setzt die Regierung ihre Hoffnung, dass die Lage trotz höherer Inzidenz sowohl in den Spitälern als auch in den Altersheimen „ruhig“ bleibt, mag auch die Delta-Variante laut letztem Bericht des LNS 61 Prozent an den Neuinfektionen ausmachen und die brasilianische „Gamma-Variante“ plötzlich 24 Prozent. Das neue Gesetz muss nächste Woche vom Parlament verabschiedet werden und soll bis 14. September gelten. Vor dem Schulanfang will die Regierung, falls nötig, nachjustieren. pf

P O L I T I K

„Mehr Umverteilung“

Der OGBL traut den Erklärungen, dass es „keine Austerität“ nach der Corona-Krise geben werde, nicht recht und verlangt „mehr Umverteilung“. Nach der Sitzung des Nationalvorstands der größten Gewerkschaft forderte Präsidentin Nora Back eine Indexierung der Steuertabelle und weitere Abstufungen – wenn die angekündigte Steuerreform schon ausfällt. Die Betriebsbesteuerung dürfe nicht gesenkt werden, über die Erbschaftssteuer müsse man „reden“, und die Grundsteuer müsse eine Progression erhalten. Der OGBL spricht sich auch für eine Steuer auf leerstehende Wohnungen aus. pf

Für die Landwirtschaft

Nachdem die EU-Agrarminister sich vergangene Woche auf eine

Neuausrichtung der Gemeinsamen Agrarpolitik (Gap) geeinigt haben, trifft LSAP-Minister Romain Schneider kommenden Mittwoch die Bauernverbände zu einem ersten Gespräch über einen „Strategieplan“ zur Umsetzung der Gap-Reform in Luxemburg. Dabei geht es nicht nur um Umweltschutz und Tierwohl, die künftig bei den Beihilfen stärker berücksichtigt werden müssen, sowie um den „Bio-Aktionsplan“, der bis 2025 für Biolandbau auf einem Fünftel der Agrarfläche sorgen soll (zurzeit sind es 5,18 Prozent). Und es stellt sich die Frage, welche Zahlungen an die Agrarfläche und welche an den Betrieb an sich geknüpft werden. Das erste Szenario begünstigt große Betriebe. Fest steht, dass die Landwirte, trotz der kleinen Bedeutung des Sektors für die Wirtschaftsleistung, ein wichtiges Wählerpotenzial sind. pf

U M W E L T

Grüner Strom von hier

Im vergangenen Jahr nahm die Produktion von Strom aus erneuerbaren Quellen in Luxemburg von 802 auf 979 Gigawattstunden zu, bilanziert die Regulierungsbehörde ILR. Damit waren 81 Prozent der insgesamt 1 208 Gigawattsunden aus heimischer Produktion „grün“. Der Gesamtstromverbrauch betrug allerdings 6 262 Gigawattstunden, was, so das ILR, wegen Corona 4,5 Prozent unter dem Verbrauch von 2019 lag. Somit wurden 19,3 Prozent des Stromverbrauchs aus der Produktion im Lande selbst gedeckt und 15,6 Prozent aus Windkraft, Solaranlagen oder Biomasse „von hier“ gewonnen. pf

G E S U N D H E I T

Präsident mit Mission

Der Krankenhausverband FHL hat seit 1. Juli mit Philippe Turk einen neuen Präsidenten. Damit steht der FHL 30 Jahre nach

Robert Widong nicht nur wieder ein Arzt vor, überdies der Ex-Generaldirektor der Zithaklinik, ehe die in der Schuman-Gruppe aufging. Turk präsidierte bis vor kurzem das erst 2020 gegründete Groupement des hôpitaux aigus (GHA). Dort haben sich die Verwaltungsratspräsidenten der vier großen Akutspitäler CHL, Chem, CHDN und HRS zusammengetan; später wurde noch Marc Fischbach, Präsident des Pflege-Dienstleisterverbands Copas, kooptiert.

Ursprünglich sollte das GHA auf Wunsch der Gesundheitsministerin Verwaltung und Logistik der nationalen Reserve an Schutzausrüstung übernehmen. Später nahm das GHA sich auch vor, über ein „Pandemie-Spital“ und Kooperationen zwischen Kliniken und Uni nachzudenken. Doch die GHA-Gründung war auch eine Provokation an die Adresse der FHL, die manchen Klinikpräsidenten in den letzten Jahren nicht durchsetzungsfähig genug erschien und nicht entschlossen genug, strategische Fragen zu behandeln.

Philippe Turk erklärte gegenüber dem *Land*, beide Organisationen würden vorerst weiter bestehen bleiben. Er arbeite aber auf eine „Fusion“ hin. Wie das erreicht werden könnte und was für eine Oranisation das wäre, ist eine große Frage. Denn die GHA-Gründung hatte nicht nur für Krach mit manchen spezialisierten Kliniken gesorgt, sondern auch für Irritationen bei den Gewerkschaften. Denn noch ist es die FHL, die mit ihnen Verhandlungen zu Krankenhaus-Kollektivverträgen führt und die Verträge unterzeichnet. pf

Blog

Der sichere Weg 2.0

Luc Laboulle

Die CSV will sich mit neuen Vorschlägen zum Wohnungsbau profilieren. Dabei führt sie nur die Politik weiter, die die aktuelle Wohnungskrise mitverschuldet hat



Der Mittelschicht will die CSV das Eigenheim weiter ermöglichen

Diekirch I Der nach der Eselstadt Diekirch benannte Konferenzraum des Hotel Radisson Blu war am Montagvormittag fast zu klein, als die CSV dort ihre zwölf Vorschläge zur Schaffung von erschwinglichem Wohnraum vorstellte. Neben dem Wohnungsbauexperten Marc Lies und den Fraktionsvorsitzenden Martine Hansen und Gilles Roth hatte CSV-Generalsekretär Christophe Hansen sich als stummer Statist dazu gesellt, um das neugewonnene Vertrauensverhältnis zwischen Fraktion und Partei zu demonstrieren. Ein halbes Dutzend Spin-Doctors, Öffentlichkeitsbeauftragte und Medienexpert/innen hatten sie mitgebracht. Für die CSV hat der Wahlkampf längst begonnen. Am Wochenende waren ihre Abgeordneten in Wiltz und Ettelbrück unterwegs. Nächstes Wochenende führt die *Nolauschartour* nach Esch/Alzette und Schiffingen.

Das Hotel Radisson Blu liegt im Bahnhofsviertel der Stadt Luxemburg. Früher stand auf dem Grundstück das Centre Nobilis. Die beiden Nachbargebäude wurden vergangenes Jahr abgerissen, nur eine historische Fassade bleibt erhalten. Die Stadt Luxemburg hat der Gesellschaft Cluster S.C.A. – Sicav FIS der Gebrüder Giorgetti und der CSV-nahen Compagnie financière La Luxembourgeoise S.A. im Dezember 2020 eine Baugenehmigung erteilt, um hier neue Apartments, Büro- und Geschäftsräume zu errichten. 2007 hatten Jean-Claude Juncker und Luc Frieden die Fonds d'investissement spécialisés (FIS) eingeführt. Schon 2012 war bekannt geworden, dass sie von in Luxemburg ansässigen Baumagnaten missbraucht werden, um die Einkommenssteuern zu umgehen. Nachdem der öffentliche Druck vor zwei Jahren gestiegen war, hatte DP-Finanzminister Pierre Gramegna ihre Verwendung eingeschränkt. Deshalb haben die Giorgettis ihre Sicav FIS Anfang dieses Jahres in die Cluster Management S.A. umgewandelt.

Institutionelle 2019 hatte das Forschungsinstitut Liser ermittelt, dass 25 Prozent des Baulands sich in den Händen von nur 159 Personen befinden. Verlässliche Angaben zu den Besitzverhältnissen bebauter Grundstücke fehlen noch. Seit einiger Zeit hält sich in Luxemburg hartnäckig das Gerücht, dass ausländische Investoren in großem Stil Immobilien zu Spekulationszwecken aufkaufen. Befeuert werden sie von Prestigeprojekten wie dem Royal Hamilius und der *Stäreplaz*, wo Vermögensgesellschaften und Fonds aus den Golfstaaten Luxustempel errichten. Auch die schnelle Wertsteigerung und die extrem hohen Preise in der Hauptstadt und Umgebung sind Indizien dafür, dass viele Immobilien inzwischen nur noch für institutionelle Investoren bezahlbar sind. Offizielle Belege dafür, dass deren Präsenz zugenommen hat, gibt es bislang nicht. Erst diese Woche haben die LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo und Yves Cruchten eine parlamentarische Anfrage an den Finanzminister gestellt, um detaillierte Informationen zu Natur und Herkunft institutioneller Investoren zu erhalten.

Bis 2023 will die Regierung weitere Reformen durchsetzen, um gegen Spekulation vorzugehen. Große Erwartungen werden in die Überarbeitung der Grundsteuer gesetzt, obwohl nicht einmal Vize-Premier Dan Kersch (LSAP) noch daran glaubt, dass sie die Spekulation eindämmen kann (vgl. *d'Land* vom 14.05.2021). Mit der Einführung der Kategorie B6 wurde schon 2008 im Rahmen des *Pacte Logement* ein Instrument geschaffen, das es erlaubt, brachliegendes Bauland höher zu besteuern. Angewandt wurde es kaum. In lediglich zehn Kommunen liegt der Satz zwischen 1 000 und 1 500 Prozent, die meis-

ten Gemeinderäte haben ihn zwischen 300 und 600 Prozent festgesetzt.

Diekirch II Die Stadt Diekirch hat den Grundsteuersatz B6 vergangenes Jahr von 750 auf 15 000 Prozent angehoben. Wenn ein Eigentümer für sein 1976 erschlossenes Grundstück bislang 28 Euro/Ar an Grundsteuern zahlte, werden es künftig 560 Euro sein. Eigentlich geht es der Gemeinde darum, die Besitzer dazu zu bewegen, seit Jahrzehnten ungenutztes Land endlich zu bebauen. Der Anwalt Jean-Marie Bauler legte kürzlich im Auftrag von 15 Eigentümer/innen rund um die frühere CSV-Bürgermeisterin Marie-Thérèse Boever Rekurs vor dem Verwaltungsgericht ein. Die Kläger/innen sehen ihr verfassungsverbrieftes Recht auf Privatbesitz verletzt, die drastische Erhöhung der Grundsteuer komme einer Enteignung gleich, heißt es in der Rekurschrift, die dem *Land* vorliegt. Bauler, der bis 2020 Vorsitzender der Mietkommission der Stadt Luxemburg war, wittert in der vom Gemeinderat einstimmig getroffenen Entscheidung ein Komplott des sozialistischen „Freundeskreises“ um Dan Kersch, Taina Bofferding und Claude Haagen, der in Diekirch ausloten wolle, wie hoch man mit der Grundsteuer gehen könne, erklärt er dem *Land*. Kersch's „Rückzieher“ habe ihm und seinen Mandant/innen eine gewisse Genugtuung verschafft. Mit einem Urteil des Verwaltungsgerichts dürfte nicht vor Ende 2022 zu rechnen sein.

Die noch aktuelle Grundlage des Einheitswertes (*valeur unitaire*) zur Berechnung der Grundsteuer wird dieses Jahr 80. Das Innenministerium arbeitet bereits seit Jahren an einer Reform, die sich nun endlich zu konkretisieren scheint. Künftig soll der Wert jeder einzelnen Parzelle anhand ihrer geographischen Lage und ihres Baupotentials mit einem digitalen Modell neu bemessen werden. Als Grundlage für diese Berechnung dienen die neuen Allgemeinen Bebauungspläne (PAG). Damit das automatisierte Modell angewandt werden kann, müssten „alle oder fast alle“ PAGs in Kraft sein, heißt es aus dem Ministerium. 35 Gemeinden haben ihre Prozedur noch nicht abgeschlossen. Sieben haben noch nicht einmal damit begonnen (Dalheim, Kopstal, Lenningen, Sandweiler, Ufflingen, Vianden, Vichten).

Spekulation Der größten Oppositionspartei dauert das zu lange. Deshalb hat sie am Montag wiederholt eine landesweite Spekulationssteuer gefordert. Auch die Grünen sind einer nationalen Lösung nicht abgeneigt. DP und LSAP warten ungeduldig auf die Grundsteuerreform. Im ersten *Pacte Logement*-Gesetz hat der damalige Wohnungsbauminister Fernand Boden (CSV) bereits 2008 mit der *Taxe spécifique* eine kommunale Spekulationssteuer geschaffen, die aber nicht den erhofften Erfolg gebracht hat. Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) zufolge haben seitdem erst acht Gemeinden diese Gebühr eingeführt, nur zwei oder drei kleine Gemeinden erheben sie (laut *Paperjam* nur Beckerich und Esch/Sauer). In vielen Fällen scheiterte das Vorhaben schon an der Erfassung des Leerstands, die zu aufwändig und nicht mit dem Datenschutz vereinbar sei. Nicht zuletzt ist unklar, was die CSV überhaupt mit Spekulation meint. Agrarland und Immobilien, die für direkte Nachkommen reserviert sind, will sie davon ausnehmen. Wie der Nachweis bei der zweiten Ausnahme erbracht werden soll und wieso Personen ohne direkte Nachkommen von vornherein als Spekulanten gelten, ließ sie offen.

Gilles Roth meinte am Montag, die Gemeinden könnten brachliegendes Bauland bereits jetzt an-

hand der Daten zur Berechnung der Grundsteuer erkennen und leerstehende Wohnungen anhand der Wasser- und Stromrechnung oder der öffentlichen Müllsammlung ermitteln. Im Innenministerium ist man aber nach eingehender Prüfung zu dem Schluss gekommen, dass dieser Vorschlag in der Praxis kaum umsetzbar sei. Deshalb schlägt die Regierung einen anderen Weg ein. Mit dem digitalen Modell, das der Berechnung der Grundsteuer zugrunde liegen wird, will sie eine gerechtere Besteuerung erreichen. Da der Wert einer Parzelle sich alleine an ihrer geographischen Lage und ihrer potenziellen Baudichte orientiert, soll beispielsweise der Besitzer eines Einfamilienhauses, dessen Grundstück in einer Zone liegt, die dichte Bebauung erlaubt, künftig höher besteuert werden als der Eigentümer eines Einfamilienhauses, dessen Grundstück in einer Zone liegt, die nur eine geringe Baudichte vorsieht. Wie hoch die Sätze am Ende sein werden, steht noch nicht fest.

Die Oppositionsparteien déi Lénk und CSV haben in den vergangenen Wochen zurecht darauf hingewiesen, dass die von der Regierung angedachten Reformen die Wohnungskrise kurzfristig nicht lösen werden. Die CSV nutzte die Gelegenheit, um zugleich Kritik an der „grünen Ideologie“ und am Naturschutzgesetz zu üben, das den Bauherren im Wege stehe. Den privaten und gewerblichen Investoren will die Partei den Bau von Sozialwohnungen finanzieren, die diese dann „nach 15, 20, 25 oder 30 Jahren“ wieder auf dem freien Markt anbieten könnten, sagte Gilles Roth. Damit die von ihr institutionalisierte Tradition des Eigenheims für Familien der Mittelschicht erhalten bleibt, will die CSV die Steuerfreibeträge und den *Bëllegen Akt* erhöhen.

Immobilien, die für direkte Nachkommen reserviert sind, will die CSV von der Steuer ausnehmen. Wie der Nachweis erbracht werden soll und wieso Personen ohne direkte Nachkommen als Spekulanten gelten sollen, ließ sie offen

Halbherzig Von dieser subventionierten Marktlogik, die jahrzehntelang die Wohnungsbaupolitik in Luxemburg bestimmt hat und die Krise mit verursachte, hatten die Grünen schon unter Sam Tanson Abstand genommen und stärker auf die öffentliche Hand gesetzt. Außer CSV und ADR scheinen alle Parteien diesen Ansatz grundsätzlich zu unterstützen. Insbesondere von linker Seite wird aber kritisiert, dass manche Reformen nur halbherzig umgesetzt werden. Mit dem *Pacte Logement 2.0* will der grüne Wohnungsbauminister Henri Kox private Bauherren dazu verpflichten, bei Neubauprojekten einen bestimmten Anteil an erschwinglichen Wohnungen zu bauen und dauerhaft an öffentliche Träger abzutreten (auf Antrag der Regierung wurde der Anteil im April reduziert). Der Staatsrat hat den Gesetzesentwurf in dieser Woche zum dritten Mal begutachtet und kaum noch etwas auszusetzen. Das neue Mietgesetz, das vor einem Jahr deponiert und Mitte Mai vom Staatsrat unter Androhung von zwei *Oppositions formelles* begutachtet wurde, muss nun im Wohnungsausschuss überarbeitet werden. Noch etwas länger dauern dürfte die Reform des Wohnungsbaubeihilfegesetzes, der Entwurf soll erst nach der *Reentrée* hinterlegt werden. Gleiches gilt für den Entwurf zum Baulandvertrag, der zwar schon 2017 deponiert und Ende vergangenen Jahres von der Regierung abgeändert, aber noch nicht vom Staatsrat begutachtet wurde. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Geschlossene Gesellschaft

Über den Umsatz oder gar die Gewinne zu reden, geizt sich nicht. Deshalb wird die Größe der Firmen hierzulande nach der Beschäftigtenzahl beurteilt. Das statistische Amt Statec verbreitete vor einigen Tagen eine Pressemitteilung „Les principaux employeurs au Luxembourg au 1^{er} janvier 2021“.

An dieser Liste der größten „Arbeitgeber“ fällt auf, dass der mit Abstand größte, der Staat, unterdrückt wurde. Er beschäftigte am 1. Januar 31 049 Leute. Auch die Stadtverwaltung Luxemburg fehlt in der Aufstellung. Die Gemeinde käme mit 4 333 Beschäftigten auf Platz sechs.

Mit dem Staat scheint kein Staat zu machen: Die öffentliche Hand fehlt in der offiziellen Liste der größten Belegschaften

Es gibt keinen ökonomischen Grund, die Dienstleistungen der Steuerberater zu berücksichtigen, nicht aber die der Steuerverwaltung oder der Müllabfuhr. Der Grund ist vielmehr ein ideologischer: Privatunternehmen werden als naturgegebene Norm dargestellt. Wirtschaftliche Aktivitäten, die nicht dem Gewinnstreben dienen, gelten als pathologische Abweichungen. Sie werden des unlauteren Wettbewerbs und gleichzeitig der Ineffizienz bezichtigt. Bis zur Covid-Seuche sollten sie „abgespeckt“ und privatisiert werden. Manche Länder überließen die Seuche den Heilkräften des Marktes. Am meisten profitierten dann die Bestattungsunternehmen.

Hierzulande wirtschaftet auch die öffentliche Hand. Dem Staat folgen in der Hitparade die Staatsunternehmen Post und Eisenbahn, später die Staatssparkasse. Unter den 30 größten Firmen sind auch sechs Krankenhaus- und Pflegefirmen. Sie sind nicht in öffentlicher Hand, aber werden aus ihr gefüttert. Sie leben von der staatlich organisierten Kranken- und Pflegeversicherung.

Die 30 größten Firmen beschäftigen fast ein Viertel aller Erwerbstätigen. Die Hälfte dieser Firmen wird von ausländischem Kapital kontrolliert. Zwei Drittel arbeiten

für den Binnenmarkt. Obwohl die Lobby der Exportindustrie die lautstärkste ist.

Die 30 größten Firmen sind eine geschlossene Gesellschaft. Über die Jahre ändert sich nur ihre Rangfolge. Der einzige Neuankömmling in 15 Jahren war Amazon. Der Versandhändler steht mit 3 280 Beschäftigten inzwischen auf Platz zehn (das heißt zwölf). Die 2014 gegründete Krankenhausgruppe Robert Schuman ist weniger neu. Sie entstand aus Fusionen bestehender Spitäler.

Nur zwei Firmen haben in den vergangenen 15 Jahren Arbeitsplätze abgebaut: der Stahlkonzern Arcelor-Mittal und die Banque Internationale. Im Covid-Jahr 2020 stellten der Staat, Amazon und BGL ein, Arcelor-Mittal, Sodexo und Luxair bauten ab.

Vor zehn Jahren hatte Arcelor-Mittal mit 6 070 Beschäftigten noch die zweitgrößte Belegschaft nach dem Staat. Nun ist die Gruppe mit 3 660 Beschäftigten auf Platz sechs (das heißt acht) abgerutscht. Zu den 30 größten Firmen gehört nur ein weiteres Industrieunternehmen: der Reifenhersteller Goodyear.

Inzwischen wird die Liste der größten Unternehmen von ein paar Dienstleistungsbranchen beherrscht: der öffentlichen Hand, Dienstleistungen an Unternehmen, medizinischen und Pflegediensten, Banken. Hinzu kommen zwei Luftfahrtgesellschaften und zwei Einzelhandelsketten. Der Anteil der produktiven Arbeiter und Arbeiterinnen sinkt, die Dienstleistungsgesellschaft hat sich breit gemacht. Das galt als fortschrittlich. Bis in China die Atemschutzmasken knapp wurden.

Vor 15 Jahren war die Bankenbranche nach der öffentlichen Hand die personalreichste unter den Großunternehmen. Drei Banken gehörten zu den 20 größten Firmen. Heute ist es noch eine: BGL. Nun nennt sich der Bankenplatz „Finanzplatz“.

Die *Big Four*-Unternehmensberater haben in den vergangenen 15 Jahren ihre Beschäftigtenzahl von 2 130 auf 8 370 vervierfacht, mehr als das Doppelte der Stahlindustrie. Fünf weitere Firmen, die für Unternehmen putzen, kochen oder bewachen, haben ihre Belegschaft auf 10 930 verdoppelt. Das geschah vor allem durch die Auslagerung von Arbeitsplätzen aus bestehenden Unternehmen. So kann an der besser bezahlten und besser geschützten Stammbelegschaft gespart werden. ● Romain Hilgert



Mitarbeiter des Stater Hygienedienstes. Mit 4 333 Beschäftigten ist die

Gemeinde eigentlich der viertgrößte Arbeitgeber

Boombranche, unruhige

Peter Feist

Die Laboratoires Réunis haben an Corona nicht schlecht verdient. Nun hat ein französischer Konzern die Mehrheit an der Junglinster Firma erworben

So schnell kann das gehen: Seit 1. Juli werden die meisten Luxemburger Privatlabors für biomedizinische Analysen von ausländischen Gruppen kontrolliert. Ketterthill, der Marktführer, gehört schon seit 2012 zum französischen Cerba-Konzern. Am 1. Juli übernahm der ebenfalls französische Biogroup die Mehrheit der Aktien der Laboratoires Réunis. Weil es in Luxemburg nur drei Privatlabors gibt, ist Bionext nun das einzige luxemburgische, wenn man so will. Sein Gründer und Chef Jean-Luc Dourson war bis 2012 Besitzer von Ketterthill, trat die Firma an Cerba ab, wurde Cerba-Aktionär und blieb zunächst Ketterthill-Geschäftsführer. Bis er sich an den Rand gedrängt und Ketterthill von Cerba ausgenutzt empfand. Worauf Cerba ihn als Geschäftsführer feuerte, für den Rückkauf von Ketterthill eine Summe verlangte, die Dourson zu hoch war. In der Labor-Welt, obwohl die der öffentlichen Gesundheit dienen soll, geht es nicht immer fein zu.

Der Umsatz des Junglinster Labors war 2020 drei Mal, der Gewinn elf Mal so hoch wie 2019

Biogroup hat die Laboratoires Réunis nicht ganz übernommen, sondern nur 51 Prozent der Anteile. Den Rest hält Firmengründer Bernard Weber, der auch CEO und Verwaltungsratspräsident bleibt. Dem *Land* erklärt Weber, er wolle noch an die fünf Jahre Aktionär sein. Biogroup habe nur in strategischen Fragen das letzte Wort, das Tagesgeschäft leite er. Weber weist auch darauf hin, dass Biogroup „nicht finanzialisiert“ sei. Das ist ein kleiner Seitenhieb auf Ketterthill und Cerba: Die Mehrheit an Cerba halten Investmentfonds, die sich ungefähr alle fünf Jahre abwechseln. Biogroup dagegen gehört den Mikrobiologen und Pharmazeuten, die das Unternehmen gegründet hatten.

Dieser Unterschied kann bedeutsam sein: Erwirbt ein Investmentfonds Anteile, will er verdienen, wenn er sie wieder verkauft. Was zu Rentabilitätsdruck führt und eventuell dazu, dass Investitionen unterbleiben. Womit sich die Frage stellt, was die wachsende Kontrolle durch große Gruppen in der kleinen Luxemburger Laborwelt bewirken könnte. Groß ist auch Biogroup; in Frankreich gilt das Unternehmen als Nummer zwei nach Cerba. Im Herbst vergangenen Jahres kaufte Biogroup das größte Labor in Belgien, CMA-Medina. Die belgische Presse spekulierte anschließend, dass Biogroup dadurch größer als Cerba geworden sein könnte und vergleichbar mit dem deutschen Synlab und den Schweizer Unilabs, den beiden Schwergewichten in Europa. 2020 soll der Umsatz von Biogroup bei sechs Milliarden Euro gelegen haben, zehn Mal mehr als 2018.

Utopisch ist so ein Umsatzzuwachs keineswegs: Die Laborbranche gehört zu den Corona-Krisengewinnern. Denn es sind Labors, die PCR-Tests auf das Virus, Antigen-Schnelltests auf eine laufende Infektion oder Antikörper-Tests auf ein Immun-Potenzial vornehmen. Bei den Laboratoires Réunis stieg der Umsatz ebenfalls. Wegen der Aktien-Transaktion hat die Firma ihre Bilanz 2020 schon publiziert: Der Nettoumsatz wuchs von 30,6 Millionen Euro 2019

auf 100,7 Millionen im vergangenen Jahr. Der Nettogewinn lag mit 15,46 Millionen Euro elf Mal höher als 2019 (1,34 Millionen).

Grund dafür dürfte vor allem das *Large-scale testing* sein – die Analysen der PCR-Tests aus den *Drive-in*-Stationen besorgen die Laboratoires Réunis alleine. Ihre Bilanz vermittelt einen Eindruck davon: Ärztlich verschriebene Analysen, deren Kosten die CNS den Labors erstattet, machten 37,68 Millionen der 100,7 Millionen Euro Gesamtumsatz aus. Das Gros von 53 Millionen bildeten „diverse Einnahmen“. Unter diesem Punkt hatten die Laboratoires Réunis im Jahr vor der Seuche nur 202 000 Euro in der Bilanz stehen.

Wie viel genau die Firma am *Large-scale testing* verdient hat und noch verdienen könnte, sei „vertraulich“, sagt Bernard Weber. Das sei mit der Regierung so abgemacht. Ziemlich klar scheint aber, dass sich auch die Bilanz 2021 des Labors wird sehen lassen können: Über die bisher drei Gesetze zum *Large-scale testing* erhielt es nicht nur den Auftrag für die Analysen in Phase eins, die bis September 2020 dauerte, sondern auch für Phase zwei (bis März 2021) und drei (bis zur *Rentrée* am 15. September). Der kommerzielle Erfolg aus den Massentests habe aber keinen Einfluss auf die Bewertung des Unternehmens für den Deal mit Biogroup gehabt: „Die geschah *hors Corona*“, erklärt Bernard Weber, „Corona ist ein einmaliger Schub.“ Die Frage, wie viel Biogroup für den 51-Prozent-Anteil bezahlt hat, beantwortet Weber ebenfalls mit, „das ist vertraulich“.

Weil das Gesundheitsministerium sogar Abgeordneten nicht erklären will, bei wem welcher Teil der insgesamt rund 130 Millionen Euro Staatsgeld für die drei Phasen des *Large-scale testing* bleibt, was davon zum Beispiel an den Militärdienstleister Ecolog geht und was an die Schuman-Tochter Santé services SA, wird darüber wohl erst eine Untersuchung des Rechnungshofs Aufschluss geben. Ende Juni hat der parlamentarische Haushaltskontrollausschuss sie auf Betreiben von ADR und CSV bestellt. Der Rechnungshof soll auch ermitteln, ob die Regeln für öffentliche Ausschreibungen eingehalten wurden.

Bis der Bericht vorliegt, könnte zwischen den Privatlabors der Frieden fragil bleiben; die Biogroup-Mehrheit an den Laboratoires Réunis hätte damit gar nichts zu tun. Denn es ging erneut um das *Large-scale testing*, als Bionext-Chef Jean-Luc Dourson sich am Mittwoch darüber beschwerte, dass das Gesundheitsministerium am Montag per *Facebook* bekanntgeben hatte: „Ab dieser Woche geht LST mit mobilen Teststationen auf Tour.“ Den Anfang mache eine Station in der Bartringer City Concorde.

„Warum kann nicht auch ich solche Tests gratis anbieten, weil mir die Staatskasse das bezahlt wie den Laboratoires Réunis?“, fragt Dourson gegenüber dem *Land* aufgebracht. Die Frage ist nicht unberechtigt, nachdem der Regierungsrat Mitte Juni entschied, bis zum 15. September könnten alle, die einen Covid-Check haben möchten, aber weder geimpft, noch genesen sind, über die Covid-Webseite der Regierung einen Termin für einen Gratis-Test an einem der *Drive-ins* fürs *Large-scale Testing* vereinbaren. Eine Woche später richtete Dourson einen scharfen offenen Brief an Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP). Er warf ihr vor, staatlich finanzierten unlauteren Wettbewerb zu dulden, und ging so weit, anzudeuten, dass es dazu Absprachen mit den Akteuren geben könnte.

Laboratoires-Réunis-Chef Weber sieht die Auseinandersetzungen um das *Large-scale testing* gelassen: „Ich gehe davon aus, dass die Regierung die nötigen Vorkehrungen getroffen hat, um sich nichts vorwerfen lassen zu müssen.“ Dass die Angelegenheit eine politische Dimension annehmen und der Rechnungshof mit einer



Den ersten *Drive-in* für Corona-Tests richteten die

Laboratoires Réunis nur Tage nach Ausbruch der Seuche ein

Untersuchung beauftragt werden könnte, sei „zu erwarten gewesen, schließlich geht es um viel Geld vom Staat“. Dass die schon länger schwelenden politischen Auseinandersetzungen um das *Large-scale testing* einen Einfluss auf die Transaktion mit Biogroup hatten, bestreitet Weber zunächst, räumt dann aber ein: „Wenn vor der Due-Diligence-Prozedur plötzlich eine Summe im Raum gestanden hätte, die umstritten gewesen wäre, hätte das die Operation beeinträchtigen können.“ Denn nicht immer geht es fein zu in der Laborbranche.

Keinen Kommentar dazu im Zusammenhang mit Covid, und was die Präsenz großer ausländischer Gruppen für den Sektor in Luxemburg bedeuten könnte, möchte Stéphane Gidenne machen, der Präsident des Branchenverbands *Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales* (FLLAM). Der FLLAM gehören die drei Privatlabors an, nur die drei. Auf die schriftliche Anfrage des *Land* um einen Kommentar reagierte Gidenne nicht. Vielleicht, weil er auch CEO von Ketterthill ist und traditionell sehr diskret. Verglichen mit den Laboratoires Réunis und Bionext hielt der Marktführer sich mit Analyse-Angeboten in der Pandemie deutlich zurück. Zwar bietet Ketterthill Tests an, hat aber nicht so aufgerüstet wie die anderen beiden Labors und beteiligte sich so gut wie nicht an den Diskussionen um das *Large-scale testing* oder am Kampf um Marktanteile für den Covid-Check beteiligt.

Über die Gründe dafür kann nur spekuliert werden. Auszuschließen ist nicht, dass es mit der Weiterveräußerung der Aktienmehr-

heit an Konzernmutter Cerba an einen neuen Investmentfonds im Frühjahr dieses Jahres zu tun hat: Die Transaktion soll 4,5 Milliarden Euro gekostet, den Cerba-Konzern mit mehr als dem elffachen operativen Betriebsergebnis (Ebitda) bewertet haben und laut dem in London ansässigen Informationsdienst *Healthcare Business International* „the largest transaction ever in European healthcare services“ gewesen sein. Was das mit Corona-Tests zu tun haben könnte? Sie vorzunehmen, erfordert Investitionen in Technik und Personal, was ein Labor zunächst weniger rentabel macht. Die spektakuläre Bewertung von Cerba zur Übergabe der Mehrheit an den nächsten Private Equity Fonds musste Rentabilität des Konzerns vorausgesetzt haben. Und vielleicht Zurückhaltung bei Investitionen durch Cerbas Tochterfirmen.

Dass zwischen den drei Luxemburger Privatlabors demnächst nicht nur die Konkurrenz sich verschärft, sondern Schluss sein könnte mit dem bisher gepflegten Grundsatz „Leben und leben lassen“, ist nicht gesagt. Wengleich zumindest zwischen Bionext und den Laboratoires Réunis die Stimmung nicht die beste ist. Künftig könnten die drei Labors sich am *Laboratoire nationale de santé* (LNS) reiben: Das frühere *Staatslabo*, seit 2012 eine öffentliche Einrichtung privaten Rechts, war schon vor zwölf Jahren einem Druck der Privatlabors ausgesetzt, „Routineanalysen“ an sie abzugeben.

Später bedrängten vor allem die Laboratoires Réunis die wechselnden Gesundheitsminister/innen, die Untersuchungen von Gewebeproben auf Tumoren nicht mehr allein von der Abteilung für Anathomopathologie des LNS vornehmen zu lassen. Zu jener Zeit standen die Krebsanalysen des LNS stark in der Kritik; Bernard Weber argumentierte, seine Partner im Ausland könnten sie zuverlässiger und schneller erledigen. Gegen das LNS-Monopol klagte er vor dem Verwaltungsgericht, wurde aber abgewiesen. 2018 erklärte ein neues Krankenhausgesetz nicht nur die Anathomopathologie sondern auch die Abteilung für Genetik am LNS zu „services nationaux“ an einem „Diagnosezentrum“ und schrieb die Monopole in beiden Bereichen fest.

Dort möchte Bernard Weber nun mit seinem neuen großen Partner und Mit-Aktionär ansetzen: Biogroup betreibt im Elsass eine Genetik-Abteilung, „und wir kooperieren mit ihr schon seit Jahren“. Die Genetik, sagt Weber, sei „ein derart weites Feld, da gibt es für jeden etwas zu tun“. Die Laboratoires Réunis entwickeln seit gut 20 Jahren Test-Kits für genetische Analysen, die sie vor allem im Ausland verkaufen. Mit Biogroup erhofft Weber sich einen leichteren Zugang zum französischen Markt. Mit Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) habe bereits ein erstes Gespräch stattgefunden, ob das Junglinster Labor nicht doch eine Rolle spielen könnte bei Genanalysen. Er wolle das aber, sagt Weber, „nicht im Konflikt erreichen“. Als könnte es in der Branche doch fein zugehen. ●



Am Sitz der Laboratoires Réunis in Junglinster

Gemeinsam widerstandsfähig

Martin Theobald, Berlin

Am Anfang stand der Eklat. Zum Wechsel der EU-Präsidentschaft gibt es stets den üblichen Fotoreigen mit Händeschütteln und Schulterklopferei. Doch vergangenen Donnerstag als in Ljubljana der Staffeltab der EU-Ratspräsidentschaft an Slowenien übergeben wurde, verweigerte sich der Niederländer Frans Timmermans, Sozialdemokrat und Vizepräsident der EU-Kommission, einem gemeinsamen Familienfoto mit dem rechtspopulistischen slowenischen Regierungschef Janez Jansa. Die Begründung folgte auf dem Fuße: Timmermans sagte, dass Jansa kurz zuvor in einem internen Meeting unter anderem Mitglieder der sozialdemokratischen Fraktion im Europaparlament diffamiert habe. Im gleichen Gespräch habe er auch hart über Richter geurteilt. Dabei stand die Frage, wie es Jansa mit der Unabhängigkeit der Justiz hält, bereits bei einer Plenumsitzung des EU-Parlaments zu Beginn vergangener Woche im Mittelpunkt. Kein guter Start.

Stimmen in Europa: Janez Jansa (2.v.l.) und Ursula von der Leyen (3.v.l.) während der Feier zur Übernahme der slowenischen Ratspräsidentschaft



Für Beobachtende war klar, dass sich die Europäische Union auf eine turbulente Zeit einstellen kann, als Slowenien turnusgemäß für das kommende halbe Jahr den Vorsitz in der Europäischen Union übernahm. Wo der slowenische Ministerpräsident politisch steht, machte er im Herbst vergangenen Jahres klar: Er gratulierte dem damaligen US-Präsidenten voreilig zur Wiederwahl. Es sei „ziemlich klar, dass das amerikanische Volk Donald Trump und Mike Pence für weitere vier Jahre gewählt hat“, so Jansa seinerzeit über *Twitter*. Das brachte ihm den Spitznamen „Mini-Trump“ ein.

Die größte Befürchtung in Brüssel ist, dass Jansa Europa vor allem bei der Diskussion um die Rechtsstaatlichkeit in eine Sackgasse führen könnte. Zu denken gibt in erster Linie ein Gespräch, das EU-Parlamentarier im Vorfeld mit Gasper Dovzan, Sloweniens Vize-Minister für Europa, führten. Dovzan ließ deutlich durchblicken, dass er keineswegs von der Uni-

versalität rechtsstaatlicher Prinzipien überzeugt sei. Wie diese Prinzipien angewandt würden, sei doch von Land zu Land sehr unterschiedlich, führte der Politiker aus. Anschauungsmaterial zu dieser Position bot sich beim Start der Europäischen Staatsanwaltschaft, die Anfang Juni ihre Arbeit aufnahm. Sie soll Delikte wie den unsachgemäßen Umgang mit EU-Subventionen und grenzüberschreitenden Umsatzsteuer-Betrug ahnden. Jansa bremste bei der Nominierung der slowenischen Staatsanwälte für die neue Behörde aus. Die Kandidaten, die zunächst im Gespräche waren, waren ihm offenbar nicht gefügig genug.

Dieses distanzierte Verhältnis zur Rechtsstaatlichkeit kann sich in den Tagen der slowenischen Ratspräsidentschaft als fatal erweisen. Denn in den kommenden Monaten werden der Streit um den sogenannten Rechtsstaatsmechanismus und mögliche Subventionskürzungen für Länder wie Polen und Ungarn weit oben auf der Agenda der Union stehen. Das EU-Parlament drängt die Kommission in Brüssel dazu, den neuen Mechanismus möglichst zügig anzuwenden. Doch die Rechtspopulisten in Mitteleuropa haben vorgebaut: Janez Jansa und der ungarische Regierungschef Viktor Orbán verbindet nicht nur eine politische Freundschaft, die sich hin und wieder auch bar auszahlt: Zuletzt flossen aus Ungarn Millionensummen in den regierungstreuen slowenischen Sender *Nova 24 TV*. Als es beim letzten EU-Gipfel Kritik an Orbáns Homosexualitätsgesetz halgelte, sprang Jansa in die Presche.

Doch es gibt auch Unterschiede: Noch ist die staatliche Gewaltenteilung in Ljubljana nicht im gleichen Maße ausgehöhlt wie in Budapest oder Warschau. „Einen Umbau des Rechtsstaates wie in Polen und Ungarn hat es in Slowenien noch nicht gegeben“, so der deutsche EU-Parlamentarier Sergey Lagodinsky. Auch sei die Medienvielfalt immer noch größer als in Ungarn – selbst wenn Jansa versuche, die staatliche slowenische Nachrichtenagentur *STA* finanziell auszubluten. Und wesentlich wichtiger: Jansa sitzt weit weniger fest im Sattel als etwa sein ungarischer Amtskollege. Die liberalen Parteien, die in Ljubljana Jansas Minderheitskabinett stützen, verlieren wegen der Regierungsbeteiligung zunehmend an Rückhalt in der Bevölkerung. Im nächsten Jahr sind Wahlen in Slowenien. Beobachter halten deshalb einen Sturz des Ministerpräsidenten bereits während der slowenischen Präsidentschaft durchaus für möglich.

Ob dieser Aussichten wird Brüssel zunehmend nervös, ob Slowenien das straffe Programm der Präsidentschaft bis Ende des Jahres erfüllen kann. Hauptsorge bereitet der Klimapakt *Fit for 55* der EU-Kommission, der Mitte des Monats vorgestellt

werden soll. Mit dem Programm sollen die EU-Staaten bis zum Ende des Jahrzehnts ihre Treibhausgas-Emissionen um 55 Prozent senken. Dabei müssen die einzelnen Mitgliedsstaaten überzeugt werden, ihren angemessenen Beitrag zu leisten. Noch ist das Klimaprogramm nicht publik, doch schon pocht Polen darauf, möglichst viele Lasten auf andere Staaten umverteilen zu können. Es werden zähe, langwierige Verhandlungen erwartet, bei denen dem slowenischen Vorsitz im Rat eine entscheidende Rolle zukommen wird, um diese zu einem erfolgreichen, gesichtswahrenden Abschluss führen zu können. Jansa setzte seine Prioritäten für die Präsidentschaft indes auf die Gestaltung eines „widerstandsfähigen und strategisch autonomen Europas“. Fernab von der Klimapolitik. Sein Motto für das kommende Halbjahr: „Gemeinsam. Widerstandsfähig. Europa“.

In Brüssel heißt es bereits heute hinter vorgehaltener Hand, dass Paris Ljubljana schon jetzt faktisch das Heft des Handelns aus der Hand genommen habe

Doch Hilfe naht – aus Paris. Frankreich wird zum 1. Januar die EU-Ratspräsidentschaft von Slowenien übernehmen. Und bereits heute ist sicher, dass Frankreichs Präsident Emanuel Macron kein Chaos in seiner Europapolitik gebrauchen kann. In Brüssel heißt es bereits heute hinter vorgehaltener Hand, dass Paris Ljubljana schon jetzt faktisch das Heft des Handelns aus der Hand genommen habe. Slowenien wird sicherlich keine Eigeninitiative präsentieren, die nicht eng mit Frankreich abgestimmt ist. Denn auch Macron ist Getriebener seiner eigenen Agenda. Auch in Frankreich stehen im nächsten Jahr Wahlen an, die Macron gewinnen möchte. So wird er sich in deren Vorfeld als überzeugter Pro-Europäer profilieren und die Ratspräsidentschaft ausgiebig dazu nutzen, um Akzente zu setzen – zum Wohle Europas und Frankreichs. ●

Die Fronten scheinen klar

Chrëscht Beneké, Barcelona

Im bunten Europa, mitten in den Einschränkungen der Pandemie, war im letzten Juni die Aufforderung des Rathauses von Sitges „LGTBI, sperr dich nicht im Schrank ein. Komm raus!“ ein Versprechen auf bessere Zeiten. Sitges, eine Stadt mit knapp 30 000 Einwohnern gut 30 Kilometer südwestlich von Barcelona zeichnet sich durch feine Sandstrände, eine große internationale Community und ein tolles Nachtleben aus. Besonders macht sie aber ihre Offenheit gegenüber Homosexuellen und anderen nicht heteronormativen Minderheiten. Weshalb sie seit Jahrzehnten als inoffizielle europäische Hauptstadt der Lesben, Gay, Trans-, Bi- und intersexuellen Menschen gilt. Während in Ungarn oder Polen „LGBT-freie Zonen“ ausgerufen werden, genießen zahlreiche Menschen, auch heterosexuelle, dort zumindest für die Urlaubszeit die spanische Sonne, sowie eine in jeder Straße fühlbare Toleranz und Freiheit. Hier ist es normal, dass auch Menschen gleichen Geschlechts Hand in Hand shoppen oder sich öffentlich küssen. Wer das nicht sehen will, meidet das Städtchen.

Normal ist hingegen nicht nur in weiten Teilen Europas, sondern auch in Spanien, dass viele LGBT-Menschen die Öffentlichkeit noch immer scheuen. Die europäische Agentur für Menschenrechte berichtet, dass 41 Prozent der beobachteten LGBT-Menschen in Spanien im vorangegangenen Jahr Formen von Belästigung und Angriffen wegen ihrer sexuellen Orientierung oder ihrem Selbstverständnis erfuhren, 31 Pro-

zent meiden manche Plätze und Orte. Dabei gehört Spanien zu den europäischen Vorreiterstaaten, kennt seit gut 15 Jahren und als drittes Land weltweit die Ehe und das Adoptionsrecht für gleichgeschlechtliche Paare. Gerade noch rechtzeitig zu den zahlreichen *Orgullo*-Veranstaltungen (engl.: *Pride*) passierte am 29. Juni der LGTBI- und Trans-Gesetzestext von Gleichstellungsministerin Irene Montero die Ministerkonferenz. „Wir schreiben hiermit Geschichte“, meinte die Ministerin und das Gesetz sei „ein riesiger Schritt vorwärts für LGBTI-Rechte und insbesondere jene von Transsexuellen.“

Sollte der Text so im Kongress und Parlament gestimmt werden, könnten transsexuelle Menschen auch ohne vorherige Hormonbehandlung oder eine Geschlechtsumwandlung ihr eingetragenes Geschlecht im Personenstandsregister ändern lassen. Einzige Bedingung ist, die Änderung nach drei Monaten zu bestätigen. Was bei richterlicher Zustimmung sogar ab zwölf Jahren möglich ist, ab 14 reicht die Zusage des Erziehungsberechtigten und mit 16 darf man alleine entscheiden. Des Weiteren haben mit dem Text lesbische, bi- und gebärfähige Transsexuelle das Recht auf Reproduktionsmedizin, auch bei unverheirateten lesbischen Paaren werden beide Mütter anerkannt, die Rechte von Intersexmenschen werden gestärkt, frühkindliche Geschlechtsanpassungen ebenso wie die „Konversionstherapien“ (für Homosexuelle) verboten und sexuelle Vielfalt soll im schulischen Curriculum seinen Platz bekommen.

Sollte der Text so im Kongress und Parlament gestimmt werden, könnten transsexuelle Menschen auch ohne vorherige Hormonbehandlung oder eine Geschlechtsumwandlung ihr eingetragenes Geschlecht im Personenstandsregister ändern lassen

Natürlich schäumt die Rechte und die konservative Partido Popular verwarf den Text in Gänze, der zeige, wie Ministerpräsident Pedro Sánchez auf „radikale ideologische Minderheiten“ baue, um an der Macht zu bleiben. Dabei stützte man sich einerseits auf das monatelange regierunginterne Ringen um den Text zwischen Montero vom linken Koalitionspartner Podemos und der sozialdemokratischen Vizepräsidentin Carmen Calvo, aber auch auf die Vorurteile der eigenen Wählerschaft. Spanien ist nämlich nicht nur in dieser Frage tief gespalten, selbst die bis 1975 währende Franco-Diktatur ist noch nicht ansatzweise aufgearbeitet, der Katalonienkonflikt hat die Gräben zwischen progressiv und konservativ nur vertieft und die dort aufgekomenen Rechtsextremen der Vox heizen die Stimmung nur weiter auf.

Während Irene Montero ihr Gesetzesprojekt mit der Freiheit und Menschenwürde Aller im Fundament des europäischen Projektes verankert sieht und sie explizit auf deren Infragestellung durch manche europäische Regierungen hinweist, begrüßt Vox öffentlich die homofeindliche Gesetzgebung eines Victor Orbán. Vor einer Woche, Freitagnacht, wurde dann der 24-jährige Samuel Luiz in A Coruña von ihm unbekannten Tätern zu Tode geprügelt. Sehr wahrscheinlich wegen seiner Homosexualität, was am Montag zu über hundert Kundgebungen in allen größeren spanischen Städten führte. Und tragisch aufzeigt, dass Gesetzestexte nötig, aber noch lange nicht ausreichend sind. ●



Les impôts façon catch et poulet

On se répète (pardon) : Le *think tank* Idea secoue la pensée économique locale et c'est tant mieux. L'expansion de la Chambre de commerce organisait mercredi en ses locaux un débat sur la réforme fiscale (*spoiler* : qui n'aura pas lieu avant 2023) en présence du représentant patronal (UEL) Jean-Paul Olinger, du syndicaliste Sylvain Hoffmann (Chambre des salariés) et de l'avocat fiscaliste iconoclaste Alain Steichen (photos : sb), ici caution intellectuelle pour ne pas laisser la discussion virer à la dispute partisane. On commence par la fin. Dispute il y a bien eu, avec le public, en fin de débat. L'ancien directeur de l'Administration des contributions directes (aujourd'hui retraité), Guy Heintz, a posé la question du droit de succession en ligne directe. Alain Steichen a détaillé sa pensée « plus socialisante » que celle qu'il avait voilée quinze ans. Le fiscaliste voit en l'impôt sur les successions en ligne directe un outil « tout à fait justifié » dans une logique « d'équité », avec des taux similaires à ceux de l'imposition sur le revenu. « Je n'ai jamais pensé que celui qui avait la chance d'être né dans une famille plutôt que dans une autre devrait vivre en *Privatier* le restant de ses jours, parce que le grand père, en 1827, a hérité de terrains boisés qui sont devenus constructibles, et qui au lieu de valoir un euro par are, en valent un million », a lancé le serviteur de l'État devant les juridictions européennes. Gros coup de gueule de François Koepp, secrétaire général de l'Horesca, hôtelier et héritier de l'Hôtel Delta, quartier Gare, vendu en 2007 pour cause de... succession. « J'ai travaillé pour mes enfants aussi », s'est-il emporté comme un spectateur qui se mêle au combat de catch. Alain Steichen s'est résigné à constater le côté « émotionnel » du sujet (et pour cause). Jean-Paul Olinger a tempéré : « Il faut se poser la question de l'objectif poursuivi ». Tel est le nouveau *motto* du patronat pour repousser la conceptualisation des sujets qui fâchent (en sus de « les finances publiques ne le requièrent pas »).

Et pourtant ils ont bien été mis sur la table lors de cet événement où Sylvain Hoffmann, constatant le creusement des inégalités, a réclamé plus de justice fiscale (thème également évoqué dans le recueil de contributions d'économistes locaux *Inventaire avant la sortie de crise* publié par Idea). La réintroduction de l'impôt sur la fortune est sortie du tiroir. Idem pour la taxation des terrains constructibles non construits, une disposition existante à la disposition des communes mais pas ou peu utilisée. « C'est sans doute le phénomène *nimby* (not in my backyard, ndlr) appliqué au logement », analyse Jean-Paul Olinger, pour qui les élus communaux ne veulent pas contrarier leurs électeurs en densifiant leur rue. « L'impôt juste est celui qui frappe le voisin », ironise Alain Steichen, suivi par le maître de cérémonie, l'économiste d'Idea Michel-Édouard Ruben. L'impôt serait comme l'amour, une question de perspectives : « Si tu aimes le poulet, qu'en pense-t-il lui ? » ^{ps0}

Licencier pour les nuls

Destinés aux professionnels (on dit *BtoB*), les séminaires organisés par la société Meetings révèlent les préoccupations du monde de l'entreprise sans le vernis aseptisant de la communication. Des avocats spécialisés détaillent auprès de juristes de boîtes les nouveaux développements autour de problématiques juridiques. Vendredi dernier, le partenaire d'Allen & Overy expert des questions d'emploi, Gilles Dall'Agnol, a brossé la récente jurisprudence en la matière, d'intérêt pour l'employeur... mais aussi pour l'employé. L'avocat a ainsi développé la thèse selon laquelle les juges « sont devenus beaucoup plus sévères » à l'égard des salariés licenciés qui invoquaient une maladie. Et le spécialiste de citer l'exemple d'une salariée qui a quitté son poste deux heures avant la fin de la journée avec effet immédiat en invoquant un abandon de poste. La salariée s'était procuré un certificat médical, délivré le lendemain, mais le licenciement était prononcé. Contesté devant le tribunal, le licenciement y a été considéré justifié car le salarié doit « avant de s'absenter,

déclarer formellement à son employeur qu'il est dans l'impossibilité de travailler » (Cour d'appel, 19 novembre 2020).

Autre exemple : ce salarié absent 68 jours sur une période de quatorze mois à cause d'une hernie et de son traitement. Le salarié a été licencié pour absentéisme habituel, notamment au motif que l'absence affectait le bon fonctionnement du service (ce qui paraît assez logique, pense-t-on naïvement, puisque cela signifie que le salarié est utile quand il est là). Contesté par l'employeur, le licenciement a été justifié par la Cour. Celle-ci a jugé qu'aucune maladie grave ou intervention médicale d'envergure n'était mentionnée dans le dossier et que l'absence répétitive avait constitué une gêne pour l'employeur (Cour d'appel, 21 janvier 2021). Pour Gilles Dall'Agnol, le salarié doit « respecter scrupuleusement les obligations d'information, montrer une attitude proactive. Les juges attendent que l'employé montre qu'il s'inquiète des obligations professionnelles qui lui incombent » malgré son éloignement, explique encore l'avocat. Mais cela signifie aussi que l'entreprise établit aussi un diagnostic informel de l'état de santé de son salarié.

Les femmes de retour de congés maternité, elles, « bénéficieraient de davantage de protection suite à d'éventuels abus des employeurs », selon Gilles Dall'Agnol. L'avocat cite notamment cette cadre de

banque qui, malgré dix ans d'ancienneté, s'est vue licenciée le lendemain de son retour au travail, prétendument pour des résultats insuffisants, des motifs développés dans une lettre de douze pages. La salariée a déposé un recours en justice, la Cour d'appel (18 mars 2021) n'a pas été convaincue par les arguments de l'employeur et l'a condamné. 28 000 euros sont allés dans la poche de la salariée (déduction faite du versement au Fonds pour l'emploi) : « Les deux parties ont certainement dépensé bien plus dans les trois années de procédure », estime l'avocat. « La transaction sous droit luxembourgeois est très intéressante. Le salarié récupère plus d'argent et l'employeur en dépense parfois moins », conclut-il encore. ^{ps0}

Se soumettre ou se démettre

Le président de la septième chambre correctionnelle statuant dans le procès contre l'avocat André Lutgen, Stéphane Maas, a choisi de se démettre. Le juge ayant commencé à présider les débats pour déterminer si André Lutgen s'est rendu coupable d'intimidation et outrage envers un magistrat avait été contesté par la partie civile, le juge d'instruction Filipe Rodrigues. Celui-ci s'estimait victime d'une pression exercée en 2019 par l'avocat d'ArcelorMittal via son ministre de tutelle Félix Braz. En marge d'une enquête sur un accident mortel au laminage de Differdange, André Lutgen avait envoyé un email pour hâter la

levée de scellés problématiques pour la continuité des activités du sidérurgiste en soulignant avoir eu antérieurement des « incidents » avec le juge Rodriguez. Le juge d'instruction, témoin et victime, a estimé le 1^{er} juillet subir un mauvais procès. Le juge Maas s'était montré nerveux et autoritaire lors de la première journée d'audience le 29 juin. Si bien que Filipe Rodriguez avait demandé s'il était le prévenu. Stéphane Maas questionnait alors avec insistance la façon de travailler du juge d'instruction dans le dossier ArcelorMittal. En début de semaine président du tribunal d'arrondissement Pierre Calmes a jugé l'acte de récusation recevable et invité le juge Maas à se prononcer sur l'acte de récusation. Une audience était fixée au 21 septembre pour statuer sur le bien-fondé de l'accusation. Stéphane Maas a décidé de ne pas aller jusque-là. Dans une déclaration reprise par le service de communication du parquet, le président de la VII^e chambre a fait part « de sa décision de s'abstenir de l'affaire Ministère public contre André Lutgen dans l'intérêt de la sérénité de la justice et sans pour autant reconnaître un comportement plaignant de sa part ». Une autre chambre correctionnelle héritera du dossier. Le procès d'André Lutgen, qui mobilise le barreau et ses membres venus nombreux soutenir l'avocat, reprendra depuis le début. Le procès avait débuté le 29 juin dans une atmosphère tendue, si bien que toute la cité judiciaire craint des séquelles durables sur

la collaboration entre les avocats et la magistrature. ^{ps0}

Fine dentelle



Lundi 28 juin étaient cités à la barre du tribunal correctionnel le grand patron du géant de la lingerie Etam et deux banquiers luxembourgeois du groupe basé à Paris. Pierre Milchior est accusé par l'une de ses contreparties chinoises d'avoir détourné plusieurs dizaines de millions d'euros à ses dépens. L'affaire a été prise en citation directe. Dans ce type de procédure, le plaignant accède au juge sans passer par la case ministère public ou chambre du conseil. L'affaire est prise en main plus rapidement, mais le plaignant ne bénéficie pas de l'action publique pour apporter la preuve du délit reproché. La société luxembourgeoise Fresh Start, représentée par l'ancien bâtonnier Rosario Grasso, cherche ici à démontrer un accaparement de 202 millions de renminbi (27 millions d'euros) par la direction du groupe Etam (photo : sb) dans le sauvetage de ses filiales chinoises.

La partie citante rappelle au passage l'histoire de cette entreprise fondée en 1916 avec une première boutique éponyme ouverte à Berlin par Max Lindemann. La marque de prêt-à-porter féminin s'est développée en Europe grâce à la production et à la distribution d'une gamme de sous-vêtements féminins résistants (à base d'étamine) pour répondre à l'arrivée des femmes dans la vie active durant la Première guerre mondiale. Dans les années 1930 le groupe a quitté l'Allemagne nazie et rejoint la France. Il y a fusionné avec une entreprise cousine dirigée par les Melchior. Les descendants du fondateur Martin, Pierre et Laurent, ont attaqué le marché chinois dans les années 1990. Le développement dans l'Empire du Milieu s'est opéré via une société luxembourgeoise, Modasia, dans laquelle la famille Milchior partageait ses intérêts avec les Liu. La structure luxembourgeoise a ramassé le cash généré en Chine. Etam a eu jusqu'à 3 500 points de vente sur place. « Ces cornes dans les grands magasins » rapportaient cinquante millions d'euros d'Ebitda par an, soit 45 pour cent des résultats du groupe, « un chiffre significatif », a expliqué le directeur financier, entendu comme témoin. Frédéric de Castro a ensuite raconté le déclin du business chinois avec les changements sociologiques et en matière de consommation. Les classes moyennes chinoises ont abandonné les grands magasins où Etam vendait bas et soutiens gorges au profit des centres commerciaux et du *online*... où la marque européenne était trop peu présente. Les pertes se sont accumulées et Etam a souhaité

se retirer du marché en limitant la casse sociale. 6 400 personnes travaillaient à la fin des années 2000 pour Etam en Asie.

Un processus de vente à un industriel du secteur, Jinguo Zhou, a été entamé en mai 2018. La cession s'opérait à pertes, c'est-à-dire qu'Etam vendait Modasia à Fresh Start (luxco nouvellement constituée) pour un euro et y injectait 25 millions. Une certaine Meijuan Fu a alors joué un rôle de *go between* pour favoriser la cession des parts, jugée urgente du côté d'Etam. La direction souhaitait utiliser l'argent de la vente pour refinancer les emprunts des filiales et éviter la casse sociale, explique son directeur. Mais Meijuan Fu a supplanté Jinguo Zhou dans les procédures finales de la transaction, si bien que la direction d'Etam s'est méfiée, a expliqué le témoin Frédéric de Castro. Ses représentants ont ainsi repris le contrôle de Fresh Start, « fait descendre directement l'argent dû aux filiales » puis récupéré le reste. Des faits que Fresh Start, dorénavant pilotée par Meijuan Fu, qualifie de détournement. *Fun fact*, puisque la procédure d'arbitrage présente de l'intérêt aux yeux de la communauté d'affaires et des avocats. Une clause compromissoire dans le contrat de cession prévoyait un arbitrage en cas de litige dans le processus de cession. La direction d'Etam n'a pas souhaité y recourir (« trop coûteux, trop long ») et a rendu justice elle-même. *Fun fact 2*. La prochaine audience se tiendra le 25 avril 2022. Le tribunal correctionnel réserve une audience de citation directe par mois. L'agenda est plein jusqu'au printemps prochain. ^{ps0}

Jurassic TV

Pierre Sorlut

La polémique sur la licence luxembourgeoise de Russia Today met en lumière l’obsolescence de la réglementation audiovisuelle. Celle-ci s’explique par la protection accordée historiquement à un acteur : RTL

La magie de la télé RT-RTL, une lettre différencie ces programmes. Un continent les sépare. Un pays joint leurs destins. « Bundesregierung beobachtet RT DE », titre la FAZ samedi dernier. Le gouvernement allemand surveille de près le dossier de l’attribution de licence que le média russe d’informations téléguidé depuis le Kremlin brigue au Grand-Duché pour son projet de chaîne germanophone. La rédaction sera à Berlin. Les programmes seront diffusés sur tout le Vieux Continent. RT DE pourrait ne rien avoir de luxembourgeois, pas même une boîte aux lettres, mais bénéficier d’une licence au lion rouge. Cette magie est permise par la directive Télévision Sans Frontières (TSF). Sa mouture de 1989 visait à assurer la libre circulation des services de radiodiffusion au sein du marché intérieur. Son *aggiornamento* de 1997 a lui défini les règles de la juridiction compétente. Il prévoit qu’en l’absence d’établissement décisionnel du fournisseur dans un État-membre, le critère déterminant le lieu de régulation (la compétence régulatoire) est celui du domicile de l’émetteur. Une chaîne originaire d’un pays tiers à l’Union européenne diffusée par l’intermédiaire des satellites Astra (opérés par le groupe luxembourgeois SES), comme c’est prévu pour RT DE, dispose de facto d’une licence luxembourgeoise. Il suffit à la chaîne de le notifier au gouvernement. Spécificité luxembourgeoise : le Service des médias et des communications (lié à l’exécutif) traite les demandes. Non pas le régulateur, alors que c’est lui qui surveille les activités de la chaîne.

Le conflit d’intérêts avec le groupe média, propriété de Bertelsmann, est organique et donne lieu à des inepties du point de vue de la gouvernance démocratique

L’Autorité luxembourgeoise indépendante de l’audiovisuel (Alia) surveille aujourd’hui 350 chaînes. Quand elle a été créée en 2014, l’Alia exerçait son autorité sur 80 services (télé, radio, VOD confondues). Deux vagues ont alimenté cette croissance. La première s’explique par l’expansion d’un groupe originaire d’Europe du Sud-Est (l’ex-Yougoslavie), United Media. Cette entreprise médiatique originaire de Serbie développe ses activités européennes depuis le Luxembourg et plus précisément depuis le Kirchberg et la tour RTL dont elle est locataire. United Group a été fondé dans les années 2000 par Dragan Šolak, un entrepreneur serbe, et appartient aujourd’hui majoritairement au fonds d’investissement B.C. Partners. L’entreprise emploie 12 000 personnes et diffuse notamment la chaîne N1, considérée comme la dernière chaîne indépendante de Serbie, où le président Aleksandar Vučić impose son autorité sur les médias et critique souvent ce média lié à CNN, souvent stigmatisée comme « la chaîne luxembourgeoise » sur place. La semaine passée, son administrateur luxembourgeois Carlo Rock a fait savoir à *Land*, que United Media avait manifesté son intérêt auprès de Bertelsmann, ses chefs Thomas Rabbe et Elmar Heggen, pour reprendre les activités luxembourgeoises de sa filiale RTL, y compris la télévision, réputée déficitaire. Alain Berwick a déjà fait une offre en janvier (*d’Land*, 2.04.2021). L’ancien grand patron de RTL au Luxembourg s’est assuré du soutien d’autres investisseurs pour

ce faire. L’entourage de la direction fait néanmoins savoir qu’elle n’a pas considéré ces offres. RTL Luxembourg n’est pas à vendre, en tout cas pas officiellement. Selon les informations du *Land*, en dépit de l’accord sur l’ancrage de RTL au Luxembourg, il est tout à fait permis à Bertelsmann de vendre ses parts dans les activités luxembourgeoises s’il obtient l’accord du gouvernement, ce avant 2030 et l’échéance du contrat de concession.

L’autre vague de licences ayant submergé l’Alia tient au Brexit. Le Royaume-Uni est une grande place médiatique où de nombreux fournisseurs sont logés. La sortie du pays de l’UE a entraîné la migration de chaînes au Luxembourg, certaines avec de la substance, d’autres parce qu’elles sont diffusées via SES-Astra. Voilà la raison pour laquelle l’Alia doit aujourd’hui surveiller des programmes comme Adult Channel, TVX40+, XXX College ou encore XXX Mums des points de vue de la protection des mineurs ou du droit commercial. Notons au passage que l’Alia emploie six personnes. L’autorité double ses effectifs ces prochaines semaines et passe à onze personnes. Mais les ressources humaines continuent de paraître dérisoires au regard du volume de travail nécessaire. Dérisoires, les sanctions prononcées par le conseil d’administration présidé par Thierry Hoscheit (dont la bâtonnière Valérie Dupong et le consultant com, proche du CSV, Marc Glesener sont membres) le sont tout autant. 25 000 euros est l’amende maximale que peut prononcer ce gendarme équipé d’un pistolet à eau.

Business pas classe Conformément au crédo, le Luxembourg a transposé la directive, rien que la directive, le b.a.-ba pour faire du Grand-Duché une plateforme de distribution internationale. On pourrait comparer cet instant de l’audiovisuel à la transition du Commissaire au contrôle des banques à la CSSF dans la finance des années 90, avec un secteur qui se développe plus rapidement que celui qui le surveille. Le scandale de la BCCI a sensibilisé à l’intérêt de donner des moyens au régulateur du secteur financier. La polémique *Russia Today* sera-t-elle la BCCI de l’audiovisuel ?

Les Allemands ont adopté le concept de *Staatsferne*. Tout média d’information doit être indépendant d’un État. Cet impératif n’existe pas au Luxembourg. Il n’existe pas davantage en France où la chaîne d’informations chinoise *CGTN* s’est retrouvée régulée suite au Brexit parce que diffusée par Eutelsat (le concurrent de SES dans les satellites). En avril, *Le Monde* rapportait qu’une plainte avait été déposée auprès du CSA (l’autorité de surveillance française) car une enfant ouïgoure aurait été interviewée sous la contrainte. Le conseil d’administration de l’Alia devra-t-il statuer sur les traitements médiatiques de la politique russe en Crimée ou en Tchétchénie ? Le service des médias et des communications doit trancher sur la question de savoir si le fournisseur essaie de contourner les règles européennes. Si la substance est considérée comme logée dans un pays de l’UE, alors la compétence régulatoire reviendra à ce pays. Dans le cas d’espèce, l’Allemagne. Si le SMC juge que la substance (le centre de décision) se trouve à Moscou, alors il n’y a pas de raison de refuser. Quelle que soit la décision de l’exécutif, il fera un déçu. Angela Merkel (au pouvoir pour quelques semaines encore) ou Vladimir Poutine (au pouvoir pour quelques années encore). Selon les délais réglementaires, la décision du SMC est attendue d’ici le 15 août. Le Premier ministre entretient de bonnes relations avec la Russie, d’autant plus que les relations sont tendues entre le cousin russe et l’UE. Xavier Bettel (DP) a appelé Vladimir Poutine en mars pour le 130^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. « Le Luxembourg pourrait servir de porte d’entrée pour tester, lancer et commercialiser leurs produits et services au sein du marché unique européen, comprenant 450 millions de consommateurs », faisait valoir le communiqué officiel diffusé après leur entretien. Le dossier *Russia Today* n’a pas été évoqué, assure Paul Konsbruck, directeur de cabinet du Premier ministre.

Ces dernières semaines, les Pirates et le CSV se sont inquiétés de cette problématique par voie de questions parlementaires. Mais, d’une manière générale, les partis politiques ne se sentent pas du tout concernés par les déficiences réglementaires dans l’audiovisuel. Alors que la Chambre vote cette semaine une loi sur l’aide à la presse écrite (dont le budget alloué atteint les deux tiers du



Les antennes d’Astra-SES, l’autre champion national

prix du service public « assuré » par RTL selon les termes de la « permission » en négociation pour 2013-2030), Sven Cle

ment confie au *Land* : « On ne se fait pas élire en légiférant sur les médias ». Comprendre : le contribuable s’en moque, voire juge déplacé ce soutien financier (avec son argent donc) à une profession pas franchement considérée. S’ajoute le risque (pense-t-on) de se mettre des journalistes à dos en déshabillant saint Pierre pour rhabiller saint Paul.

Télécrature Le président de l’Alia Thierry Hoscheit relève que le Luxembourg est le seul pays de l’UE où le gouvernement statue sur les licences. La raison est historique, dit-il. « C’est RTL ». « Tous les gouvernements ont voulu entretenir de bonnes relations avec RTL, toujours les bras ouverts pour accueillir les chaînes (à vocations internationales, ndlr), mais ils se sont montrés plus timides pour ouvrir le marché national », estime le juriste. Celui qui est aussi premier vice-président du tribunal d’arrondissement de Luxembourg en est presque à se taper la tête contre le mur devant l’ineptie. Cette année encore pour la transposition de la cinquième directive sur les marchés des médias audiovisuels, le régulateur en chef regrettait l’occasion manquée de réécrire « de fond en comble » la loi nationale sur les médias électroniques qui date de 1991. Manque de volonté ? Chasse gardée ?

Le gouvernement et RTL finalisent en ce moment les termes de l’accord sur la permission de service public qui les liera de 2023 à 2030. Selon les informations collectées auprès de Sven Clement (membre de la Commission des médias), internet sera intégré dans la prestation de service public par RTL. Rappelons que la chaîne atteint 82 pour cent des Luxembourgeois quotidiennement alors que le ratio se situe ailleurs autour de 25 pour cent (une chaîne omnipotente). Le financement étatique augmenterait de cinquante pour cent en échange de plus de culture et de sport local. RTL avait promis en 2017 une comptabilité analytique pour identifier quels étaient les différents centres de coûts et centres de profits, afin de bien cibler l’argent versé par l’État pour la télé. On prétend se rendre compte aujourd’hui que les contenus diffusés sur le site et à la télé sont produits par les mêmes journalistes et filmés avec les mêmes caméras.

Parallèlement, l’empire télé RTL se disloque. Les activités françaises (*M6*) sont vendues à TF1 (Bouygues). Les Belges à Rosel et DPG Media. Et celles du Luxembourg ? Le groupe mé-

dia a annoncé l’an dernier un plan social affectant une bonne partie des cadres du « corporate centre » (soixante personnes). Or, l’emploi est la plus importante contribution apportée par Bertelsmann, en dehors du pseudo rayonnement lié au L de la marque. CLT-Ufa, sorte de holding financière du groupe dans laquelle sont noyés les intérêts luxembourgeois, ne paie pas ou peu d’impôts au Grand-Duché. Dans son dernier rapport annuel, CLT-Ufa dit avoir versé six millions d’euros d’impôts sur les bénéfices en 2020 (dont quatre à l’Allemagne, pour 250 millions de bénéfices) et cinq en 2019 (dont cinq à l’Allemagne, pour 790 millions de bénéfices). L’État a en sus offert un immense cadeau à la famille Mohn avec l’opération immobilière du Kirchberg.

Toutes les discussions avec RTL sont organisées à huis-clos. RTL s’est en sus historiquement assuré du silence du monde politique en employant (et donc en payant) les principaux représentants des partis. Selon une règle tacite (et surtout pas publique), les chefs de fractions des trois « principaux » partis de gouvernement siègent au conseil d’administration de CLT-Ufa. Interrogés sur la nature de leur présence en cette instance, Gilles Baum (DP), Georges Engel (LSAP) et Claude Wiseler (CSV mais qui a cédé son poste de chef de fraction à Martine Hansen) estiment qu’elle tient à la volonté « historique » que le Parlement soit informé des décisions prises par l’actionnaire de CLT-Ufa (à qui ont été concédées les droits d’exploitation des fréquences luxembourgeoises sur lesquels RTL a bâti sa richesse). Or, en tant qu’administrateurs ils travaillent pour l’intérêt de l’entreprise et pas pour celui de la société luxembourgeoise. Bien au contraire. Ils affirment qu’ils se retirent des discussions dans l’éventualité d’un débat concernant RTL. Selon nos informations, le prix du silence s’élève à plus de 17 000 euros bruts par an (pour siéger à quatre conseils). Claude Wiseler se réjouit de participer à ces réunions où l’on décide du « développement stratégique ». Le chrétien-social juge les enjeux « passionnant ». Pour 12 000 euros net, il se prive néanmoins de débattre à la Chambre sur le sort d’un acteur systémique en démontage et prive également ses collègues de ses enseignements. Ses camarades du parti posent naïvement des questions parlementaires au gouvernement. Sven Clement s’échine en justice pour obtenir le droit de lire un document connu de ses pairs des CSV, DP et LSAP... sans parler des hauts représentants des verts qui tentent de déverrouiller la porte du conseil CLT-Ufa. Une politique audiovisuelle d’un autre temps. ●



Die
Unternehmer-Bank

seit 1856



In guten und schlechten Zeiten steht Ihnen die BIL seit 1856 zur Seite und bietet Lösungen, die auf jede Entwicklungsphase Ihres Unternehmens zugeschnitten sind. Entdecken Sie unsere verschiedenen Dienstleistungen auf www.bil.com/unternehmen oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.

Puissantes mais contestées

Georges Canto

L'Asie et les États-Unis prennent le pas sur le Vieux Continent dans les classements des marques. Et le digital se paie la part du lion. Ce que traduisent ces évolutions.

Début juin la société d'études Kantar a rendu public son classement des cent marques les plus puissantes dans le monde, établi dans le cadre de l'étude annuelle BrandZ (« 2021 Most Valuable Global Brands »). Malgré la crise sanitaire ou plutôt grâce à elle, leur valeur a fortement augmenté, avec un total cumulé qui progresse de 42 pour cent en un an, contre dix pour cent en moyenne depuis quinze ans. La valeur totale des marques du classement atteint 7 100 milliards de dollars, soit plus que l'addition des PIB de la France et de l'Allemagne. Tesla est celle qui connaît la croissance la plus rapide, sa valeur ayant augmenté de 275 pour cent en à peine un an, pour atteindre 42,6 milliards de dollars, ce qui la place en tête dans le secteur automobile 18 ans seulement après sa création. Elle tire vers le haut les marques américaines, qui ont du coup connu une croissance plus rapide que la moyenne (avec 46 pour cent) : on en compte 56 dans le Top 100, dont les quatre premières. Les États-Unis pèsent désormais trois-quarts de la valeur totale du Top 100, alors qu'ils ne représentent que moins du quart du PIB mondial.

Mais la Chine n'est pas en reste. Les marques chinoises sont passées de onze pour cent de la valeur du Top 100 en 2011 à quatorze pour cent aujourd'hui. Pinduoduo, Meituan, Moutai et TikTok font partie, avec Tesla, des cinq marques du classement qui ont plus que doublé leur valeur en 2020. Les marques européennes, en revanche, ne représentent plus que huit pour cent du total contre vingt pour cent en 2011. La première marque européenne de l'édition 2021 est Louis Vuitton, avec 76 milliards de dollars, en 21^e position. Comme les autres fleurons du luxe français, Chanel (40) et Hermès (43), elle est une rescapée de « l'ancien monde ».

Car ce sont aujourd'hui les acteurs du digital qui mènent la danse. De plus, ils ont particulièrement bien profité de la situation pandémique. Les sept premiers du classement sont tous issus de la tech' et les dix premières marques technologiques pèsent au total 3 300 milliards de dollars, soit 46,5 pour cent du total du Top 100, contre 800 milliards en 2011. Amazon affiche la valeur la plus importante, avec près de 684 milliards de dollars - plus que le PIB de la Pologne - en hausse de 64 pour cent en un an ! Celle d'Apple, qui dépasse aussi les 600 milliards, a crû davantage (74 pour cent) mais la firme de Cupertino reste à la deuxième place mondiale. Google monte sur le podium à la place de Microsoft.

La prévalence des marques de la tech' n'est pas nouvelle mais elle s'est accentuée avec la pandémie, en raison de l'usage intensif qui a été fait des nouvelles technologies pendant les confinements : ainsi Zoom fait son entrée au classement en apparaissant demblée à la 52^e place avec 36,9 milliards de dollars. Pour les mêmes raisons les dix premières marques du secteur « Média et Divertissement » ont vu leur valeur augmenter de moitié, soit davantage que les vingt premières du secteur de la distribution. Et la diminution des contraintes vestimentaires liée au télétravail a valu une forte progression à des marques comme Adidas, Nike, Puma et Lululemon, « qui offrent des vêtements hybrides entre sport et ville » selon Kantar.

Les classements alimentent le « biais de confirmation ». Ils rassurent le consommateur sur l'achat de telle ou telle marque, mais les jeunes se montrent plus sceptiques

Un résultat peu surprenant car la méthodologie de Kantar fait une large place à la croissance du chiffre d'affaires de l'entreprise qui s'identifie à la marque. La valeur de celle-ci dépend en grande partie de l'augmentation des ventes de ses produits et services, même si on a affaire à des clients captifs qui n'ont pas de réel attachement à la marque. Il existe deux autres grands palmarès, celui d'Interbrand, un cabinet de conseil spécialisé, intitulé « Best Global Brands » et celui de Brand Finance, une société d'évaluation de marques, le « Global 500 ». Les méthodologies sont différentes ce qui explique qu'ils ne se ressemblent pas. Magda Adamka, de la société BrandStruck, une base de données en ligne sur les stratégies de marques, tout en déplorant le manque de transparence de leurs calculs, observe que les trois principaux classements ont en commun le poids accordé à l'influence des marques sur la performance financière des entreprises.

De ce fait ces « palmarès de puissance » n'ont souvent pas grand-chose à voir avec les « classements de marques préférées » qui



Amazon domine le classement Kantar BrandZ et est seconde chez Interbrand

évaluent plutôt la notoriété ou l'image, comme celui (de TNS Ilrès à l'initiative de IDP et Regie.lu) publié au Luxembourg en décembre 2020, où les « Top Brands » découpées en treize catégories sont : Cactus, Ikea, Decathlon, Hornbach, Foyer, Spuerkeess, Luxair Tours, Post, Losch, Rockhal, Luxlait, Battin et Fischer. Magda Adamka s'interroge par ailleurs sur l'utilité de ce genre de palmarès. Leur médiatisation indique que la cible est le grand public : mais pour quoi faire ? Il s'agit vraisemblablement d'agir sur le fameux « biais de confirmation », c'est-à-dire de rassurer le consommateur sur le fait qu'il a fait le bon choix en choisissant telle ou telle marque, puisqu'elle arrive en tête des classements.

Une stratégie d'autant plus pertinente que les marques établies sont toujours plus contestées, même si la mise en cause de leur pouvoir et des méthodes qu'elles utilisent pour s'introduire dans la vie quotidienne des consommateurs remonte aux années 60 et n'a jamais vraiment cessé. Elle s'est traduite par des mouvements variés comme la Journée mondiale sans achats, créée en 1992 et qui se déroule depuis à la fin novembre de chaque année. Dans un livre célèbre paru en 1999 et dont le titre français est *No Logo : la tyrannie des marques*, l'essayiste canado-américaine Naomi Klein dénonçait les pratiques de grandes marques de vêtements (Nike, Adidas) dans la fabrication de leurs produits en Asie, les agissements de Shell et Total en Afrique et le harcèlement juridique de McDonald's mené un peu partout dans le monde pour la protection de son enseigne. Traduit en 28 langues, l'ouvrage est devenu une sorte de bible des altermondialistes, ce qui peut laisser croire à un phénomène marginal. Il n'en est rien.

Les marques établies font face à une concurrence féroce. Pour des produits de plus en plus nombreux les marques de distributeurs ont les faveurs croissantes des consommateurs. Et dans certains pays les autorités encouragent la création de marques locales pour damer le pion aux marques étrangères : c'est par exemple le cas dans la mode en Chine avec Ochirly, Bosideng ou Gujin. Et ça marche ! Mais les choses vont encore plus loin aujourd'hui, peut-être en lien avec la crise sanitaire, comme l'ont montré, fin mai 2021, les résultats de la dernière étude Meaningful Brands du groupe Havas menée dans le monde auprès de 395 000 personnes. Ainsi 71 pour cent des consommateurs ne font pas confiance aux marques pour tenir leurs promesses. Seul un tiers des sondés les jugent sincères dans leurs engagements. Au final l'étude conclut que 75 pour cent des marques pourraient disparaître sans conséquence pour les consommateurs.

Toujours en mai 2021, selon une étude menée en France par l'Institut BVA, intitulée « Next Leading Brands », les marques n'ont pas convaincu pendant la crise, pour 64 pour cent des sondés. La perte de confiance est surtout liée aux contradictions flagrantes

entre leurs discours et leurs actes (72 pour cent), aux plans sociaux alors que l'entreprise dégage des profits (71 pour cent) ou un engagement opportuniste pour une cause pour laquelle l'entreprise n'a pas de légitimité (61 pour cent). Sans surprise les jeunes sont les plus affectés par le scepticisme ambiant.

Mais les études et enquêtes montrent aussi la résilience des marques établies. Celle menée par Havas révèle que les consommateurs sont prêts à revenir vers elles si leur comportement change. Trois quarts des sondés souhaitent qu'elles agissent pour le bien de la société et de la planète. Près des deux tiers préfèrent acheter à des entreprises qui ont une bonne réputation d'engagement et plus de la moitié (53 pour cent) affirment être prêts à payer plus cher pour une marque qui « prend position ». Quant aux *Millenials*, bien qu'étant toujours les plus critiques, ils disent éprouver de la sympathie pour Netflix, Snapchat, Facebook, Instagram, Apple, Amazon, Samsung et McDonald's.

Marques de distributeurs

Les MDD occupent une place de plus en plus importante dans les habitudes d'achat des consommateurs au détriment des marques traditionnelles. Leur origine est ancienne, l'enseigne Casino en France les utilisant depuis plus d'un siècle ! Dans ce pays elles représentent aujourd'hui un tiers du chiffre d'affaires des grandes et moyennes surfaces, soit sous le nom même du distributeur (85 pour cent) soit sous une marque créée de toutes pièces par ce dernier (15 pour cent).

Vendus de vingt à trente pour cent moins chers, ces produits sont cependant plus rentables, avec un taux de marge brute d'environ trente pour cent contre 20 à 25 pour cent pour les marques nationales. Initialement cantonnées aux produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien les MDD ont conquis d'autres rayons comme le textile, l'électro-ménager, les cosmétiques ou les articles de sport : chez Decathlon, plus de 80 pour cent des produits sont des marques distributeurs, qui représentent plus de 70 pour cent des ventes. Après des débuts hésitants, liés notamment à une réputation -souvent justifiée à l'origine- de piètre qualité, elles ne cachent plus leurs ambitions. [gc](#)

Le Top 10 du classement Kantar BrandZ

(en milliards USD)

Amazon : 683,8
Apple : 611,9
Google : 457,9
Microsoft : 410,2
Tencent : 240,9
Facebook : 226,7
Alibaba : 196,9
Visa : 191,2
McDonald's : 154,9
Mastercard : 112,8

Dans le classement Interbrand d'octobre 2020 le Top 10 est composé dans l'ordre de : Apple, Amazon, Microsoft, Google, Samsung, Coca-Cola, Toyota, Mercedes, McDonald's et Disney. Il ne comprend ni Facebook ni aucune marque chinoise, mais deux marques automobiles et Coca-Cola créée en 1886 : l'ancien monde bouge encore ! ● [gc](#)

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Gerade war noch Greta

Michèle Thoma

Es wird nicht mehr nur gezoomt, endlich, es boomt, es geht wieder los, voll, *mankind*, Menschenskind will endlich wieder Spaß haben. Kohle machen. Leben eben.

Überall wütet es los, genug gerastet, jetzt wird ausgerastet, voll auf- und überdreht und durchgedreht und gehupt und aus Hitzeautos gebrüllt, schnell wie der Blitz schießen die Testosteronbomber auf ihren hochgerüsteten Fahrrädern durch die Fahrradzonen. Die Ellbogen werden gerammt, in Weichteile, die Mensch immer noch hat, wie lange kann er sich die noch leisten? Der ehrliche Ellbogensgruß wird zwar schon vom Kusskussi der Impfsociety verdrängt, ach, wie schön, dass es wieder schön ist!

Überall wird gerammt, allerhand in Elternteil Erde, der Beton strebt gen Himmel, roh stehen die Rohbauten herum, während der Transport aufhört, die Automobile aufschnauben, die Verkehrsadern verstopft sind und es zum Verkehrsinfarkt kommt. Dann werden eben neue Bypässe gelegt. Es muss schließlich weitergehen. Weil die Wirtschaft legt wieder los, die globale Stadt kocht. Es wird betoniert und asphaltiert auf Teufelkommaus, und Männer, ja, Männer, altmodische Männer schleppen in der Hitzehöhle Eimer, aus denen der dampfende Teer schwappt, sie sind in der Hölle. Sie sind die Pechvögel des Fortschritts. Ab und zu fällt einer hitzetot von einem Gerüst und ist fort. Er war nicht von hier. Ein Botgott wird den Überlebenden morgen signalisieren, ob sie noch verbrauchbar sind.

Ja, das Leben ist zurück. Wonach sich ja alle sehnten. Alle wollen plötzlich alles, nicht als blöden

utopischen Slogan, ins urbane Beton-Nichts grafitigeschmiert, als romantisches Erlösungsversprechen, nein, konkret, real, *here and now*. Alle wollen in den Baumarkt, alle wollen ins fliegende Zeug. Sie nicht mehr alle haben in Malle. Alle wollen ins Fußballstadion, alle wollen Helden schnuppern, wenn es sein muss, mit Sternchen und Regenbogen. Hauptsache rein. Alle wollen rein. Alle wollen raus. Aus dem Häuschen sein.

Da war doch was ... Der Schatz hieß Ruhe. Anspruchslosigkeit. Auskosten, statt „Koste es, was es wolle“

Haben die nicht gesagt, sie wollen was anderes? Haben die nicht im ersten *Lockdown* etwas entdeckt, einen verschollenen Schatz?, reibt Straßenrandschnecke sich die Augen. Da war doch was ... Da war doch was nicht ... Der Schatz hieß Ruhe. Hieß Stille. Verhieß Stille. Anspruchslosigkeit. Auskosten, statt „Koste es, was es wolle“. Davor schon, vor Corona, im Jahre Greta begann es. Das freundliche gehobene Milieu schwärmte für das Mädchen mit den Zöpfen, das statt Oldtimers, Flügen, Yachten gepostet wurde. Verschämt wurde herumgedruckt, ja, hm, eigentlich, eigentlich. Der Geist war willig, eigentlich. Das

Wort Flugscham, ein schlechtes Wort, Flugschuld wäre die Steigerung, kam auf, jetzt scheint es verfliegen. Endlich kann Mensch wieder sein geiles Mobilposten, seine geile Mobilität. Seine Grenzenlosigkeit feiern. Klar, wer will sich ewig schämen? Das haben wir doch hinter uns, haben uns längst befreit von Scham und Schuld, haben höchstens noch Schulden. Das Herumtraben um die eigenen Wurzeln ist ja auch wirklich etwas beschränkt, ein Kopf voller Wurzeln bringt uns nicht weiter, nicht weit.

Das Wasser steht bis zum Hals, der Hut brennt zugleich, eine große Herausforderung, erkennen die Politiker/innen, die aber immer gerade vor Wahlen stehen und deshalb Rücksicht auf die Rücksichtslosigkeit nehmen müssen. Ganze Landschaften werden mit Sonnensammelanlagen zugepflastert, mit Spiegeln, die erbarmungslos die Sonne spiegeln, der Himmel ist gerädert von Windrädern, aber es geht alles nicht schnell genug. Wer einem Kind bei einer langen Zugfahrt über Land eine Kuh zeigen will, wird erbärmlich scheitern. Wo sind die Kühe? Im Supermarkt in der Leichenteilabteilung. Im tröstlich verlogenen Bilderbuch.

Elektrische Riesen auf Rollern schießen auf Straßenrandschnecke zu, starr und ausdruckslos wie Osterinsel-Aliens. Gerade und geradeaus. In eine neue Zeit.

In der ein Bot, ein neuer Gott, selbst erschaffen wie alle Götter, uns dann sagt, was zu tun ist. In der die künstliche Dummheit, von unserer natürlichen Dummheit erschaffen, uns den ganzen Stress abnimmt. ●

ZU GAST

Sicherheit statt Augenwischerei

Luxemburg ist eines der sichersten Länder der Welt. Dennoch gibt es auch hierzulande Brennpunkte, etwa im hauptstädtischen Bahnhofsviertel, aber auch an verschiedenen Orten in Ettelbrück oder den urbanen Zentren des Südens. Dies müssen wir ernst nehmen und der Polizei die nötigen Mittel zur Intervention geben. Gleichzeitig müssen wir aber auch die Ursachenbekämpfung in Angriff nehmen.

Der grüne Polizeiminister hat bereits 30 zusätzliche Polizeibeamt/innen (davon 20 uniformierte Polizist/innen) für den Einsatz im Bahnhofsviertel mobilisiert. Die laufende Rekrutierungskampagne und eine effiziente Reorganisation der Polizeiarbeit wird eine weitere Verstärkung der Präsenz vor Ort erlauben.

Als Gimmick der *Law and Order*-Politik der 2000er Jahre eingeführt, stand die polizeiliche Kameraüberwachung (Visupol) jahrzehntelang auf rechtlich wackeligen Füßen. Mit dem Visupol-Gesetz hat sie nun endlich einen klaren rechtsstaatlichen Rahmen erhalten. Wir stärken nicht nur den Datenschutz, sondern stellen auch sicher, dass Kameraüberwachung, nur im Verbund mit anderen Maßnahmen und in ein Gesamtkonzept eingebettet, punktuell zum Einsatz kommt: Und zwar dort, wo es nötig ist und alle anderen Maßnahmen sich als ineffizient herausgestellt haben.

Nicht alle Lösungsansätze sind in der repressiven Polizeiarbeit zu finden. So müssen wir endlich dafür sorgen, dass auch die präventive Ebene konsequent angegangen wird.

Bekannt ist, dass die Unsicherheitssituation in den urbanen Hotspots zu großen Teilen im Zusammenhang mit Drogensucht steht. Hier helfen jedoch weder markige Sprüche noch private Hundestaffeln oder ein paar Kameras. Es ist scheinheilig, wenn Politiker/innen, die über Jahre die Polizei, die Sozialpolitik und den Urbanismus vernachlässigt haben, nun ausschließlich nach Repression schreien.

Menschen, die aufgrund prekärer Lebensumstände oder anderen Schicksalsschlägen in die Drogensucht abrutschen, brauchen Hilfe und Auffangstrukturen. Nur so können wir sowohl das Problem der Beschaffungskriminalität als auch das der Drogenbanden nachhaltig in den

Griff bekommen.

Luxemburg konnte mit seinem Drogenkonsumraum Abrigado eine gewisse Vorreiterrolle für sich beanspruchen. Hier werden täglich bis zu 200 Menschen empfangen. Optimal wären laut Expert/innenmeinung 50. Die Fachwelt ist sich einig, dass dieser Überlastung nur durch einen Ausbau der Struktur und einer Verteilung innerhalb der Stadt beizukommen ist. Allerdings steht hier nicht nur die Hauptstadt in der Pflicht: Auch andere Städte müssen Verantwortung übernehmen und eigene Strukturen schaffen. Gleiches gilt für den raschen Ausbau niederschwelliger *Housing-first*-Angebote, damit die Abhängigen von der Straße kommen und einen Ausweg aus der Misere finden. Expert/innen fordern eine Verdreifachung der Kapazitäten.

Sichere und lebenswerte Stadtviertel schaffen wir nur mit vereinten Kräften

Stéphanie Empain ist sicherheitspolitische Sprecherin der Fraktion der Grünen. François Benoy ist Abgeordneter und Gemeinderat in der Stadt Luxemburg

und im Dialog mit den Einwohner/innen. Die Polizei muss mit den nötigen Ressourcen und Mitteln ausgestattet sein, um Kriminelle und Drogenbanden dingfest zu machen. Gleichzeitig müssen allerdings auch die Kommunen und andere staatliche Akteure ihre Verantwortung übernehmen.

Unter grüner Führung wird dieses Thema nun aktiv angepackt. Neben der Stärkung der Polizeikräfte hat der grüne Polizeiminister auch eine ressortübergreifende Koordination zur Drogenproblematik angestoßen. Anstatt mit hohlen Phrasen Augenwischerei zu betreiben, setzen wir eine ganzheitliche Politik um, die Verbrechen an der Wurzel bekämpft, Menschen in Not rechtzeitig auffängt und uns alle tatsächlich sicherer leben lässt. ● Stéphanie Empain, François Benoy

D’GEDICHT VUN DER WOCH

Loosst se lafen, déi houere Pafen!

Jacques Drescher

Rosa Lëtzebuerg
Leeft engem Kardinol no,
Fir dass homosexuell Koppelen
An der Kierch geseent ginn.

Emol net bestuet, just geseent!
Mee de Kardinol huet keng Plaz
A sengem Terminkalenner,
Bis am Hierscht.

„Amplaz déi ze haassen, deenen se
hiert ganzt Ongléck verdanken,
ass et dat gréisste Gléck
vu ville Schwulen
eng liewenslaang Bezéiung
zu zwee anzegoen, déi vu Kierch
a Staat erlaabt ass.“

Rosa von Praunheim am Joer 1971

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Le loup dans la bergerie

Jean Lasar

Souvent, lorsqu'on évoque l'influence des groupes de pression sur les politiques européennes, l'image suggérée par les médias est celle d'une sorte d'arène bruxelloise dans laquelle les différentes parties prenantes, industriels, syndicats et ONG, s'affrontent à armes égales pour obtenir que les réglementations de l'UE correspondent à leurs souhaits – et que le meilleur gagne !

Un rapport publié le mois dernier par Reclaim Finance, une organisation liée aux Amis de la Terre France, et l'Observatoire des multinationales sur l'extraordinaire offensive menée par BlackRock pour modeler à sa main le cadre réglementaire de l'UE sur la finance durable démontre à quel point cette représentation est éloignée de la réalité. Fort de sa puissance de feu, ne lésinant pas sur la dépense – le rapport évoque 30 millions d'euros dépensés en lobbying par an –, BlackRock a littéralement colonisé les organisations qui gravitent autour des institutions européennes pour obtenir l'adoption par la Commission d'un dispositif fortement émasculé.

BlackRock est le premier gestionnaire d'actifs de la planète, avec quelque 8 700 milliards de dollars sous gestion. Jusqu'en 2019, la lettre de son patron aux CEO ne mentionnait pas le mot climat. S'il s'y est mis depuis, il n'a pas pour autant renoncé à investir dans les énergies fossiles. Ainsi, BlackRock détient au moins cinq pour cent des actions des grandes entreprises pétrolières et gazières européennes. Au plan mondial, il a dans son portefeuille 7,3 pour cent de Shell et 6,8 pour cent de BP, ainsi que des participations substantielles dans des entreprises qui ne font pas mystère de leur intention d'ouvrir de nouvelles mines de charbon.

À travers un réseau comprenant des fédérations de grands groupes financiers et d'autres organisations influentes à Bruxelles (Reclaim Finance en dénombre 23), très actif lors des consultations menées par la Commission, le groupe de Larry Fink a réussi, indique le rapport, à imposer une approche très peu contraignante pour la nouvelle « stratégie de finance durable » publiée cette semaine en complément du *Green Deal* européen.

Notamment en matière de taxonomie, la liste des activités éligibles ou non pour les investissements dits durables, qui, sous son influence, confie pratiquement aux gestionnaires de fonds le soin de définir ce qui est compatible avec une stratégie ESG (*Environmental, social governance*), les facilitateurs non-financiers censés rendre les entreprises vertueuses). Mieux, BlackRock a obtenu que la Commission lui confie la rédaction d'un rapport sur l'intégration des critères ESG dans les règles de supervision des banques.

Lorsque les réglementations sont inspirées voire directement écrites par ceux qu'elles encadrent, il est évidemment illusoire de s'attendre à une stratégie de finance durable ambitieuse. À mille lieux des exigences de la crise climatique et environnementale, Bruxelles laisse la bride sur le cou aux grands groupes financiers, faisant semblant de croire que, livrés à eux-mêmes en matière d'action climatique, ils se dépêcheront de financer la transition énergétique et les autres profondes mutations nécessaires à notre survie. ●

GEGENDARSTELLUNG

Kein Druckmittel

In der *Land*-Ausgabe vom 18. Juni 2021 auf S. 4 wurde im Artikel mit dem Titel „Carole Dieschbourg“ folgende Äußerung gemacht: „Valorlux’ Vorstoß gegenüber der Ministerin kann man für aggressives Lobbying halten, um ihr Gesetzespaket zu torpedieren, das Plastikabfall reduzieren soll: Je weniger davon anfällt, umso weniger verdient Valorlux.“

Valorlux verweist auf seinen Status als Verein ohne Gewinnzweck (*association sans but lucratif* – ASBL) und seine unpolitische und nichtstaatliche Rolle. Valorlux hat demnach kein finanzielles oder politisches Interesse an einer Steigerung anfallender Verpackungsabfälle. Die Aufgaben der Valorlux liegen in der Information, Sensibilisierung, Berichterstellung, Sammlung und Recycling von Verpackungsabfällen. Valorlux obliegt auch eine Reduzierung von Verpackungsabfällen. Diese sogenannte „Präventionsaufgabe“ ist in der

durch das Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung an Valorlux ausgestellten Genehmigung festgelegt.

Zur Reduzierung von Verpackungsabfällen und im Rahmen einer Umweltvereinbarung zwischen Ministerium und Valorlux werden seit Jahren gemeinsame Projekte mit der Umweltverwaltung durchgeführt.

So weist Valorlux auf Grundlage seines Status, seiner Rolle und der engen Zusammenarbeit mit Umweltverwaltung und Ministerium die Behauptung zurück, wonach der „Fall Moulin Dieschbourg“ als Druckmittel gegen Ministerin Carole Dieschbourg benutzt wird. Valorlux widerspricht auch der Aussage, es handle sich hierbei um einen Vorstoß gegen neue Gesetzentwürfe. ● Claude Turping, Direktor



Wachablösung vor dem
großherzoglichen
Palast



Beim Training
für einen
Auslandseinsatz

Von der Palastwache zur Einsatzarmee

Reiner Hesse

Wachsende Ansprüche der Nato an Luxemburg werfen die Frage nach Sinn und Zweck der Armee auf. Und die, wofür Soldaten bereit sein müssten, im Kampf zu fallen

Was ist Sinn und Zweck der Armee? Dieser Beitrag versucht die Hintergründe der aktuellen Änderungen im Rahmen der luxemburgischen Streitkräfte zu beleuchten, wobei insbesondere auf bis jetzt in den Medien nicht thematisierte Aspekte eingegangen wird. Ändern sich die Rahmenbedingungen, unter denen eine Truppe operiert, spricht der Militär von einer „neuen Lage“, auf die man sich einstellen muss. Die Anpassungen auch auf technischem und organisatorischem Gebiet werden dargelegt. Wobei bekannt ist, dass Äußerlichkeiten dieser Art einhergehen mit wesentlich bedeutenderen Veränderungen im Rahmen der Militärpolitik und vor allem der geistigen Rüstung, dem Ethos des Militärs.

Neue Lage(n)

Die Veränderungen der geostrategischen Lage im Baltikum, auf der Krim und in der Ost-Ukraine haben die Territori-

alverteidigung der Nato wieder in den Fokus gerückt. Das fand schon 2017 im Regierungsdokument *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise 2025+¹* seinen Niederschlag. Aber auch in Afrika sind die Herausforderungen gewachsen. In der Sahel-Zone laufen derzeit parallel mehrere multinationale Polizei- und Militärmissionen der Uno, der EU, der G5-Sahel-Staaten sowie der Afrikanischen Union mit ähnlicher Zielsetzung. Die Missionen heißen Afisma, Minusma, EUCap Sahel Mali, EUTM Mali und Opération Barkhane. Die Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Die Lage in und um Mali ist geprägt vom Dauerkonflikt zwischen sesshaften Bauern und nomadisierenden Hirtenvölkern um Wasser und fruchtbares Land. Der Klimawandel befeuert diesen Erbkonflikt, der überlagert und instrumentalisiert wird von ethno-religiösen Interessen und Tribalismen.

Die Präsenz von Boko Haram, IS und Al-Kaida-Ablegern; Korruption, Kriminalität, Bildungsarmut und Misstrauen gegenüber Zentralregierungen sowie eine Flut von Waffen aus den aufgelösten Arsenalen Gaddhafis bilden eine brisante Gemengelage.

Verteidigungsminister François Bausch (Grüne) wird so zitiert, dass man Mali stabilisieren müsse und nicht sich selbst überlassen dürfe². Klimawandel, Demografie und Unsicherheit erhöhen den bestehenden Migrationsdruck. Topografie, Kräfteverhältnisse, Ausbildungsstand, Bewaffnung und Tradition machen den Konflikt in Mali zu einem klassischen asymmetrischen Krieg. Der Soldatenberuf, so Bausch, sei „kein Spaziergang“, aber die luxemburgischen Kräfte in Mali seien „weit weg von Kämpfen und in EU- und UN-Einheiten eingebettet“³. Die Crux beim asymmetrischen Krieg ist jedoch das Fehlen fester Fronten. Es gibt die Unterscheidung zwischen gesichertem rückwärtigem Gebiet und einer Kampfzone nicht. Der schwächere asymmetrische Gegner wird sich weiche Ziele aussuchen, um maximale militärische, psychologische und propagandistische Wirkung zu erzielen.

Parallel zu dem multinationalen Engagement in Mali findet in der Sahel-Zone seit 2013 die französisch geführte Opération Barkhane statt, an der neben Frankreich auch die G5-Sahel-Staaten beteiligt sind. Diese Operation möchte der französische Präsident Emmanuel Macron in der bisherigen Form beenden, weil das Ziel, die Ausbreitung islamistischer Gruppen zu unterbinden, nicht erreicht werden konnte. Die multinationale Operation zur Stabilisierung Malis wird von Macron ebenfalls in Frage gestellt. Nach dem zweiten Militärputsch binnen eines Jahres hat Frankreich die militärische Kooperation mit den Streitkräften Malis vorläufig eingestellt. „Le président de la République affirme que la France retirera ses troupes si le Mali va „dans le sens“ d'un islamisme radical, après un deuxième coup d'État dans le pays en neuf mois“⁴, meldete Frabnce 24 am 30. Mai. Einen Tag später zitierte die *Frankfurter Allgemeine Zeitung* die deutsche Kanzlerin Angela Merkel: „Wir glauben, dass unsere Präsenz vor Ort weiterhin wichtig ist. Und dass sich an der Frage der Ausbildungsmission für Mali und auch der Minusma-Aufgaben nichts geändert hat. (...) Ich glaube, dass sowohl die Ausbildungsmission als auch Minusma weiter notwendig sind.“^{5a}

Frankreich wird seine Truppen kaum spontan aus einer offiziellen UN- bzw. EU-Mission zurückziehen und hat die Kooperation mit den malischen Streitkräften mittlerweile wieder aufgenommen⁶. Doch verrät der Vorgang von Ende Mai, dass die Einigkeit zwischen den größten Truppenstellern im Mali-Einsatz zumindest ausbaufähig ist. Die geostrategische Lage ist derzeit überaus interessant. Einerseits soll in Afrika eine chaotische und dynamische Lage „stabilisiert“ werden, das heißt je nach Auge des Betrachters sollen Menschenrechte, Demokratie und Entwicklung gefördert werden, der Vormarsch von Islamisten gestoppt und der Zugang zu Ressourcen gesichert werden. Außerdem sollen auf dem Glacis der Festung Europa Migrantenströme verhindert werden. Das wird als Aufgabe der Europäer betrachtet, die aber gerade wieder einmal dabei sind, ein Beispiel ihrer Uneinigkeit in militärischen Dingen zu liefern.

Auf der anderen Seite stellen sich im Rahmen der Nato neue Herausforderungen, für die es aber historische Blaupausen aus der Zeit des Kalten Krieges gibt. Neben den Unwägbarkeiten auf der Krim beziehungsweise im Donbas sind es die Entwicklungen in Nordost-Europa, welche die neutralen Finnen und Schweden zu Aufrüstung und Stationierungsabkommen mit den USA veranlasst und zu einer verstärkten vorgelagerten Präsenz (*enhanced forward presence*) der Nato geführt haben. Die bürgerliche Freiheitsbewegung in Belarus hat Russland

dazu bewogen, seinen Nachbarstaat insofern zu stabilisieren, als dieser auch weiterhin als Puffer vor dem russischen Kernland fungiert und innenpolitisch kein Vorbild für einen Eliten-austausch liefert. Die Sicherung des vorgelagerten russischen Gefechtsfeldes bedeutet im Klartext die blutige Niederschlagung der Freiheitsbewegung in Belarus. Innenpolitisch sieht sich die russische Elite durch die in ihrem Sprachgebrauch so genannten „Farbrevolutionen“ herausgefordert. Womit Regierungsumstürze durch Massenproteste gemeint sind, wie sie beispielsweise 2000 in Serbien, 2003 in Georgien, 2004/05 in der Ukraine und 2005 in Kirgistan stattfanden. Bezog sich der Begriff ursprünglich auf Umstürze Anfang der 2000er-Jahre im postsowjetischen Raum, so werden mittlerweile auch der Arabische Frühling (ab 2011 in Tunesien, Ägypten ...) und die Maidan-Proteste 2014 in der Ukraine den Farbrevolutionen zugerechnet⁷. Es ist somit offensichtlich, dass die Entwicklungen in Belarus bei den herrschenden Eliten Russlands höchste Nervosität auslösen.

Die Nato verlangt ganz deutlich auch „boots on the ground“. Ergebnis dieses Drängens ist die Schaffung eines bi-nationalen Aufklärungsbataillons mit Belgien



Im Ausbildungs-
zentrum der
Armee auf dem
Diekircher
Herrenberg

Spektrums traditioneller und unkonventioneller Mittel auf taktischer Ebene verschmelzen lassen – darunter der Einsatz von Partisanenkämpfern, organisierter Kriminalität, Terrorismus, Massenvernichtungswaffen, Cyberangriffen, Störungen der Energieversorgung, wirtschaftliche Kriegsführung und vor allem sozial-medialen Propagandakampagnen.⁸⁶ Diese Art der Kriegführung verbindet Elemente der Konfliktregulierung und verwischt dabei die Bereiche von Politik und Militär, den Dualismus von Krieg und Frieden.

Das, worauf sich das großherzogliche Militär als Teil von Nato-, Uno- oder EU-Einsätzen vorbereiten muss, ist die Gesamtpalette von asymmetrischem, konventionellem und hybridem Krieg. Wobei die einzelnen Arten von Krieg nicht an einen Kriegsschauplatz gebunden sind, sondern durchaus zeitgleich und in Mischformen auftreten können. Unsere Vorstellung von Kriegführung, beziehungsweise dem Krieg an sich ist in einem Wandel begriffen und umfasst eine Spannweite, die von Bildern des Dreißigjährigen Krieges bis zu *Star Wars* reicht. Generalstabschef Steve Thull formulierte: „Die geopolitische Lage ist unsicher wie lange nicht. Vor 20 Jahren fanden Angriffe vor allen ‚kinetisch‘ statt, durch Schüsse und Bombardements. Heute sind sie insbesondere ‚kybernetisch‘: Auch ein nicht-staatlicher Akteur ist mit digitalen Mitteln imstande mehr Schaden anzurichten als kinetisch⁹.“ Bemerkenswerterweise deckt sich dies mit einer Erklärung des russischen Generalstabschefs Waleri Gerassimow: „Die Rolle der nicht-militärischen Mittel beim Durchsetzen von politischen und strategischen Zielen ist gewachsen; in einigen Fällen ist ihre Durchschlagskraft deutlich höher als die von Waffen.“¹⁰⁶

Neue Ausrüstung

Die Überprüfung der gesteigerten Nato-Anforderungen dürften 2021 wie schon 2017 ein schlechtes Abschneiden Luxemburgs bei der Vier-Jahres-Evaluierung des *Nato Defense Planning Process* zutage fördern. Die Nato ließ sich nicht auf die Taschenspielertricks des Bausch-Vorgängers Etienne Schneider ein, der versucht hatte, der Nato die Hubschrauber der großherzoglichen Polizei als Militärmaschinen zu verkaufen und von einem „return on investment“ bei Militärausgaben träumte.

Die Ankündigung der Direction de la Défense im Verteidigungsministerium, 80 neue Gefechtsfahrzeuge als Ersatz für die Hummer und Dingo wegen deren deutlicher Überalterung beziehungsweise unverhältnismäßigen Modernisierungskosten anzuschaffen, hat bestenfalls mittlere Aufmerksamkeit erregt¹¹. Analyse des Ist-Zustandes, Lastenheft, Baubesprechung, Abnahme und Betreuung über den gesamten Lebenszyklus wurden in die Hände der in Luxemburg ansässigen Nato Support and Procurement Agency gelegt. Die medial stark thematisierte rezente Satellitenanschaffung sowie vor Jahren die Anschaffung von Dingo-Fahrzeugen ohne adäquate IT-Betreuung, machen das Outsourcing nachvollziehbar.

Die Direction de la Défense teilt mit, dass über die anzuschaffenden Fahrzeuge zwar noch nicht entschieden sei, die IT zur elektronischen Kommunikation, Aufklärung und Führung jedoch werde vom neuentwickelten französischen Scorpion-Programm stammen. Die französischen Landstreitkräfte werden im Rahmen dieses Programmes derzeit einer Rundenerneuerung unterzogen. Teil des Programms ist neben einer neuen Generation von gepanzerten Gefechtsfahrzeugen das informatische System Sics (Système d’information du combat Scorpion) zur „Digitalisierung des Gefechtsfeldes“ im Rahmen des „battlefield management“¹². Luxemburg hat sich diesbezüglich an seine „privilegierten Partner“ Frankreich und Belgien angelehnt.

Etienne Schneider (LSAP) träumte von einem „return on investment“ bei den Militärausgaben



Ob sich diese Anlehnung auch auf die Fahrzeuge bezieht, ist derzeit zumindest offiziell noch nicht absehbar. Belgien hingegen hat sich nicht nur für das Sics entschieden, sondern auch für französische Trägerfahrzeuge wie das französische Verteidigungsministerium mitteilte. „Cet accord vise à livrer à l’armée de Terre belge, 382 véhicules blindés multi-rôles Griffon et 60 engins blindés de reconnaissance et de combat Jaguar infovalorisés (...) et donc totalement compatibles avec leurs équivalents français.“¹³⁴ Heißt es seitens der Luxemburger Direction de la Défense noch allgemein, „[L]e Vice-Premier ministre, ministre de la Défense, François Bausch, précise que cet investissement vise à moderniser la flotte existante (...) et d’améliorer l’interopérabilité avec les pays alliés“¹⁴⁴, so präzisiert das am 2. Juni bei der Pressekonferenz zur Bekanntgabe der Pläne zum Fahrzeuersatz verteilte Dossier den Kreis der Alliierten: „L’équipement proviendra du programme Scorpion dans le but d’être interopérable avec l’Armée belge et française et afin de pérenniser le service après vente“¹⁵.“ Der Einsatz unterschiedlicher Fahrzeuge mit unterschiedlicher Logistik, Ausbildung und Instandhaltung einzusetzen, wäre logistischer und militärischer Horror. Die Frage muss allerdings gestellt werden, ob die anzuschaffende Technik nunmehr die strategische Wahl eines Alliierten vorgibt, beziehungsweise einschränkt. Werden somit andere Allianzpartner ausgeschlossen? Die Frage, ob mit dieser Kooperation und Integration auch eine Angleichung an die Militär- und Interventionskultur der „privilegierten Partner“ Frankreich und Belgien einhergeht, liegt auf der Hand angesichts deren nicht unumstrittener Rolle als Gendarmerie Afrikas.

Neue Organisation

Die Nato verlangt konkret, dass Luxemburg nicht nur teure Ausrüstung zur Aufklärung und Logistik anschafft, sondern fordert ganz deutlich auch „boots on the ground“ – physisch anwesende Soldaten. Ergebnis des Nato-Drängens ist die Schaffung eines bi-nationalen Aufklärungsbataillons mit Belgien am Standort Lagland/Arlon, nachdem die Idee gepanzerter Kampfaufklärung verworfen worden war¹⁶. Der Nato genügt, wie schon erwähnt, Luxemburgs Rolle als Scheckheft-Verbündeter nicht mehr, und Luxemburg muss die notwendigen Veränderungen auf verschiedenen Ebenen vornehmen.

Dies dürfte angesichts der spezifisch luxemburgischen Demografie schwierig sein. Womit man wiederum beim Grundproblem der Luxemburger Armee ankommt: Es ist an der Zeit, der unausweichlichen Wahrheit ins Auge zu sehen. Will man nicht das Gehältergefüge des öffentlichen Dienstes durch disproportionale Bezahlung von Soldaten sprengen, ist eine substanzielle Erhöhung der Personalstärke nur in Form einer irgendwie gearteten Wehrpflicht oder durch Reservisten zu realisieren. Die Wehrpflicht ist aktuell und auf absehbare Zeit politisch und organisatorisch nicht durchführbar. Betreffend die Reservisten hat General Thull von großen politischen Fragen gesprochen, wobei geklärt werden müsse welches Modell von Armee mit Reservisten verbunden wäre¹⁷. Keine westliche Armee bewältigt ihre Aufgaben und Missionen ohne Reservisten. Keine Regierungspartei hat sich prinzipiell gegen eine Armee-Reserve ausgesprochen.

Ein weiterer Hinweis auf Veränderungen zeichnete sich bereits ab, als die Forderung der Nato nach mehr „Robustheit“ erhoben wurde. Generalstabschef Steve Thull relativierte: „Die Forderung nach mehr Robustheit gilt für die gesamte Nato. Man muss sie kontextualisieren“¹⁸. Die Armee scheint jedoch dem gesteigerten Bedarf an Robustheit insofern nachzukommen, als künftig zumindest ein Teil der Unteroffiziere wieder als Infanteristen und nicht als Aufklärer ausgebildet werden soll. Dies ergibt Sinn vor dem Hintergrund der In-

tegration in einen stehenden bi-nationalen Verband mit einer erhöhten Einsatzwahrscheinlichkeit in einem klassischen Konflikt mit einem symmetrischen Gegner. Die Ausbildung Luxemburger Offizieren soll wieder an der französischen Militärakademie Saint-Cyr stattfinden. In den letzten Jahren geschah dies in Brüssel an der École Royale Militaire. Ob es im Zusammenhang mit dem Scorpion-Programm steht oder eher dem Umstand geschuldet ist, dass die zuständigen Entscheider zufälligerweise in Saint-Cyr ausgebildet wurden, ist derzeit Gegenstand von Spekulationen.

Um das militärische Ethos hat man bislang einen Bogen gemacht. Keiner wollte eine Diskussion lostreten, mit der Luxemburg seit dem Korea-Krieg nicht mehr konfrontiert war

Neues Ethos

Neben dem Materiellen und Organisatorischen tun sich politische und ethische Fragen auf, die bislang unbeantwortet geblieben sind, beziehungsweise als gegeben angesehen wurden: Was ist Sinn und Zweck der Armee? Unabhängig von der Zuständigkeit von EU-, Nato- oder UN-Gremien bleibt die Frage im Raum, woran, beziehungsweise an wem sich Luxemburgs Militärpolitik ausrichten soll. Es geht um die Kernfrage des Militärischen an sich, und dies besonders im Rahmen von Bündnissen, wenn große Partner sich über diese Frage nicht einig sind. Wann ist Militär wie, durch wen und zu welchem Zweck einzusetzen?

Um das militärische Ethos hat man bislang einen Bogen gemacht. Keiner wollte eine Diskussion lostreten, mit der Luxemburg seit dem Korea-Krieg nicht mehr konfrontiert war. Es geht um die Möglichkeit, wenn nicht gar Wahrscheinlich-

keit, im Kampf zu fallen. Ungewohnte, teilweise mit Widerwillen gegen das Pathos gebrauchte Begriffe wie Mut, Hingabe, Opfertod und Vaterland, die man geflissentlich ignorierte und aus der öffentlichen Diskussion heraushalten wollte, fanden jedoch quasi unbemerkt Eingang in die offizielle Grundwerte-Charta der Luxemburger Armee: „L’engagement dévoué et courageux pour la patrie constitue la première valeur-phare. Cet engagement doit être vu dans le contexte de la protection de la dignité humaine et du bien commun. Se sacrifier en cas de nécessité pour protéger la dignité des personnes et le bien commun est une attitude noble et propre aux soldats au service de la patrie“¹⁹.“ Politiker, die sich dieser unausweichlichen Diskussion stellen, brauchen auch Mut – eventuell bis hin zum, um im Duktus der Armee-Charta zu bleiben, politischen Selbstopfer.

Abschließend ergibt sich der Eindruck, dass die Armee funktionaler wird und dabei ist, sich vom Nimbus einer Palastwache zu verabschieden. Das wird durch die Grundwerte-Charta sehr viel deutlicher als durch Materialbeschaffung und Organisation, die letztendlich nur Ausdruck eines veränderten Selbstverständnisses und einer veränderten Rollenzuschreibung sind. Eine öffentliche Diskussion darüber fand bislang jedoch nicht statt. Das postulierte Ethos des Militärs zwingt dazu, Luxemburg anders und weiter zu denken als eine Institution zur Verteilung von Wohlstand. Wer ist bereit für Wohlstand zu sterben? Die öffentliche Debatte wird spalten. Wobei zu erwarten ist, dass die die Extreme des politischen Spektrums sich in ihren Forderungen stark annähern werden, wenn auch aus völlig verschiedenen Beweggründen. ●

Reiner Hesse ist Politikwissenschaftler und Soziologe. Er hat über Militärpolitik und Militärsoziologie geforscht.

- 1 defense.gouvernement.lu, Juli 2017
- 2 „15 Prozent Krieg“. d’Lëtzeburger Land, 18.06.2021
- 3 ebenda
- 4 France 24, 30.05.2021
- 5 Frankfurter Allgemeine Zeitung, 31.05.2021
- 6 www.lemonde.fr/afrique/article/2021/07/03/la-france-reprend-sa-cooperation-avec-les-forces-armees-maliennes_6086801_3212.html
- 7 www.bundesheer.at/pdf_pool/publikationen/buch_bilban_grininger_mythos_gerasimov_doktrin_web.pdf
- 8 „Wie wir in Zukunft Krieg führen“, Handelsblatt 07.08.2014
- 9 „Ich bin Beamter und Militär“, Interview mit Generalstabschef Steve Thull. d’Lëtzeburger Land, 27.11.2020
- 10 Military Power Review. Nr.2/2015, S.24
- 11 defense.gouvernement.lu, Pressedossier über die Neuanschaffung von 80 Fahrzeugen für die Luxemburger Armee, 02.06.2021
- 12 www.defense.gouv.fr/terre/equipements/vehicules/scorpion/scorpion2/presentation2
- 13 defense.gouv.fr, 14.12.2020
- 14 defense.gouvernement.lu, Pressedossier über die Neuanschaffung von 80 Fahrzeugen für die Luxemburger Armee, 02.06.2021
- 15 ebenda
- 16 „15 Prozent Krieg“. d’Lëtzeburger Land, 18.06.2021
- 17 „Ich bin Beamter und Militär“. d’Lëtzeburger Land, 27.11.2020
- 18 ebenda
- 19 https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/10-octobre/Armeeluxembourgeoise-RZ-ES-2809-DRUCK.pdf

Die Dingo-Fahrzeuge der Armee sollen, wie auch die Hummer, nach und nach ersetzt werden





DANSE

Par la fenêtre

On a sans doute toutes et tous un petit côté voyeur. On aime à regarder à la fenêtre pour surprendre ses voisins, à lorgner dans les vitrines des magasins ou à s'attarder sur la devanture d'un bar pour voir qui est à l'intérieur. Avec le projet original *Living-room dancers*, le Kinneksbond satisfait ces envies en transformant les fenêtres des habitations de Mamer en *dance floors* miniatures. La chorégraphe suisse Nicole Seiler signe cette création qui prend la forme d'un parcours urbain. Munis de jumelles, d'un plan et d'un lecteur MP3, les spectateurs sillonnent les rues de la commune pour voir les danseurs en vitrine. Ces danseurs amateurs, recrutés par annonce et par le bouche à oreille, consacrent une grande partie de leur temps libre à la

danse que ce soit du hip-hop, de la salsa, du tango, des claquettes ou même du *pole dance* (photo : Sven Becker). Le programme joue habilement avec les frontières entre espace privé et espace public. C'est aussi une exploration de ce que signifie avoir une passion en mettant à l'honneur le sens premier du mot amateur : il s'agit d'aimer. À l'issue du parcours, le public pourra découvrir un film réalisé par Bastien Genoux dressant le portrait de certains de ces danseurs et danseuses. Dans ses spectacles en général, Nicole Seiler allie danse et vidéo, en leur donnant la même importance. Pensés ensemble, ces médias s'interpellent et dialoguent. Un mariage qui engendre de nouvelles images de corps et de mouvements. [fc](#)

14

KULTUR

Land

09.07.2021

THÉÂTRE



Nouvelle saison

Pour les Théâtres de la Ville de Luxembourg, comme pour les autres, la saison qui vient de s'achever a été celle de tous les défis et particulièrement celui de l'agenda et de la programmation. Malgré plusieurs semaines de fermeture, 41 des cinquante productions prévues ont pu être maintenues, soit un total de 163 sur 210 représentations. Notamment, les créations maison (*Hedda Gabler*, *AppHuman*, *On ne badine pas avec l'amour*, *The Hothouse*, *Mendy* – *Das Wusical*) ont pu être jouées. Avant de présenter la prochaine saison, le directeur Tom Leick-Burns a rappelé l'important moment de solidarité avec les partages de plateaux pour les petits théâtres ne pouvant accueillir du public et surtout les commandes de

textes et de projets hors les murs qui ont « permis de générer 78 cachets supplémentaires ». Impossible de lister tout ce que l'année 2021-22 nous réserve en matière de théâtre, de danse et d'opéra. On notera un focus autour de la Grèce autant antique que contemporaine et un cycle thématique « Mémoires & Résilience ». Les *usual suspects* de la danse – Germaine Acogny, Gauthier Dance, Martin Zimmerman, Koen Augustijnen – sont de retour. Six créations locales (avec des mises en scène de Myriam Muller, Renelde Pierlot, Anne Simon, Frank Hoffmann, Stéphane Ghislain Roussel et Rafael David Kohn) et huit coproductions internationales émailleront le calendrier. Pour les amateurs du genre, la traditionnelle comédie musicale de fin d'année est *The Pajama Game* de George Abbott et Richard Bissell (photo : M. Cavalcà). [fc](#)

POLITIQUE



Chantiers en cours

La création de Kultur lx suscite autant de craintes que de curiosité, en témoigne le nombre important de journalistes présents ou en ligne pour

la conférence de presse « de lancement » de l'asbl, ce lundi au ministère de la Culture. L'asbl, créée il y a un an consiste en la préfiguration d'un Établissement public pour lequel un projet de loi vient d'être adopté par le conseil de gouvernement le 2 juillet dernier. Selon ce texte, le futur « Arts Council » aura pour mission de « promouvoir et d'accompagner les artistes et autres acteurs culturels professionnels, d'assurer la diffusion au niveau national et international des projets culturels et de dispenser des aides financières afin de soutenir et d'accroître le rayonnement de la culture tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. »

Jusqu'ici le travail des deux coordinatrices, Valérie Quilez et Diane Tobes (photo : sb) a surtout été de rencontrer les acteurs du terrain pour définir les besoins, lister les aides existantes et délimiter le champ d'action. Catherine Decker, présidente du conseil d'administration, et Sam Tanson en écho, martèlent l'indépendance de Kultur lx vis-à-vis du ministère de la Culture. Le CA comprend cependant six représentants de divers ministères (Culture, Affaires étrangères, mais aussi Économie et Finances) contre cinq du secteur culturel. Le CA a mis en place des comités de sélection pour chaque secteur d'activité. Ils sont eux ancrés dans le terrain avec des représentants de centres culturels, d'institutions, d'associations, mais pas ou peu d'artistes.

Les curieux espéraient notamment d'apprendre qui allait chapeauter les différents secteurs d'activité (arts visuels, spectacle vivant, littérature et édition), la communication et

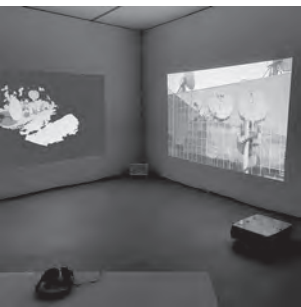
l'administration. Et là, l'appétit n'a pas été satisfait : Tout juste apprend-on que 150 candidatures sont arrivées depuis huit pays, parmi lesquelles 27 personnes ont été retenues pour un premier entretien et neuf pour un deuxième tour. Le voile ne sera levé qu'à « la fin de l'automne ». Les volets des arts numériques et du design et architecture devront attendre, le recrutement de ces responsables sectoriels n'est pas lancé. Le domaine du cinéma est entièrement laissé aux mains du Film Fund, sous l'égide du ministère des Médias et de la Communication, donc de Xavier Bettel. Le secteur de la musique en revanche, se trouve particulièrement bien doté. Les quatre personnes de music : lx (qui travaille à la promotion des musiciens luxembourgeois vers l'étranger) et leur budget (595 935 euros) ont été intégrés dans la nouvelle structure. L'agence de promotion littéraire Reading Luxembourg et sa dotation de 345 539 euros sont aussi passés sous la houlette de Kultur lx.

La principale crainte de la scène culturelle est de voir les aides et les bourses diminuer une fois absorbées par Kultur lx. La ministre de la Culture, comme les coordinatrices, se sont montrées rassurantes : « il n'y aura pas de trou dans la raquette ». Pour 2021, les divers programmes d'aide bénéficieront d'un budget de 1,1 million d'euros. Dès l'année prochaine, le transfert de fonds existants (notamment certains budgets du Focuna et du Trois-CL liés à l'export) et la mutualisation des aides vont se poursuivre. La présence au Festival d'Avignon est le premier acte visible de Kultur lx. Les étapes seront encore longues pour que l'institution soit vraiment sur les rails. [fc](#)

Gleef dat net...

Die Meldung von Reporter, die DP-Bürgermeisterin Lydie Polfer habe eigenhändig verhindert, dass in einer Ausstellung im hauptstädtischen Geschichtsmuseum über Verschwörungstheorien auch Ausstellungstücke zur Bommeleeër-Affäre gezeigt werden, hatte für große Aufregung auf den sozialen Netzwerken und in einigen Medien gesorgt. Am Donnerstag haben nun die drei Oppositionsparteien im Gemeinderat angekündigt, in der Sitzung am kommenden Montag eine Motion einzureichen. Darin fordern déi Lénk, déi Gréng und LSAP, Polfer müsse auf ihr Veto zurückkommen und dem Direktor des Museums die Entscheidung über den Inhalt der Ausstellung Gleef dat net...! überlassen. Ferner solle die Bürgermeisterin in Zukunft die Meinungsfreiheit respektieren und sich aus der Programmation aller städtischen Kulturinstitutionen heraushalten. Lydie Polfer hatte ihr Veto damit begründet, dass der Prozess zur Bommeleeër-Affäre noch nicht abgeschlossen sei und das Gericht entscheiden müsse, was Wahrheit und was Fiktion in dieser Angelegenheit sei. Eine öffentliche Einrichtungen dürfe sich ihrer Ansicht nach nicht an Spekulationen beteiligen. [ll](#)

ART CONTEMPORAIN



Fin de party

Andrea Mancini a été le premier artiste à bénéficier de la longue résidence au Casino Display. Ce séjour s'achève et avec cette clôture, une présentation de ses recherches en cours (voir jusqu'au 31 juillet). Les commissaires, Christine Walentiny et Nadia Faljic n'utilisent pas le terme d'exposition, trop rigide pour ce genre de projet. Après cinq mois passés sur les lieux, l'artiste livre *New Age Landscape*, différentes expérimentations audiovisuelles sous forme d'installations pluridisciplinaires, touchant autant aux domaines de la vidéo, de la 3D, de la scénographie qu'à ceux du design sonore et du design graphique. Elles traitent de sujets comme l'accès et le nonaccès, la fluidité et l'interruption, les espaces dans les espaces. Elles plongent le public dans des hétérotopies, ces « espaces autres », matériels et invisibles qui abritent l'imaginaire, ici, imprégnés des codes de la club culture, centrale dans le parcours de l'artiste (voir son portrait dans *d'Land* du 15.05.2021). Andrea Mancini a en effet inscrit ses recherches sur les dichotomies sonores dans une trame thématique et visuelle. [fc](#)

MUSIQUE

La jeunesse au micro

Screaming Fields, le festival dédié aux jeunes groupes et artistes luxembourgeois prometteurs se déroulera ce samedi sur la scène en plein air du Rockhal Garden. Ils ont été désignés à la suite de l'appel à candidatures lancé par Rocklab, l'organisateur de l'événement. Un comité de sélection composé de promoteurs locaux, d'experts en musique a déterminé le *line-up* final parmi les nombreuses candidatures reçues, avec la volonté de refléter la diversité de la scène musicale locale et les tendances actuelles, les artistes vont du hip-hop au thrash metal en passant par la pop. La chanteuse pop Angel Cara, les rappeur Chasey Negro et Mellow, le hip hop de Culture the Kid, la singersong writer Lara Grogan et les métalleux de Zirocco (photo : Instagram) se succéderont sur scène où un « invité surprise » est aussi attendu. Comme leurs prédécesseurs, anciens finalistes de ce concours (Francis of Delirium, Maz, Challd ou C'est Karma), les artistes présenteront une sélection de leurs chansons devant le grand public et les professionnels du secteur musical local. Plusieurs prix seront attribués destinés à développer leurs projets, leurs compétences et à leur offrir de nouvelles opportunités. [fc](#)



COLLECTION

Peintures pour le « pays »

Marianne Brausch

Une fidèle servante hérite de son maître et lègue ses tableaux à son pays natal. La Villa Vauban l’expose après une requête vieille de cent ans



Quatre jeunes femmes et le drapier Auguste Siegfried (il quitta l’Alsace après son annexion), par le peintre local Marie Augustin Zwiller

Élisabeth Hack est née dans une famille de onze enfants à Echternach en 1860. Son père était potier. À plusieurs reprises, elle prendra contact avec les bourgmestres successifs de Luxembourg et exprimera le souhait de léguer « trente œuvres d’art français » à la collection municipale. Celle-ci acceptera en 1922, un an après le décès de son employeur Henry Havard. Élise Hack vécut le restant de sa vie à Paris où elle mourut à 73 ans en 1933.

Cent ans après la mort de Henry Havard (1838-1921), on peut voir cette donation (seize peintures, neuf aquarelles, quatre dessins, treize gravures et quatre sculptures en terre cuite – trois ont disparu) exposée à la Villa Vauban, complétée d’œuvres de la collection Havard issues d’autres collections et du Musée de Mâcon son principal bénéficiaire, dont *Marine à Berck* de Jean Laronze (1852-1937), restaurée pour l’occasion. La Villa Vauban a fait deux acquisitions. Une sculpture, retrouvé par ses conservateurs, *Agar et Ismaël* de François Sicard et l’aquarelle, *Nature morte – Asperges*. On y voit le même pot de cuivre que dans l’huile sur bois *Nature morte aux œufs et aux oignons*, qui fait partie d’une série de représentations d’ustensiles et d’éloges culinaires français de Denis Pierre Bergeret (1843-1910), spécialisé dans ce genre prisé des grands hôtels et des grands restaurants.

Pour Élise. La collection Hack et l’art à Paris à la Belle Époque le titre de l’accrochage est attrayant mais trompeur. « Pour Élise », certes... Élisabeth arrive à vingt ans à Paris et trouve, grâce à une agence de placement, un emploi d’aide ménagère chez le couple Henry Havard et son épouse. Celle-ci meurt prématurément en 1865. Sur son lit de mort, Henry promet de ne pas se remarier et respectera son vœu. Mais Élise Hack va être sa légataire universelle et ils sont enterrés ensemble au cimetière de Vincennes.

On peut évidemment fantasmer sur la relation de ce couple, qui avait tout de même 45 ans de différence. La seule chose certaine, c’est que la jeune femme fut partie prenante dans la vie de son employeur. En attestent les dédicaces des artistes sur les œuvres qu’ils lui offrent. Havard conseillera même le gouvernement luxembourgeois en 1895 pour l’édification d’un monument national et sera élevé au grade de commandeur de l’Ordre d’Orange-Nassau en 1909. Par l’intermédiaire d’Élise ? Qui aurait été une conseillère de l’ombre ? Rien ne le confirme.

Le contexte politique inexploité

La deuxième partie du titre de l’exposition *L’art à Paris à la Belle Époque* est trompeur, car le public ne verra ni pièces Art Nouveau ni Art Déco. Le domaine de prédilection de Havard était certes les arts décoratifs, plus précisément les arts décoratifs néerlandais des XVI^e et XVII^e siècles et il publia une somme sur les arts décoratifs et des styles des XII^e au XIX^e siècle français. On aurait d’ailleurs tendance à dire arts populaires : Havard écrivit un ouvrage sur *L’art dans la maison, grammaire de l’ameublement* comme en témoignent plusieurs vues du peintre marseillais Jean-Baptiste Olive (1836-1936) dans l’exposition : Havard s’intéressait aux arts décoratifs dans ce que les paysages, les objets et les aménagements régionaux étaient représentatifs des « pays ».

Il ne faut donc pas juger les amis artistes d’Élise Hack et de Henry Havard comme « des petits maîtres ». Derrière ce qu’ils représentaient, il y a l’histoire de la guerre franco-prussienne de 1870, où la France perdit l’Alsace et la Lorraine, l’unité nationale, la laïcité et l’égalité des classes. Cet éclairage politique aurait permis de voir autrement la donation d’Élise Hack. Car les amis artistes d’Élise Hack et de Henry Havard ne sont d’aucune « école », mais d’une pensée partagée : l’identité entre le « peuple », la « nation » et l’« art ». Jean Geoffroy (1853-1924), illustrait des livres des frères Hetzel, qui étaient les éditeurs de Henry Havard. Il est l’auteur « d’imageries scolaires » à destination des enfants dans un but pédagogique quand Havard fera un rapport sur ce thème au ministre de l’instruction publique et des beaux-arts en 1885 (il fut inspecteur des Beaux-Arts de 1887 à 1917). Si Henry Havard était l’écrivain de la concordance entre le peuple, la nation et l’art, ses amis artistes en étaient les illustrateurs.

Le peuple, ce sont les ouvriers représentés dans trois grands tableaux de Georges Hippolyte Dilly (1876-1942), qui menaient des vies misérables dans les filatures du nord de la France, c’est le marchand de jouets et le dératiseur ambulants par Léopold Flameng (1831-1922). De Félix Bracquemond (1833-1914), on

verra deux magnifiques gravures de dames prenant le thé sous des ombrelles sur *La terrasse de la Villa Brancas* (1866, eau-forte rehaussée au burin) et *L’éclipse*, regardée par les femmes du sixième étage, celui des petites bonnes, de 1869, un an avant 1870. Il est le plus connu et le plus stylistiquement situable des amis artistes de Havard dans l’histoire de l’art : Bracquemond initia Manet, Degas et Pissaro au japonisme et il figure avec Baudelaire, Manet, Whistler dans *L’hommage à Delacroix* (1864) qu’Henri Fantin-Latour voulait un « manifeste » des personnalités artistiques de l’époque.

L’énigme des genres picturaux de la donation Hack, réside dans les origines de Henry Havard, né en 1838 à Charolles, et dans son engagement politique. Son père était un notable du Charolais impliqué dans la vie politique et très attaché à l’histoire locale, ce qui influencera l’état d’esprit et la vie de son fils. Henry, déjà républicain sous le Second Empire, commanda la Garde nationale sous la Commune. Il participa donc activement au soulèvement des parisiens, ouvriers et artisans. Mais la Garde nationale désarmée par Adolphe Thiers, le ministre de Napoléon III - l’Empereur des Français - et les Communards décimés, Havard dut partir s’exiler aux Pays-Bas. C’est là qu’il rédigea son travail d’analyse systématique des arts décoratifs néerlandais. Il revint amnistié à Paris en 1879.

Mais l’Alsace et la Lorraine étaient perdues. On verra dans l’exposition le portrait d’une femme en costume traditionnel, une eau-forte réalisée par Flameng en 1871 et des portraits de dames en civil mais aux couleurs locales, le rouge et le noir, par le peintre alsacien Marie Augustin Zwiller (1850-1939). C’est sans doute ainsi qu’il faut voir l’exposition et le legs d’Élise Hack : le paysage du Charolais *Dans la plaine*, (huile sur toile, 1891), son troupeau de brebis et leur bergère, la *Pêcheuse de crevettes* d’une marine normande (de Jean Laronze) sont des représentations du peuple et de paysages régionaux qui plaident en faveur de l’unité des « pays » de la Nation France. C’est ce qu’expriment, par leur talent esthétique, les amis artistes d’Henry Havard. Et rappelons qu’Élise Hack était fille de potier, issue de la classe populaire. ●

L’exposition *Pour Élise. La collection Hack et l’Art à Paris à la Belle Époque* est à voir à la Villa Vauban jusqu’au 10 octobre prochain.

CINÉMASTEAK

Mimi métallo mytho

On s’attendrait, avec un titre pareil, à un drame social sur fond de lutte des classes, comme il en existait alors tant en Italie au cours des années 1970. Il n’en est cependant rien. Mimi métallo blessé dans son honneur (1972), que l’on doit à la cinéaste Lina Wertmüller, aujourd’hui âgée de 92 ans, est en réalité une comédie grinçante qui déjoue les schémas politiques de l’époque. Point d’enjeu émancipateur pour la classe ouvrière ici, contrairement à ce que laisse croire l’ouverture du film où des travailleurs sont rudement exploités au sein d’une carrière de soufre. Parmi eux se distingue un homme fort en gueule, surnommé Mimi, qui fustige les pratiques mafieuses à l’œuvre dans un paysage sicilien qui s’y est depuis longtemps résigné. Car les vases communiquent parfaitement dans le Mezzogiorno entre la politique et le patronat, comme l’indiquent ces hommes déboulant en voiture sur le chantier pour rappeler le nom du candidat pour lequel les ouvriers doivent voter aux prochaines élections municipales... Sans quoi ils seront impitoyablement licenciés. Autant dire que le vote n’a rien de secret. Banni pour avoir apporté sa voix au parti communiste, Mimi est contraint de quitter sa famille pour rejoindre Turin, où il espère mener une vie meilleure. Comme tant d’autres émigrés venus du sud de l’Italie.

Issue d’une famille aristocratique suisse, Lina Wertmüller est une figure bien connue en Italie depuis les succès populaires rencontrés dans les années 1970. Elle est, en revanche, presque une inconnue en France où ses films sont quasiment tous passés inaperçus. La jeune cinéaste fait ses débuts auprès de Fellini, comme assistante sur le tournage de *8 1/2* (1963) et, sous cette élogieuse tutelle, réalise son premier long-métrage, le très remarqué *I Basilischi* (1963), sorte de Vitelloni se déroulant dans les Pouilles, qui lui permet d’obtenir une distinction au Festival de Locarno. Après quelques films féministes réalisés sous pseudonyme dans les années 1960, elle change de registre pour s’adonner à la comédie populaire, dont Mimi métallo constitue le premier échantillon, suivi de *Film d’amour et d’anarchie* (1973) et de *Vers un destin insolite* sur les flots bleus de l’été (1974). Pasqualino (1975) enfin, sur un malfrat napolitain devenu kapo d’un camp de concentration, fera de Lina Wertmüller la première femme réalisatrice nommée aux Oscars.

Dans le rôle de Mimi, Giancarlo Giannini, acteur fétiche, aux côtés de Mariangela Melato, qu’elle contribua à faire connaître et avec lequel elle tournera jusqu’en 1978. Bellâtre au regard perçant, et idéologiquement « flexible » (pour reprendre l’un des termes en vigueur aujourd’hui), Mimi le métallo a l’inconstance de Guignol. Les promesses révolutionnaires qui lui incombent au début du film sont rapidement déçues pour faire apparaître finalement l’opportunisme et la lâcheté de ce personnage ambivalent, plus occupé par sa carrière et son honneur que de défendre les intérêts des métallurgistes. Ainsi, après être devenu ouvrier et un militant communiste peu convaincu, il se rapproche du pouvoir mafieux pour s’affirmer comme un contre-maître soucieux de briser toute grève...

L’improbable dernière phase de cette comédie brouillonne, focalisée sur les traditionnelles dérivées du Mezzogiorno (le sens de l’honneur, le virilisme, la mafia, la peur de l’homosexualité...), verse définitivement dans la farce grotesque. Comme souvent chez Wertmüller, la lâcheté et l’hypocrisie sont les vices qui accablent l’Italien du sud. ● Loïc Millot

Mimi métallo blessé dans son honneur (1972, Italie), vostf, 112', sera présenté jeudi 15 juillet à 19h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg

Mariangela Melato Giannini et Giancarlo



Todas las manos in die Höh'. Vamos!

Mit den ersten amerikanischen Blockbustern seit Monaten fällt der Groschen. Ist es bei Covid-Check-Konzerten die Menschenmasse vor der Bühne, die das Konzerterlebnis ausmacht, so fühlt es sich im Kino seit dieser Woche umgekehrt an: Die kleinen Filme, die den Kinobetrieb hierzulande über Wasser hielten, waren ein überaus interessanter Gegenentwurf zum üblichen Programm. Trotzdem war die Abwesenheit fetter Filmvehikel aus der Traumfabrik deutlich spürbar.

Jetzt verbindet die Covid-Check-Freilichtkonzerte und *In The Heights* genau das – die Tatsache, dass sich binnen weniger Augenblicke alles anfühlt, als ob die letzten 15 Monate nicht stattgefunden hätten.

Insofern kann Mensch Inszenierung von Film und Musicalnummern politisch verstehen. Im direkten Vergleich wirken die offensiveren politischen Gesten und Aussagen vergleichsweise platt

In The Heights versucht sich in einem Porträt des New Yorker Viertels Washington Heights im nördlichen Teil Manhattans und seiner Latinx-Community. In Zentrum des Sammelsturms aus Figuren und Charakteren steht der Hauptprotagonist Usnavi und sein Bodega: Ein Laden, in dem es alles zu kaufen gibt und der für die ganze Nachbarschaft eine Drehscheibe ist. Usnavi und die andere Figuren meistern ihr Dasein mit Mühe und Not, aber mit steter Lebensfreude, lassen jedoch keinen Augenblick aus, um der Gentrifizierung des Viertels entgegenzublicken und sich in Tagträumereien zu verlieren: ein Lottogewinn, das Studium der Tochter an einer Elitenuniversität oder – der Traum von Usnavi – die Rückkehr in die Alte Heimat, die Dominikanische Republik. Übrigens ist *In The Heights* ein Musical.

Sein Autor Lin-Manuel Miranda wurde in Kontinentaleuropa spätestens ein Begriff, als sein Broadway-Musical *Hamilton* über die Streaming-Plattform Disney+ auch hier zu sehen war. Der Musiker, Produzent und Rapper hatte in den USA aber schon zehn Jahre zuvor das durch und durch amerikanische

Broadway-Musical-Konzept mit seinem ersten Hit *In The Heights* erneuert. Die Filmfassung hat jetzt, fast 16 Jahre später, eine ganz andere Last von Thematiken und Umstände zu meistern. Was ihr eventuell nicht gut bekommt: Der Hollywood-Film soll in den sich wieder öffnenden USA die Kinomaschinerie zum Laufen bringen und große Menschenmassen ins Kino locken. Außerdem setzt *In The Heights* mit seinem Latino-Casting ein Zeichen und muss einen Kommentar zur Einwanderungspolitik Post-Trump machen. Und natürlich ein astreines Filmmusical sein.

Versatzstücke aus der Pop-Kultur der letzten Jahrzehnte scheinen immer wieder durch: die *West Side Story* etwa oder Sal's Pizzeria aus Spike Lees *Do The Right Thing*. *In The Heights* ist auch das Resultat seiner postmodernen Zutaten. Aber Jon M. Chus' Inszenierung unterstreicht den textlichen und musikalischen Flow aus der Feder von Miranda und Quiara Alegria Hudes. Die Kamera von Alice Brooks ist permanent in Bewegung und nimmt die *rhymes* bei den Händen. Natürlich wäre es einfach, das Ganze als viel zu langen Videoclip abzustempeln. Aber dieses ewige In-Bewegung-Sein kann auch als formale Verlängerung des Bestrebens der so genannten *dreamers* (Migranten, die schon als Minderjährige in die USA kamen) verstanden werden, sich eine Zukunft in den Vereinigten Staaten aufbauen zu wollen. Die Inszenierung von Film und Musical ist damit auch politisch.

Im direkten Vergleich wirken die offensiveren politischen Gesten und Aussagen recht platt. Etwa wenn auf die letzte Präsidentschaft oder den systemischen Rassismus in den USA angespielt wird. Und nicht jede Nummer landet, nicht immer funktioniert die zwischenmenschliche Chemie, wie sie soll, und die Repräsentationsdiskussion in der Latino-Gemeinschaft nimmt absurde Ausmaße an. Vor allem ist der Film wenigstens eine halbe Stunde zu lang.

Anthony Ramos als Usnavi ist auf jeden Fall eine erfrischende Präsenz. *In The Heights* ist genau wie Jon M. Chus anderer großer Repräsentations-Film *Crazy Rich Asians* hochpolierte Oberfläche. Doch die lässt sich in einem Musical eher entschuldigen als in anderen Genres. Und wer weiß: Vielleicht erlebt das Filmmusical eine Renaissance. Erst vor ein paar Tagen hat Leos Carax' Musical *Annette* die Filmfestspiele von Cannes eröffnet. Es wäre auf jeden Fall zu wünschen, dass die Menschen auf und vor der Bühnen-Leinwand wieder zusammenkommen. Gerne auch bei Musicals. ● Tom Dockal

In The Heights sezt mit seinem Latino-Casting ein Zeichen und ein **Kommentar zur Einwanderungspolitik Post-Trump**



Invitation au voyage de Jan Voss

EXPOSITION

Bourlinguer dans le temps et l'espace

Lucien Kayser

De retour, Jan Voss et ses peintures, ses collages pleins d'invention et de fantaisie, à la galerie Nosbaum Reding

Pas besoin d'un passeport, ni d'une attestation de vaccination, ni d'un quelconque autre papier administratif, vous entrerez dans les tableaux de Jan Voss, à la galerie Nosbaum Reding (jusqu'au 28 août), en toute liberté. Et vous y circulerez de même, de la liberté, de la légèreté, celles qu'on reconnaît aux œuvres abouties, réussies, quelques peines que leur création ait pu causer. Du côté de l'artiste, comme du vôtre, il ne peut être question que d'y bourlinguer, et ne retenons pas un premier sens du mot, qui veut dire naviguer contre le gros temps (ce qui conviendrait quand même de nos jours), difficilement, péniblement, en se fatiguant à la manœuvre. Non, le voyage s'avère tout autre, c'est une vie aventureuse, joyeuse, malicieuse, qui vous tend les bras.

Parmi les tableaux exposés dans les deux salles, mais n'hésitez pas non plus à frapper à la porte du bureau, on en distinguera de deux sortes, et si pour les uns notre balade se fera avant tout dans l'espace, ailleurs il s'y joindra le temps, celui d'une narration tout aussi foisonnante que l'espace est complexe, dans ses chevauchements, ses enchevêtrements. Des fois, il faut alors la monochromie, les résonances de toutes les tonalités de rouge et de bleu, et leur consonance dans l'accrochage, pour en faire un territoire qui tienne.

Dans ses collages, où les reliefs feraient parler plutôt de montages, du fait des matériaux utilisés, Jan Voss opère tel un cartographe, et à nous d'explorer les espaces, les coins et les recoins, de graver les plateaux, nous glisser dans les défilés. C'est un peu aussi comme si nous saisissons du regard, vu de haut, le paysage le plus composite, dans la riche diversité de ses parcelles, leur accumulation, leur empilement, leur stratification. On n'a pas de peine à imaginer Jan Voss dans son atelier, jouant au démiurge, ses saisissant de telles pièces de son

Dans ses collages, Jan Voss opère tel un cartographe et à nous d'explorer les espaces, les coins et les recoins, de graver les plateaux, nous glisser dans les défilés

inépuisable fonds pour faire son monde. Mais pour lui, ni pour nous, pas de repos à n'importe quelle heure, n'importe quel jour, ça reste entièrement ouvert, comme si à tout moment ça pourrait bouger. Dira-t-on que le souffle créateur, ou plus largement un souffle de vie, n'arrête pas, et passe allègrement au regardant.

Tout aussi vivement, avec peut-être plus d'entraînement encore, et une même insouciance, nous voilà prêts à l'autre errance. Dans les peintures faites d'innombrables traits ou traces, de lignes qui peuvent aboutir à telles figures, nous nous retrouvons dans un environnement plus urbain, où des taches de couleur peuvent ça et là comme circonscrire des quartiers. Des graffitis, autant d'amorces d'historiettes, mais il nous revient une fois de plus d'y aller de notre propre imagination. Jan Voss nous a mis sur la bonne voie, de l'invention, de la fantaisie, d'un humour auquel il arrive de se faire tant soit peu grinçant.

Nous apprenons que Jan Voss a passé la majeure partie du temps du confinement dans son atelier berlinois, loin de sa petite ville de la banlieue parisienne, Arcueil en l'occurrence, inscrite à tel endroit dans un tableau. Avec des images émergeant dans sa tête, souvent à partir d'un mot, d'une phrase. Et il en est de nombreux que nous lisons entre les dessins, entre les créatures qui donnent proprement vie à ces toiles qui semblent parcourues, remplies par les fils d'araignées bien désordonnées, factieuses.

Les toiles ne s'apparentent pas moins à des labyrinthes. Et l'on aura deviné depuis longtemps, Jan Voss est le contraire d'Ariane, la jeune femme montrant le chemin pour s'en sortir à Thésée. Jan Voss nous fait nous y perdre, enfoncer dans le dédale. À nos risques et périls. Pour notre plus grand plaisir. ●

Dans les entrailles de la Moselle

Mylène Carrière

Six ans après la sortie de son premier long-métrage *Mammejong* et tout juste un an après le tournage de la série *Coyotes*, plébiscitée en Belgique et malheureusement inaccessible pour l’instant au Luxembourg, le réalisateur luxembourgeois Jacques Molitor nous a ouvert les portes du tournage de son nouveau film *Kommunioun* (production Les Films Fauves) au cœur de la Moselle luxembourgeoise.

Une fanfare, une reine du vin, des villageois et... un loup

C’est sur des airs de fanfare que nous arrivons sur le tournage du très attendu deuxième long-métrage de ce réalisateur à l’univers singulier qu’est Jacques Molitor. Il nous avait bouleversé dans son premier long, *Mammejong*, mettant en scène une relation incestueuse entre une mère et son fils. Au cœur de

la Moselle, entre deux averses, nous assistons à une véritable fête du vin, au milieu du village pittoresque de Wellenstein. Tout y est pour y croire : la fanfare, le crémant qui coule à flot, les effluves de wäinzoossiss, le char transportant la reine du vin et ses dauphines sous les yeux enjoués des villageois. Le moteur coupé, tous les figurants remettent leurs masques, Covid oblige, et s’abritent le temps de l’averse. Jacques Molitor sort de sa tente pour donner quelques indications à la directrice de la photographie (Amandine Klee) et la scène reprend le temps de l’acalmie.

L’ambiance sur le tournage, malgré toutes les mesures mises en place pour tourner en temps Covid, est bon enfant, joyeuse, on oublierait presque, entre les scènes, que cette fête n’est que du cinéma. Une atmosphère qui détonne par rapport au genre du film, celui de l’horreur. « C’est un film qui flirte avec les genres et les codes, que je décrirais comme un film d’auteur et de genre. Un film naturaliste, plus réaliste que ce qu’on pourrait croire. Je parle avant tout de la société à travers un langage empreint des codes du film d’horreur », explique le réalisateur entre deux scènes. Au milieu des nombreux figurants représentant les villageois, nous apercevons la ribambelle d’acteurs du cru plus prestigieux les uns que les

Le loup Phébus, un des acteurs principaux du film



Le réalisateur Jacques Molitor avec l’actrice Louise Manteau

autres qui composent son casting : Marja-Leena Juncker, Marco Lorenzini, Jules Werner, Charles Muller. À leurs côtés, un binôme inconnu du cinéma luxembourgeois, s’entrelace entre les scènes, rit aux éclats, échange des gestes tendres. L’actrice belge Louise Manteau et le jeune Victor Dieu semblent incarner à la perfection leurs rôles principaux de mère et fils devant et derrière la caméra. « La distribution des rôles pour Jules, Marco, Marja-Leena et Charles a été une évidence pour moi par rapport à leurs personnages. Pour le casting de la mère et du fils, ça a été plus long, mais j’ai eu une chance incroyable, ils sont formidables. Victor avait été choisi pour le teaser du film en 2019, je ne pensais pas le garder pour le tournage et il s’est finalement avéré extraordinaire, c’est un talent né. Louise Manteau a été une découverte, je ne la connaissais pas avant le casting, mais c’est aussi une actrice à suivre absolument », ajoute le réalisateur.

Dans la gueule du loup

Le tournage ayant débuté il y a un peu plus d’un mois, la rumeur a enflé sur la présence exclusive d’un casting un peu particulier : deux loups. Une fois la fête de village remballée, nous sommes invités à aller

à la rencontre de ce personnage hors du commun, à quelques encablures de là, dans une zone boisée. Dès le parking, on nous demande de garder le silence et de rester calme, l’acteur semble nerveux aujourd’hui et n’est pas enclin à se prêter à jouer de la scène qui lui est demandée. À l’opposé de l’équipe, dans un enclos bien fermé pour des raisons de sécurité et surtout pour éviter une fuite d’un des acteurs principaux du film, on se retrouve nez à nez avec Phébus, qui fait les cent pas au lieu de descendre la colline. On le sait, sur les tournages, il y a deux choses que les producteurs craignent par-dessus tout : tourner avec des enfants et des animaux, tout aussi imprévisibles les uns que les autres. Pour les enfants, ils s’en sortent à merveille cette fois-ci avec le jeune Victor Dieu, mais, alors que Phébus s’était montré très coopératif lors de ses scènes précédentes, il n’en fait qu’à sa tête ce jour-là, déconcentré par la présence de charognes dans les herbes hautes ou simplement ayant la tête ailleurs. La tension se fait palpable dans l’équipe réduite présente sur place, au fur et à mesure des tentatives des dresseurs de se faire obéir, mais les images voulues seront finalement au rendez-vous. Le pari est risqué, il faut accepter que parfois la nature ne peut s’adapter à l’humanité et c’est justement ce que nous découvri- rons, avec hâte, dans *Kommunioun*. ●

LUXEMBURGENSIA

Ein Mehr im Leben

Jean-Marie Weber

Iwwerliewen heißt der neue Roman des Englischlehrers und Sozialpädagogen Georges Kieffer. Hier treffen wir auf Menschen, die mit dem Überleben kämpfen und einen Mehrwert im Leben finden. Da ist Romain, dessen unheilbar kranke Eltern den gemeinsamen Freitod wählen. Der Syrer Muhammed Jesus Assad, welcher den grausamen Tod seines Freundes miterlebt, seine Heimat verlässt, um nach einer langen Odyssee in Luxemburg zu landen. Dort wird er von Romain und seiner Freundin Fiona aus tödlicher Gefahr gerettet.

Es sind vorwiegend junge Menschen, die sich mit erschreckenden Ereignissen des Lebens auseinandersetzen müssen. Voller Spannung und mit Humor regt das Buch an, sich für das „Mehr“ im Leben zu öffnen. Leben ist rätselhaft und risikoreich. Der Tod ist ihm immanent. Es ist auch Leidenschaft, Streben nach einem Mehr. Auch da, wo es aus Neid nur um ein Mehr an „Jicken“ handelt oder wenn es um das Messen des „Zizis“ geht.

Krankheit, Verbrechen, Feindschaft und Krieg charakterisieren unser Leben. Die Illusion, all-

mächtig zu sein, entwickelt eine enorme Kraft, so dass ein ganzes Volk darunter leidet. Es ist die Angst vor dem Fremden, der Andersheit des Lebens, die zum Hass gegenüber dem Fremden führt. Dementsprechend verkommt die Sprache zum Grölen, so etwa auf dem Oktoberfest im „Hesperpark“. Trieb und Angst sind das Grundkapital der „braunen Partei“, deren Mitglieder nicht vor unkontrollierter Gewalt zurückschrecken.

Für Georges Kieffer ist Leben auch Geschenk, Generosität und Gnade

In vielen Situationen steckt auch mehr positives Potential als wir glauben. Dazu gilt es die nötigen Antennen zu entwickeln. Das gehört zur Kulturarbeit des Menschen. Und so lassen sich giftige Skorpione in Medikamente verwandeln, wie wir aus deren Zwiesgespräch erfahren. Und so ist auch die Vespa nicht nur Bewegungsmittel. Sie ist Kultobjekt, Ausdruck der „Dolce vita“.

„Sproochmates“ nennt sich der Autor. Er zeigt uns, wie Worte Leben deuten und ihm Bedeutung geben. Die Sprache drückt ein Mehr im Leben aus: „Mir iwwerliewen zesummen.“ Gerade da, wo es um das Genießen und Begehren geht, zeigt sich auch die Freude des Autors am Buchstaben und am Wort.

Das Fiktionale hilft Spannungen des Lebens zu bearbeiten. Es sind Songs der britischen Band The Smiths, die zum Träumen einladen, Mut schenken. Ideale und Perspektiven werden rituell verinnerlicht: „There is a light that never goes out.“ Dies gilt auch für das Kino.

Zivilisation geschieht durch Arbeit, Sprache, aber eben auch Sexualität. Und so erleben wir

die Freude und die Lust von Muhammed Jesus und Romain, wenn sie, geführt von den Freundinnen Talia beziehungsweise Fiona, ihre ersten Erfahrungen im Liebespiel machen. „I’m human and I need to be loved.“ Das scheint mir das „Credo“ des Romans zu sein. Solche Liebe drückt sich auch im Versprechen des Opas aus, dem elternlosen Romain beizustehen, aber auch in der pädagogischen Aussage der Französischlehrerin: „Du muss schwätzen ... du muss positiv Ziler setzen. Denk un aner Saachen, konzentrier dech op d’Schoul, soss geet et schief.“

Es sind nicht nur Sprechakte, die Unterstützung geben, sondern auch Taten, durch die man dem Mitmenschen beisteht.

Der Kampf um Frieden und die Freiheit ist Fiona wichtig. Sie empört sich gegen einen Lehrer der rechtsextrem denkt. Damit tritt sie ein in den Teufelskreis von Aggressivität. Das schulische Umfeld versucht zu besänftigen, zu verdrängen und Auswege zu arrangieren. Eingepackt schiebt sie „e kräftege Koup Schäiß“ in des Lehrers Briefkasten. Ein Akt, welcher auch die Unfähigkeit der implizierten Akteure zeigt, den Konflikt zu

versprachlichen. Fiona kann den Kampf durchstehen. Wichtig ist, dass sie später mit Romain darüber sprechen kann. Ekel und Destruktivität konnten subjektiviert werden, nachdem beide sich *The Elephant Man* in der Cinémathèque angesehen haben. Die Widersprüchlichkeit des Lebens spiegelt sich auf der Leinwand. Kino ist ein pädagogisches Institut.

Für Georges Kieffer ist Leben auch Geschenk, Generosität und Gnade, gerade wenn man an einem Nullpunkt angekommen ist. Hoffnung, Gemeinschaft und ein Blick für die Potentialitäten einer Situation helfen, dass Leben glückt. Zum Schluss hofft auch der Autor auf die gnädige Beurteilung des Lesers. Diese ist ihm sicher. Das Buch kann ich als Lektüre im Vie-so- und Luxemburgisch-Unterricht wärmstens empfehlen. Und warum sollte man den Stoff nicht verfilmen? ●

Iwwerliewen, Georges Kieffer, Op der Lay, 2020, 18,90 Euro

Kitsch und Kunst im Krieg

Martin Ebner

Neutraler Tabubruch: Das Kunstmuseum Bern zeigt Werke aus Nord- und Südkorea gemeinsam in einer Ausstellung

Ist das eine Provokation oder eine Einladung zum Dialog? Nord- und Südkorea sind im Kriegszustand und seit 1953 strikt voneinander getrennt; ihre 250 Kilometer lange „Waffenstillstandslinie“ aus Stacheldraht und Panzersperren wird symbolisch von fünf Soldaten aus der Schweiz überwacht. Das Kunstmuseum Bern aber schert sich nicht um die Abschottung: Es präsentiert jetzt Kunst aus beiden Teilen der koreanischen Halbinsel – und zwar nicht nach Staaten gesondert, sondern nach übergreifenden Themen, wie „Landschaften“, „Historienbilder“ oder „Theaterstaat“. Riesige Propagandaschinken aus dem kommunistischen Norden prallen auf ironische Installationen aus dem kapitalistischen Süden.

Zu sehen sind 75 Werke von koreanischen und chinesischen Künstlern, alle aus der Sammlung von Uli und Rita Sigg. Ab 1980 hatte Uli Sigg als Vertreter der Aufzugfirma Schindler das allererste westlich-chinesische Jointventure ausgehandelt und auch Nordkorea bereist. Von 1995 bis 1998 war er der Botschafter der Schweiz in China, der Mongolei und Nordkorea. Berühmt ist Sigg vor allem für die größte Sammlung chinesischer Gegenwartskunst, die unter anderem den Künstler Ai Weiwei weltweit bekannt machte. Diese Kollektion, die bereits früher in Bern vorgestellt wurde, ist nun der Grundstock für das neue Museum M+ in Hongkong, das dieses Jahr in einem Gebäude der Schweizer Architekten Herzog und de Meuron eröffnet werden soll.

In Nordkorea ist westliche oder gar südkoreanische Kunst verboten. Genaugenommen ist dort überhaupt jede Kunst verboten, die nicht von den beiden staatlichen Kunst-Organisationen Mansudae und Paekho fabriziert wurde. An der

nordkoreanischen Variante des „sozialistischen Realismus“ fasziniert Sigg besonders, dass sie noch emotionaler, noch melodramatischer ist als ihre chinesischen und sowjetischen Vorbilder. Porträts der Machthaber sind in Nordkorea an und in jedem öffentlichen Gebäude, dürfen aber eigentlich nicht ins Ausland. Dank Diplomatie und Hartnäckigkeit konnte Sigg einige monumentale Darstellungen der Diktatoren erwerben: Kim Il-sung mit Raketen, Kim Jong-il mit Soldaten, Kim Jong-un mit glücklichen Untertanen. Das Originalgemälde zum Staatsbegräbnis von Kim Il-sung ist 82 Meter lang – eine handgemalte Kopie nimmt nun im Berner Kunstmuseum immerhin zehn Meter ein.

Das Regime in Pjöngjang ist mittlerweile selbst in den Augen seiner nördlichen Nachbarn bizarr. Der chinesische Filmemacher Wang Guofeng durfte offiziell die Paraden und Massenaufmärsche aufnehmen. Bei der Gelegenheit hat er auch heimlich seine Aufpasser vom Geheimdienst dokumentiert. Das chinesische Künstlerkollektiv Utopia Group, das selbst nie vor Ort war, hat ein ganzes fiktives nordkoreanisches Filmfestival inszeniert, inklusive Drehbüchern, Plakaten und Preisverleihung in der absurden Regimesprache. Still und melancholisch sind dagegen die Schwarzweiß-Bilder, die der chinesische Fotograf Shen Xuezhe von den Grenzen Nordkorea gemacht hat: Grenzzäune und gesprengte Brücken erinnern an den „Eisernen Vorhang“, der während des Kalten Kriegs Europa teilte.

In Südkorea werden Künstler weniger gegängelt. Wer aber wie Sea Hyun Lee große Ansichten des Grenzgebiets in der verpönten „kommunistischen“ Farbe Rot malt, bekommt auch dort Ärger. Anders als für China wollte Sigg für Südkorea

kein repräsentatives Museum der Gegenwartskunst zusammenstellen: Er hat dort ausschließlich Werke erworben, die sich mit der Teilung des Landes befassen. Während die Staatskunst im Norden vor allem sowjetisch-europäisch geprägt ist, greifen Künstler im Süden auch asiatische Traditionen auf: Keramik, Kalligraphie, Tuschebilder. Yee Sookyung zum Beispiel verklebt antike Porzellanscherben mit Gold zu holprigen Kugeln. Kyungah Ham ließ über chinesische Mittelsmänner Bildvorlagen nach Nordkorea schmuggeln und großformatige Stickereien zu Themen anfertigen, die dort tabu sind, etwa Luxusprodukte oder Kriegszerstörungen.

In einem eigenen Raum werden Plakate gezeigt, die von der Schweizer Entwicklungshelferin Katharina Zellweger in Nordkorea während der Hungersnöte der 1990er Jahre gesammelt wurden. Die fröhlich-bunten Poster dienen auch als Vorlagen für Briefmarken und Postkarten. Meist ermahnen sie die Untertanen zur Arbeit: „Lasst uns mehr Akazienbäume pflanzen!“ Oder: „Lasst uns die vitale Kraft der revolutionären Strategie der Partei für den Kartoffelanbau weiter forcieren!“ Manchmal erinnern sie aber auch an die schönen Seiten des Lebens: „Mit Kreiseln zu spielen macht Spaß!“

Ob Nordkoreas Führer Kim Jong-un die Ausstellung zur Kenntnis nimmt, ist unbekannt. Immerhin war er in Bern auf die Schule Liebefeld-Steinhölzli gegangen und soll leicht Bärendütsch sprechen. Bisher hat die nordkoreanische Botschaft lediglich gegen ein Aquarell protestiert, das den Diktator beim Betrachten von Haifischen zeigt. Der südkoreanische Botschafter fand noch keine Zeit für einen Besuch, hat sich aber bereits beschwert, dass der Kauf nordkoreanischer Kunst gegen internationale Sanktionen verstoße. Wahrscheinlich wissen die Diplomaten beide Seiten noch nicht so recht, was sie von der Schau halten und wie sehr sie empört sein sollen. Kunst kann grenzüberschreitend aufregen.

Die Ausstellung *Grenzgänge – Nord- und südkoreanische Kunst aus der Sammlung Sigg* ist noch bis 5. September 2021 im Kunstmuseum Bern zu sehen. Den Katalog dazu haben Kathleen Bühler und Nina Zimmer im Berliner Verlag Hatje Cantz herausgegeben: kunstmuseumbern.ch Während der kurzen Entspannungsphase 2018/19 durfte ein Schweizer Filmteam Nordkorea bereisen. Das Alpine Museum in Bern zeigt bis 3. Juli 2022 *Let's Talk about Mountains. Eine filmische Annäherung an Nordkorea*: alpinemuseum.ch Die Militärbibliothek in Bern zeigt noch bis 22. Februar 2022 die Ausstellung *Erinnerungen aus Korea. Alltag, Kultur und die Schweizer Friedensförderung*: guisanplatz.ch

Exportschlagter Riesenbronzen

Geniale Herrscher, frohe Arbeiter, blühende Landschaften: Kunstwerke der Stilrichtung „sozialistischer Realismus“ zeigen die Welt, wie sie nach dem Willen von Diktatoren aussehen soll. Westliche Kritiker sehen darin meist nichts als verlogenen Kitsch und Propaganda. Stalin und Mao sind zwar schon lange tot, Drittwelt-Potentaten aber mögen immer noch überlebensgroße Darstellungen, vor allem von sich selbst. Der Export von großen Skulpturen und Gemälden ist eine wichtige Devisenquelle für das kommunistische Nordkorea, das ansonsten vom Welthandel weitgehend isoliert ist.

Nicht nur Kambodscha, Malaysia und Syrien, sondern auch afrikanische Staaten decken sich in Nordkorea mit Monumentalkunst ein, vom riesigen anti-israelischen Kriegspanorama in Kairo über Standbilder kongoleischer Machthaber bis zum Triumphbogen in Namibia. Für Senegals Hauptstadt Dakar musste allerdings die erste Version des „Monuments der Afrikanischen Renaissance“ überarbeitet werden, denn die Köpfe waren zunächst eher koreanisch als afrikanisch geraten. Das für rund 27 Millionen US-Dollar gebaute, im Jahr 2010 eingeweihte Denkmal ist mit einer Höhe von 50 Metern die bislang größte Statue Afrikas – und vier Meter höher als die Freiheitsstatue in New York.

Produziert werden die Bronzegiganten in Nordkoreas Hauptstadt Pjöngjang im staatlichen Mansudae-Kunststudio. Wobei „Kunstfabrik“ wohl richtiger wäre: Auf einer Fläche von 120 000 Quadratmetern werken 4 000 Angestellte. Davon sind 1 000 ausgebildete Künstler, mehr als die Hälfte aller in Nordkorea zugelassenen Kunstschaffenden. Zu dem Atelier-Kombinat gehören auch eine eigene Klinik, ein Kindergarten und ein Fußballstadion. Das Mansudae-Studio hat das Monopol auf offizielle Darstellungen der Kim-Herrscherdynastie. In der chinesischen Hauptstadt Peking unterhält Mansudae eine Verkaufsfiliale, die auch kleinere Kopien der riesigen Artefakte vertreibt.

Aus dem Westen bekam das Mansudae-Kunststudio bislang nur einen einzigen Auftrag: neue Bronzefiguren für den Märchenbrunnen in Frankfurt am Main. Die Jugendstil-Statuen vor dem Schauspielhaus waren im Zweiten Weltkrieg eingeschmolzen worden. Das Mansudae-Kollektiv, handwerklich perfekt und preisgünstig, hat sie im Winter 2005/06 nach alten Fotografien rekonstruiert. Die Hoffnung, Nordkorea damit zur Teilnahme an der Frankfurter Buchmesse bewegen zu können, erfüllte sich allerdings nicht. Der Export nordkoreanischer Literatur, beziehungsweise der Staatsideologie Juche („Eigenständigkeit“) scheint nicht geplant zu sein. ● Me



Kollektiv: *Das Jahr der bitteren Tränen* (Ausschnitt), Acryl auf Leinwand, Nordkorea 2006

Inbai Kim: *Shamoralta Shamoratha*, Kunststoff, Bleistift, Südkorea 2007



Lasst uns mehr Konsumgüter für das Volk produzieren durch Modernisieren der Leichtindustrie! Aquarellfarbe auf Papier



BANDE DESSINÉE

Les étés en musique

Pablo Chimentí

Zidrou et Jordi Lafebre sont de retour avec un sixième tome de leur série *Les Beaux étés*. Un nouvel opus qui plonge la famille Faldéault dans l’été de l’année 1970 aux sons de *In the Summertime* de Mango Jerry

Voilà six ans que les bédéphiles ont fait la connaissance de la famille Faldéault, imaginée par Zidrou et dessinée par Jordi Lafebre, dans la série *Les Beaux étés*. Six ans et la publication de *Cap au Sud* ! Un premier opus qui plongeait dans l’année 1973. Le lecteur découvrait alors Pierre et Mado. Elle est vendeuse de chaussures, il est dessinateur de BD et constamment en retard pour la livraison de ses planches, ce qui oblige toute sa famille à attendre pendant de longues journées le très attendu départ en vacances. Des vacances que ce couple de Belges et leurs enfants : Julie-Jolie, Nicole, Louis et Paulette aiment sans stress ni programme, à l’aventure, mais toujours « cap au sud ». « Du soleil, on veut du soleil », sert de cri de ralliement à cette tribu on ne peut plus attachante qui sort des sentiers battus.

Dans le premier tome, ils se retrouvent à faire du camping sauvage sur les gorges de l’Ardèche en 73, quand *La Maladie d’amour* était numéro Un sur toutes les radios francophones. Dans le deuxième tome, direction les Calanques de Marseille en 1969, l’année d’*Ob-la-di Ob-la-da*, puis ce sera Saint-Étienne – bien obligés par

la mère de Mado – en 1962, quand on dansait sur *Let’s twist again*, la Dordogne en 1980 au rythme de Banana split et la Côte d’Azur à l’occasion des vacances – de Noël cette fois –, 1979 pendant que Pink Floyd cartonnait avec *The Wall*. De beaux voyages pleins de musique donc, mais surtout de traditions familiales – les jeux de mots de papa, de maman qui refuse n’importe quelle tâche ménagère pendant les vacances, de Julie qui se cache pour faire pipi... –, d’imprévus, de découvertes, de rencontres... sans oublier quelques coups dur et des engueulades.

Pour ce sixième voyage en compagnie des Faldéault, Zidrou et Jordi Lafebre ont placé la machine à remonter le temps en l’an 1970. Les enfants ne veulent toujours par aller à Oslo, Berlin, Stockholm, Mouscou ou Reykjavik. Sous la drache de Mons, Julie-Jolie, Nicole et Louis rêvent, comme toujours, de soleil. Du coup, c’est reparti, cap au sud. Enfin, ça devrait... Les enfants sont certes installée dans Mam’zelle Estérel, leur fidèle et inépuisable 4L, mais leur père est toujours sur sa planche à dessin pour finir l’album qui, il est certains, devrait

enfin lui ouvrir les portes de la célébrité. « Voilà plus d’une semaine que les bagages, toi et



moi, on poirote ici ! » se dit Mado dans l’entrée de leur maison. Et elle ajoute : « Désolée, mon bébé, mais tu vas être orphelin de père avant même d’être né ! » Son ventre est en effet on ne peut plus rond, sur le point d’exploser. Pas le genre de détail qui les empêchera de partir à l’aventure. Direction : Marseille. Mais comme souvent avec eux, le destination n’est qu’un prétexte pour un beau voyage.

Cette fois-ci, c’est un camion trop chargé et perdant ses marchandises au niveau de la Bourgogne qui en décidera autrement. Le pare-brise de Mam’zelle Estérel cassé, impossible de continuer. En attendant que le garagiste du coin en reçoive un de rechange, ils sont hébergés aux Genêts, petite ferme écologique tenue par Esther et Estelle qui leur prêtent un bout de terrain en bas de la pâture, à l’ombre des aulnes, pour planter leur tente. L’occasion pour les petits de s’occuper des biquettes, de découvrir le goût du lait fraîchement trait, de voir à quoi ressemble une dinde avant de se retrouver « toute nue pour la Noël », mais aussi d’aider les deux propriétaires de lieux à tenir leur stand sur le marché des producteurs locaux. Pour le

petit Louis ce sera aussi l’âge des questions sur la sexualité et pour tous l’été de la découverte d’amours différents. Car malgré ce que tout le village croit, Esther et Estelle ne sont pas vraiment sœurs.

Avec *Les Beaux étés* les deux auteurs jouent avec la nostalgie des lecteurs, de ces années-là, sans pour autant tomber dans le « c’était mieux avant ». Leurs récits sont plein d’humanisme, d’humanité, de tendresse, d’humour. Le tout sans rien omettre des petits et grands problèmes – mais aussi les plaisirs – du quotidien. Une série « feel good » qu’on aime lire et relire sans modération, que ce soit en tant que one-shots – puisque chaque album propose une histoire complète – ou que série, dans l’ordre ou dans le désordre. ●

Les Beaux étés – t6 – *Les Genêts*, de Zidrou et Jordi Lafebre. Dargaud. ISBN 978-2-5050-8935-3

FILM MADE IN LUXEMBOURG

Ein Virtuose von Farben

Anina Valle Thiele

***Next step* von Anne Schiltz rekonstruiert das Werk von Michel Majerus. Durch Zitate von Freunden, Kollegen und Angehörigen gibt der Film Einblick in Majerus’ vielschichtige Arbeiten, dahinter scheint die Person durch**

„Ein Spaziergang durch einen Supermarkt hat für ihn viel mehr ästhetische Reize ausgelöst als ein Spaziergang durch die Natur“, erinnert sich ein Freund. Überall habe er Logos, Schriftzüge oder Marken entdeckt, die ihn inspirierten. Das Berlin der 90er Jahre nach der „Wende“ war ein Tummelplatz für Kreative und für Michel Majerus somit der perfekte Ort. „Ein Paradies für Künstler, es stand unheimlich viel leer“, so Galerist Riemschneider. Hinzu kam die Clubkultur: „Wie im Schleudergang in der Waschmaschine.“

1999 nahm Majerus an der Kunstbiennale in Venedig teil. Für seine collagierte Malerei verwendete er gedeckte Farben, poppige Marken, die er Formen, Slogans und Comic-Figuren entnahm, Motive aus der Konsumwelt wie eine zerknitterte Baumarkt-Tüte oder eine Smarties-Schachtel, aber auch Materialien wie Asphalt. Plakative Sprüche in LED-Schrift waren charakteristisch für sein Werk: „Fuck the intention of the artist“ stand auf der Oberfläche einer Halfpipe, sein mit 455 Quadratmetern in der Fläche größtes und erstmals dreidimensionales Kunstwerk. Bewusst zitierte er Heroen der Pop Art wie Andy Warhol oder Jean-Michel Basquiat.

Michel Majerus starb 2002 bei einem Flugzeugabsturz auf dem Weg von Berlin nach Luxemburg – mit 35 Jahren. Wie porträtiert man einen Künstler, der in Luxemburg zweifellos einer der bedeutendsten des letzten Jahrhunderts war, ein umfangreiches Werk hinterlassen hat und auf dem Höhepunkt seines Schaffens verunglückte?

Die Filmemacherin Anne Schiltz wählte eine Art der Annäherung, die nicht effektiv-schend ist, indem sie Freunde, Arbeitskollegen und Angehörige interviewt hat und deren Aussagen für sich sprechen lässt. So entstand komplementär zu dem in *Next Step* gezeigten Werk und einigen Aufnahmen, die Majerus bei der Installation seiner großformatigen Gemälde zeigen, ein vielschichtiges Bild einer bescheidenen Persönlichkeit, die den Trubel mied, aber genau wusste, was sie erschaffen wollte. Wo seine großen Bilder aufzuhängen seien? „Im MoMA oder im Museum Ludwig. Da gibt es ja große Wände“, antwortete er.

Vor fünfeinhalb Jahren übernahm Anne Schiltz das Doku-Projekt von Paul Kieffer. Da stand schon fest, dass es von Samsa Film produziert würde. An der Idee und der Vorrecherche Kieffers anknüpfend, nahm Schiltz Kontakt mit der Stiftung Michel Majerus Estate auf, die ihr und Samsa den Großteil des Archivmaterials zur Verfügung stellte. Der erste Drehtag war im Januar 2016.

Der knapp einstündige Film lebt von Farben, den Techno-Beats aus Clubs und Aufnahmen von Berlin: Eine Einstellung zu Beginn zeigt Michel Majerus auf einer Parkbank sitzend mit Nike-Turnschuhen beim Aufzeichnen von Ideen. In den ersten Minuten des Films ist eine Montage seiner Bilder zu sehen. „Michel war ein Virtuose von Farben“, erinnert sich ein Freund, der selbst beim Mischen von Farben gezeigt wird, „es musste immer etwas heller sein.“ Nach seinem Tod wurden seine Farbtöne archiviert. In den Bildern seines Nachlasses entdeckte man immer wieder Neues, so der Freund „Wawa“ (Wawrzyniec Tokarski). Etwa ein Picasso-



Bild schwarz auf dem Kopf gemalt. „Er hat sich tatsächlich darauf konzentriert, etwas Bleibendes zur Kunstgeschichte beizutragen.“

Michel Majerus jagte nicht dem letzten Trend hinterher, sondern nutzte die „neuen Technologien“ experimentierfreudig. Er filmte mit Handy-Cams oder arbeitete mit dem Diaprojektor, bemalte Folien. Malen nach Zahlen: Interessant ist diese Art von Automatismus, die sich daraus ergeben hat, wie er Reproduzierbarkeit schuf.

Majerus war ein euphorischer Künstler, vernarrt in die Kunst. „Er hat für mich sowas Bilderstürmerisches“, erinnert sich einer seiner Galeristen, habe er doch verinnerlicht, dass man etwas zerstören muss, um etwas Neues zu schaffen. In Analogie zu Beuys habe Majerus selbst zum Logo werden wollen. Sein Assistent fand eine seiner ersten Arbeiten hingegen schlicht nichtssagend. Die Zeichnung für einen Freund versah Majerus mit der Widmung: „Sei nicht traurig, die 90er sind bald vorbei.“

Ein Ausschnitt aus einem der wenigen Interviews, die er gab, zeigt ihn 1999 auf dem Werkgelände der Biennale, wie er auf Englisch seine Ideen erklärt, die Außenfassade des italienischen Pavillons zu bespielen. Er schaute sich zunächst an, wann

der Pavillon gebaut wurde und was die Struktur ursprünglich aussagte. Unter dem Titel „*Sun in 10 different directions*“ schuf er eine Text-Bild-Collage: „Hier hoch ein Schriftband – und da irgendwie rüber ... Da vielleicht Katzenkopf!“

Im Film erklingen die Namen der Orte, in denen seine Werke gezeigt werden: Kunsthaus Graz, Stedelijk Museum in Amsterdam, die Hamburger Deichtorhallen oder das Kunstmuseum Stuttgart. Seine Ideen übertrug Majerus zehn Jahre lang in A5-Notizhefte. Es waren „Gedankenstützen“, aber auch „Überlegungen“ zur Kunstgeschichte. Am Ende sieht man ihn wieder auf der Parkbank sitzend, über einem dieser Hefte arbeitend. Er steht auf und springt aus dem Bild. Schiltz’ Dokumentarfilm ist eine stille Hommage an den luxemburgischen Ausnahmekünstler. ●

Michel Majerus, Next Step (59 Minuten): Ein Film von Anne Schiltz, produziert von Anne Schroeder (Samsa Film mit Unterstützung des Film Fund). Deutsch mit englischen Untertiteln. Nächste Vorführungen: 9. Juli um 19 Uhr im Ciné Scala in Diekirch; 15. Juli um 20 Uhr im Kinoler in Kahler; 19. Juli um 19 Uhr im Kulturhuf in Grevenmacher.

Jour(s) de fête(s)

Mylène Carrière

Depuis près d'un mois, nous avons vu renaître ici et là, dans les parcs, bars, clubs et autres lieux de rassemblements, le retour de la fête, avec la levée des restrictions de rassemblements, même sous certaines conditions (nombre limité, CovidCheck, etc.). Que ce soit pour la Fête nationale, la fête de la musique ou encore l'Euro de football, les images de rassemblements joyeux et festifs se multiplient ces derniers jours dans la presse nationale et sur les réseaux sociaux, entraînant tous les excès et éclats. Et pourtant, il y a encore quelques semaines, les mêmes images de jeunes bravant les interdits pour se rassembler dans les parcs faisaient la une des journaux pour dénoncer leurs actes alors classifiés, si pas criminels, du moins subversifs.

Depuis mars 2020 et l'arrivée de la pandémie, la fête, la java, la bringue, la bamboche ont pris un sacré coup en devenant l'étendard de la diffusion sans précédent d'un virus mortel. La fête est, par principe, un moment de rassemblement, pour célébrer, partager ensemble, le temps suspendu, s'allonge parfois jusqu'au petit matin, un temps qui se termine inexorablement par une séparation, retournant chacun dans sa sphère privée, propageant ainsi la menace. Qu'elle fût religieuse, sportive, culturelle ou personnelle, la fête a incarné le point de départ d'une transmission incontrôlable d'un agent inconnu, menaçant nos sociétés. Si elle fût aussitôt bannie, exclue, prohibée (la Chine a pris comme première mesure hautement symbolique l'annulation des festivités

liées au Nouvel An), elle est devenue, à travers le monde, à la fois menace, besoin non essentiel, mais aussi le symbole d'une liberté entravée. Qu'il n'en déplaise à certains, le confinement et la distanciation sociale imposés par la pandémie n'ont fait que redonner à la fête son caractère indispensable à la vie de chacun en société. Fêtes de village, carnivals, fêtes religieuses, fêtes nationales, fêtes d'anniversaire, autant d'événements qui permettent à l'individu d'appartenir, d'être au monde, de s'affirmer et de créer du lien, au-delà de son seul cercle familial et du politique.

L'anthropologue Jean Duvignaud, un des spécialistes de la question, écrit : la fête « détruit ou abolit, pour tout le temps qu'elle dure, les représentations, les codes, les règles par lesquels les sociétés se défendent contre l'agression naturelle. » Pour tous les anthropologues, la fête est bel et bien une nécessité universelle que connaissent toutes les sociétés, de socialisation mais aussi un outil fort de subversion et d'appartenance. Les carnivals sont, par exemple, l'occasion pour le peuple de railler ses personnages publics et tout particulièrement ses dirigeants, et ainsi prendre possession de l'espace public, tout comme les festivals traditionnels saisonniers, qui sont l'occasion de fêter une saison ou de la chasser, pour entrevoir des jours meilleurs. Quoi qu'en disent les politiques, les rassemblements festifs, figureraient donc dans la liste des besoins primaires, offrant le lieu et le moment de socialiser dans une temporalité propre, en dehors de la société

et de ses codes établis. Pour preuve, on a vu ce besoin complètement réinventé dès les premiers jours du confinement, voyant apparaître les fameux apéros virtuels en ligne, mais aussi les rassemblements sur les balcons, partageant musique et applaudissements, ainsi que de nombreux regroupement clandestins. Tous les moyens furent bon pour maintenir ce être ensemble. La pandémie a ainsi réécrit les rites festifs tout comme ses espaces, le lieu de l'intime est devenu le lieu de partage, l'écran a joué le médiateur, les codes se sont adaptés à la distance physique. Malgré cela, la solitude et le vide se faisaient bien pesants une fois l'écran devenu muet.

Une éclaircie est enfin apparue il y a quelques semaines, un avant-goût d'un monde d'après qu'il nous reste à réinventer et ses rites à réécrire. Avec l'allègement des restrictions, et la mise en place du système CovidCheck, certains ont commencé à goûter à un retour presque normal aux festivités, au plaisir d'être enfin de nouveau ensemble. Mais la menace du Delta plane et la fête est de nouveau pointée du doigt... Viendra le temps où nous chanterons et danserons, en liberté ! ●

La fête : une façon d'affirmer son appartenance



Stil

L'ENDROIT



Thaï House

Ce fut un vrai instant de tristesse pour la clientèle fidèle lorsque, le 22 décembre 2019, la famille Motiani mit un terme à un demi-siècle de sa fine restauration indienne à Luxembourg. Niché dans un coin reculé de la mini-galerie des Capucins, le Star of Asia figurait parmi les précurseurs d'une cuisine venue d'ailleurs, à un moment où le Grand-Duché se contentait encore largement

de cuisine locale, française ou italienne. Lors de ses adieux, le patron faisait déjà connaître le nom de son successeur : Thaï House. Une certaine pandémie aura mis le projet sur pause, mais aujourd'hui, rien qu'à la découverte du nouveau lieu et de sa superbe déco importée en majeure partie de Thaïlande, on devine que le niveau gustatif n'a pas chuté (photo : GD). Les détails ont été travaillés avec goût jusqu'au mélange de couleurs chatoyantes, et on a apporté beaucoup de soin à faire entrer la lumière dans cet antre qui ne compte pas d'ouverture sur un bout de ciel. Dans l'assiette : que du plaisir. Nous recommanderons particulièrement l'assortiment à partager en entrée. Pour moins de 30 euros, on y trouve de très fins nems aux crevettes fraîches, une salade de papaye verte pimentée, des bouchées

vapeur « fleur de siam » et du poulet mariné dans une feuille de pandan. La grande surprise viendra de la qualité des sauces qui accompagnent le tout. Pour le plat principal, difficile de choisir parmi toutes les propositions savoureuses, mais qui éprouve du mal à se décider prendra le menu dégustation (*Tasting Menu*) qui mélange un peu de tout. Un large choix est proposé aux végétariens. Et tout est servi avec douceur et sourire. thaihouse.lu GD

L'ENDROIT

Comptoir bohème

Il y a la Cloche d'Or côté pile, pimpant neuf, autour du centre commercial et des

nouvelles tours de bureaux et la Cloche d'or côté face, un peu plus ancien, à peine plus à l'ouest, après les concessions automobiles et avant la Photothèque de la Ville. C'est là que l'équipe de Maison Mazelier (Strogoff, Homard bleu) vient d'ouvrir le Comptoir bohème et ses rien de moins que 280 places assises, sans compter les terrasses. Un très grand espace, donc, très lumineux pour être largement vitré et très joliment décoré dans un négligé parfaitement ordonné qui correspond bien au nom. De la vaisselle et des chaises dépareillées, des plantes en grands pots, des savons de Marseille en décoration, des graminées, du rose pastel... voilà pour le côté « bohème » (photo : fc). Pour ce qui est du comptoir, il est incontournable et occupe une position centrale : vivier de homard,

banc d'écailler, cuisine à vue, four à pizza se succèdent pour titiller l'appétit des clients. On aura compris que la carte ratisse large avec de belles propositions de plateaux fruits de mer (ce qui est toujours aussi peu courant dans les restaurants luxembourgeois), des ceviches et tartares, du risotto un peu canaille (servi dans la meule de fromage, avec des truffes), et des pizzas aux trottoirs bien gonflés. Le sourire et la promptitude du service tentent de faire oublier le côté salé... de l'addition. fc



LE PRODUIT

Backstage beer

Les concerts et festivals en extérieurs reprennent peu à peu. Ce qui ne sauve pas les salles et programmeurs du pétrin dans lequel la crise sanitaire les a fourrés. Pour susciter un peu de soutien, l'Atelier (qui, pour l'heure, programme divers concerts un peu partout dans le pays, mais pas encore dans sa salle) a imaginé une série limitée de bières reprenant des citations et dessins tirés des livres d'or de la salle de concert. Ce sont de simples Bofferding, mais, le graphiste Fred Thouillot (Granduchy) a créé les emballages avec les signatures de huit artistes différents et emblématiques qui ont foulé la scène de la rue de Hollerich :



Tenacious D, Gorillaz, Marteria & Casper, Moby, Parkway Drive, Muse, Motörhead et Airbourne. Le pack de quatre bières est vendu à 10 euros et peut être commandé en ligne (atelier.lu), puis retiré sur place les lundis de 10h à 14h. fc

